

سكنا في الوطن

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14768 - 7 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURN

Fair-play aéronautique

LES Etats-Unis et la Communauté européenne ont fait la paix à propos de leurs avions. Pendant qu'à Bonn Deutsche Aerospace perdait, le 17 juillet, la garantie de cours du dollar que lui avait promise le gouvernement, on signait à Washington un accord américano-européen qui limite et réglemente les subventions et les aides gouvernementales à la construction d'avions civils de plus de cent places. Il n'y aura plus de différends autres que commerciaux entre Airbus, Boeing et McDonnell Douglas.

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) interdisait de subventionner la fabrication des jets, mais, espérés par la montée en puissance d'Airbus, les Américains dénonçaient, depuis le milieu des années 80, les aides déguisées que les gouvernements allemand, britannique, espagnol et français accordaient, selon eux, à leurs avions. Ils avaient chiffré à 27 milliards de dollars ces coups de pouce donnés pendant vingt ans.

LES Européens rétorquaient que, si aide il y avait, elle n'excédait pas 10 milliards de dollars et que les Américains avaient subventionné indirectement leur industrie aéronautique civile par le biais de programmes de recherche et de contrats militaires pour 27 milliards de dollars.

Cette négociation de marchandage de tapie n'a plus lieu d'être. Les Américains ont obtenu satisfaction sur deux points qui leur tenaient à cœur : les Airbus, qui profitaient d'un système d'avances remboursables publiques finançant sans intérêt 75 % du montant des frais de développement, verront ce soutien limité à 25 %. D'autre part, le gouvernement allemand met fin au dispositif qui lui faisait compenser la chute des cours du dollar au-dessous de 1,80 de l'écu par le biais de programmes de recherche et de contrats militaires pour 27 milliards de dollars.

Les Européens obtiennent que soit reconnu pour la première fois la nécessité de la limitation des aides indirectes par le biais de la recherche ou de contrats militaires ou spatiaux. L'accord plafonne celles-ci à 3 % du chiffre d'affaires du secteur aéronautique et à 4 % du chiffre d'affaires de chaque constructeur.

TOUT bien pesé, ce sont Boeing et McDonnell Douglas qui sortent gagnants, puisqu'ils ont obtenu que les avions européens soient financés dans une plus grande proportion par appel au marché financier et qu'ils supportent des frais financiers « normaux ». Mais Airbus et les gouvernements européens n'ont pas à se chagriner de ce retour progressif au droit commun : les aides - précieuses pour épauler des programmes se chiffrant en dizaines de milliards de francs - ne sont pas totalement interdites ; le risque d'une guerre fratricide avec les Américains (ceux-ci fournissent jusqu'à un tiers des composants d'un Airbus) est écarté.

Par-dessus tout, le consortium européen est devenu majeur, comme l'a prouvé la toute récente commande de cent bi-réacteurs A-320 par la dernière compagnie d'outre-Atlantique, United Airlines, qui se refusait à acheter des Airbus. Les déquilles et les expédients financiers ne sont plus de saison.

M0146 - 0720 0 - 7.00 F



Nouveaux pas vers la partition

La Slovaquie a proclamé sa souveraineté

M. Vaclav Havel a annoncé, le 17 juillet, sa démission de la présidence tchécoslovaque, qui devait être effective lundi. Cette décision, annoncée à Prague au moment où Bratislava proclamait la souveraineté de la Slovaquie, consacre le processus de partition du pays. M. Havel, arrivé au pouvoir en décembre 1989 après avoir mené la « révolution de velours », a laissé la porte ouverte à une éventuelle candidature à la présidence de la République tchèque, fonction qui reste à créer.

Le retrait du président Havel

Havel, l'homme de théâtre, n'a jamais tout à fait disparu derrière le président Vaclav Havel. Ce n'est donc pas vraiment un hasard si l'annonce de la démission du chef de l'Etat tchécoslovaque a été faite à Prague, vendredi 17 juillet, moins de trois quarts d'heure après la proclamation de la souveraineté slovaque par les députés de Bratislava.

D'une certaine manière, M. Vaclav Havel a ravi la vedette à ceux qui avaient provoqué sa chute, le 3 juillet, au premier tour de l'élection présidentielle, trente mois après son arrivée triomphale au pouvoir.

Dans la soirée, à la télévision, l'air grave sans être tragique, le président bien-aimé des Tchèques depuis qu'il les a libérés du communisme s'est adressé à ses compatriotes. « J'ai pris cette décision après mûre réflexion, après avoir réalisé que je ne pouvais plus remplir les obligations découlant de mon serment sur la Constitution tchécoslovaque selon mes convictions et ma conscience », a-t-il dit.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite et l'article de
MARTIN FLICHTA
page 4

Le financement de l'UNEDIC

L'assurance-chômage provisoirement sauvée

Après une journée et une nuit entières de négociations, un accord est intervenu, le samedi 18 juillet, pour remettre à flot le régime d'assurance-chômage. Trois organisations syndicales - CFTD, CFTC et CGC - se sont déclarées favorables aux solutions élaborées avec la CNPF et la CGPME. La surprise est venue de FO, qui pourrait ne pas signer l'accord, alors que l'UNEDIC, créé en 1958 par M. André Bergeron, a toujours été considéré comme l'enfant de FO.

Le compromis de l'urgence

par Alain Lebaube

Dans le paysage syndical français, le 18 juillet marquera peut-être, historiquement, un tournant préparé de longue date. Au sortir de la longue et délicate négociation sur le sort du régime d'assurance-chômage, la délégation Force ouvrière a laissé penser qu'elle ne signerait probablement pas l'accord en passe d'être approuvé par la CFTD, la CFTC et la CGC. Si cela devait être confirmé, le 20 juillet, date prévue pour les réponses, cela signifierait la fin d'une époque où FO a dominé la politique paritaire, principalement symbolisée par sa

présence continue dans la gestion de l'UNEDIC. M. André Bergeron, son ancien dirigeant, en a été le fondateur en 1958 et a alternativement exercé la présidence de l'institution quand celle-ci revenait aux représentants des salariés.

Désormais, la CFTD est en mesure d'écrire une autre page qui consacre un renversement d'alliance du CNPF, qui s'y préparait depuis au moins deux ans. Tout au long des discussions, avec la CFTC et la CGC, une « intersyndicale » est apparue, dont FO s'est ostensiblement tenue à l'écart malgré les appels du pied.

Lire la suite
et ses informations page 15

Le feuilleton de l'été

Dans notre prochain numéro, publié lundi 20 juillet (daté mardi 21), nous commencerons la publication d'un feuilleton historique intitulé « Les fins d'empires ». Rédigé sous la direction de Jean-Pierre Rioux, ce récit, qui s'étalera sur six semaines, associe une quinzaine d'historiens qui racontent, chacun dans le domaine de sa spécialité, la riche saga des empires et les soubresauts de leur agonie, qu'il s'agisse des temps les plus reculés ou plus proches de nous.

Une enquête du « Monde »

« Variations latino-américaines »

A l'occasion du deuxième sommet ibéro-américain qui aura lieu les 23 et 24 juillet à Madrid, le Monde publiera, la semaine prochaine, une série de six articles intitulés « Variations latino-américaines ». Seront évoqués les relations entre les Etats-Unis et le sud du continent, les menaces sur la démocratie, l'apparition d'une classe de « nouveaux riches », le rôle décroissant de l'Eglise catholique, la persistance des guerillas et l'état de l'économie.

Une Allemagne plus active

Jugé anticonstitutionnel par le SPD, l'envoi du « Bayern » dans l'Adriatique marque un tournant de la diplomatie de Bonn

par Daniel Vernet

Le Bundestag consacrera, mercredi 22 juillet, une séance extraordinaire à l'engagement de la Bundeswehr dans la surveillance de l'embargo décrété par l'ONU contre la Serbie et le Monténégro dans l'Adriatique.

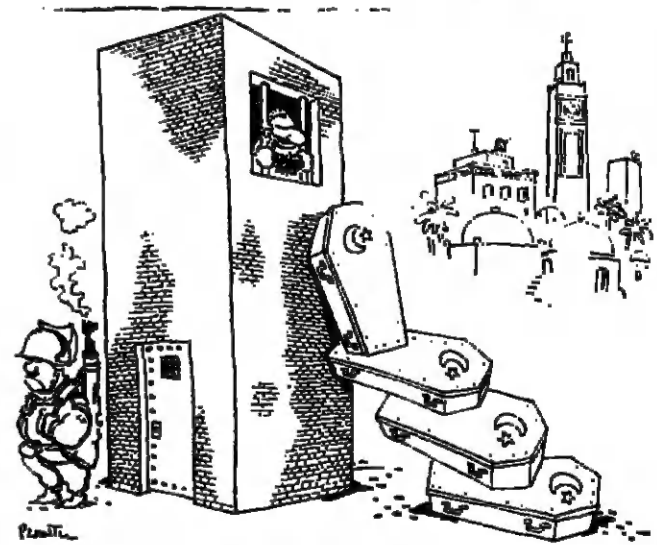
L'opposition social-démocrate estime que cette participation est contraire à la Loi fondamentale. (Sur la situation dans l'ex-Yougoslavie, lire nos informations ainsi que les articles de Florence Hartmann et Laurent Zecchini page 3.)

La Bundesbank a augmenté un de ses taux directeurs, pesant encore un peu plus sur une conjoncture européenne déjà anémique, et le gouvernement fédéral a envoyé un destroyer dans l'Adriatique pour participer à la surveillance de l'embargo contre la Serbie. Il n'en faut sans doute pas plus pour affirmer que l'Allemagne a, deux ans après la réunification, décidément perdu ses complexés. Elle dicte la politique monétaire européenne et redevient diplomatiquement active dans des secteurs où, jusqu'à la fin des années 80,

elle se distinguait surtout par sa prudence. En fait, les deux informations n'ont pas d'autre point commun que d'être chacune une manifestation de la difficulté éprouvée par l'Allemagne nouvelle à trouver sa place sur la carte redessinée de l'Europe. Le relèvement des taux d'intérêt est dans une large mesure l'expression d'une faiblesse plutôt que d'une volonté de puissance. Elle est la conséquence des coûts provoqués par la reconstruction de la partie orientale et des déséquilibres financiers qu'ils entraînent dans un pays où la stabilité monétaire a été érigée en dogme.

Lire la suite page 3

Les troubles en Algérie



Lire nos informations page 3

La République et l'oubli

La continuité de l'Etat est au centre de la polémique sur le régime de Vichy

par Edwy Plenel

« Une fièvre trop vite guérie est une fièvre mal guérie. » Cette phrase apparemment anodine vient sous la plume de Vladimir Jankélévitch à propos d'une des questions morales les plus lourdes, celle du pardon. Le philosophe n'est plus là pour commenter la petite fièvre qui a saisi la France à l'occasion du cinquantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. Mais, maintenant que sont retombés les hutes des uns et la colère d'un autre, une fois dites les prières et déposées les gerbes, on aurait tort de ne pas entendre l'avertissement de ce penseur qui fut aussi un grand résistant. La semaine dernière, quelque chose de désagréable s'est passé que le silence ne ferait qu'aggraver : un nouveau dialogue de sourds autour de la France de Vichy.

Au départ, une demande somme toute simple, élémentaire même : qu'un « gestic » symboli-

que soit fait envers les victimes de la participation française au génocide. Qu'un demi-siècle après la grande rafle anti-juive des 16 et 17 juillet 1942 organisée par la police française, l'autorité politique, en ce qu'elle incarne l'Etat, ne se contente plus des gestes coutumiers, des habituels messages de compassion ou des traditionnels discours d'émotion. Un vrai geste, donc, ou soit sobriement énoncé ce fait, pour qu'il soit connu de tous, pour qu'il laisse son empreinte sur les générations futures : un Etat français, qui était certes la négation de la République mais qui n'en était pas moins français, a participé activement à la destruction des juifs d'Europe.

Ce geste d'« apaisement pour notre souffrance » comme l'a dit si paisiblement M^{me} Simone Veil, n'eût pas l'ampleur espérée.

Lire la suite
et nos informations page 6

LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- **ALGERIE** : Un pays à la dérive, par Ignacio Ramonet.
- **PROCHE-ORIENT** : Les équivoques de la victoire trépassée en Israël, par Michel Warchavski. - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picardou. - M. Bush, la bombe et le dictateur de Bagdad (A.G.).
- **MAASTRICHT** : Trente-cinq ans d'Europe du nord-est, par Bernard Cassen. - Le principe de subsidiarité, par Monique Chemillier-Gendreau. - Le « non » des Danois, par Jean-Pierre Auriat. - L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, par Alain Tondeur.
- **AFRIQUE** : Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. - Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. - Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cohen. - « Le papier enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.
- **BANGLADESH** : Une pauvreté bien encadrée, par Michel Chossudovsky.
- **STRATÉGIE** : L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats, par Jean-Luc Thierry.
- **PÉTROLE** : Washington renforce son emprise, par Nicolas Sarkis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 760 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 190 PTA ; Espagne, 190 PTA ; France, 20 F ; Italie, 2,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 48 Kr ; Pays-Bas, 2,75 Fl ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Télécopieur : 261.311 F

Édité par la SARI, le Monde
Durée de la société :
créée en 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des Indicateurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
M. Michel Cus, directeur général
Philippe Dupuit, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 206.806 F
Tél. : 40-65-25-25
Tél. : 40-65-25-25
Tél. : 40-65-25-25

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproduction interdite de tout article
sans autorisation écrite de l'administration

TÉLÉMATIQUE

Comptes : 36-15 - Tapes LEMONDE
36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SURSE	AUTRES
		BOULOGNE	PAYS
		PAÏS-BAS	CHX
3 mois	400 F	512 F	700 F
6 mois	800 F	1 024 F	1 400 F
1 an	1 600 F	2 048 F	2 800 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Cod postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Signature : _____

201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARI, le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Gélis
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
indépendant du directeur
de la rédaction

Yves Agnès
Jacques Ananiev
Thomas Ferec
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Correspondants :
Jacques Gélis (1944-1988)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a trois cent cinquante ans

La drôle de guerre entre le roi et le Parlement d'Angleterre

Le 12 juillet (22 juillet) 1642 (1), le Parlement d'Angleterre vote la levée d'une armée « pour protéger la personne du roi, défendre les deux Chambres et tous ceux qui ont obéi à ses ordres et à ses injonctions, ainsi que pour veiller sur la vraie religion, les lois, la liberté et la paix du royaume ». Protection du roi et du Parlement, maintien de la religion, de la paix et d'une « liberté » — qui se confond en fait avec la propriété : ce programme, conservateur à souhait, marque pourtant une étape irréversible dans le déclenchement de la révolution anglaise.

Un siècle et demi avant la France, de 1642 à 1660, l'Angleterre offre en condensé un spectacle comparable à celui qui défie chez nous de 1789 à 1815. La génération romantique débutsa sans hésiter les parallèles : conflit avec le roi, procès et exécution du souverain, radicalisme social, proclamation de la République... Surgissement, enfin, d'un homme fort, porté par l'armée, qui reprend la situation en main. Napoléon-Cromwell est l'une des figures emblématiques de Victor Hugo, tandis que Quinet ou Guizot n'auraient cessé de s'interroger sur les liens du religieux et du politique dans le processus révolutionnaire.

Révolution « puritaine » ou révolution « bourgeoise » — comme on le répétait sagace à satiété ? En tout état de cause, la révolution d'Angleterre fut, du moins dans ses protégés, une révolution conservatrice. La « défense du roi » : absurde fiction, décrétait J. H. Hexter. Il faut dire que ces hommes qui, par quelque singulier adresse rhétorique, prétendaient servir le roi, s'apprêtaient à lui faire



Allégorie de la guerre civile : « Cavaliers » et « têtes rondes » (royalistes et puritains)

la guerre. On lève des troupes contre Charles I^{er} mais, de façon somme toute assez spécieuse, on décrète à l'inverse que l'on vole à son secours.

Qu'est-ce qu'un roi ? Cette interrogation, présente dans le théâtre de Shakespeare, gagne chaque jour en ampleur. La guerre civile précipite un processus d'abstraction juridique qui amène progressivement à distinguer la fonction de l'individu. Le souveraineté qu'il exerce au nom du roi en son absence, le Parlement finit en 1649 par se l'approprier. Sept longues années d'affrontement farricard aboutissent finalement à une République assez fragile, restée sans suite dans l'expérience anglaise.

dément, bravant son autorité. Des résolutions diverses, allant jusqu'à la remontrance pure et simple, tentent de réformer l'Eglise et l'Etat. Les dernières négociations échouent en juin. Le 18 juin (28 juin), Charles I^{er} lance son vibrant appel : « Il existe trois sortes de gouvernement parmi les hommes : la monarchie absolue, l'aristocratie et la démocratie. Toutes trois connaissent leurs avantages et leurs inconvénients propres ».

Que faire ? Charles I^{er} fournit la formule chimique de l'équilibre des pouvoirs — qui impressionnera tant Montesquieu. Une dose de démocratie n'est pas mauvaise, à condition d'être tempérée par la monarchie et l'aristocratie. Idem pour la monarchie qui doit être contenue par la noblesse, cet utile contre-poids aux velléités autoritaires des monarques. Parcellairement, les grands doivent être domestiqués par les lois. « Tant que l'équilibre demeure entre les trois Etats, et qu'ils suivent paisiblement leurs cours, ils répandent la fertilité et la félicité sur leurs rives ». Le tyranisme comme la licence, le désordre comme la violence tombent d'eux-mêmes et se dissipent grâce à l'admirable compromis constitutionnel qu'offre Charles I^{er} à son Parlement.

Le Parlement refuse. L'appel du 18 juin n'est pas entendu ; il intervient trop tard, dans un monde déjà bouleversé par les préparatifs belliqueux. Pourtant, la formule de l'équilibre des pouvoirs — monarchie, aristocratie, démocratie — connaît une prodigieuse postérité en particulier au dix-huitième siècle ; on l'analogue à la sagesse des anciens pour parvenir à ce « whiggisme polybien », naguère repéré par M. Baridon. Un peu de Polybe, un zeste de libéralisme, beaucoup

de pragmatisme : c'est la monarchie mixte à l'anglaise, appelée à triompher à moyen terme.

Charles I^{er} avait bien raison. Il faut dire qu'il est entouré de gens intelligents, décidés à freiner le processus menaçant qui conduit à la guerre. Charles avait raison, mais il a tort. Grâce à ses conseillers, il a trouvé la formule de l'avenir, il lui manque celle du présent.

La marche à la guerre est irréversible. Depuis plusieurs semaines, le Parlement et le roi recrutent et se disputent le contrôle des milices bourgeoises ou provinciales. Le 12 juillet constitue en réalité un aboutissement : la drôle de guerre traîne en longueur depuis des mois. Elle s'accompagne de campagnes de communiqués, d'offensives idéologiques... La guerre « chaude » ne débute qu'en août. Du moins invoque-t-on généralement la date du 22 août pour marquer le commencement de la première guerre civile. Ce jour-là, Sir Edmund Verney hisse fièrement l'étendard de son roi à Nottingham. Les deux sont jetés. Les batailles décisives se succèdent, d'Égghill (octobre 1642) à Naseby (juin 1645), de Preston (août 1648) à Worcester (septembre 1651).

La véritable dynamique révolutionnaire

Quel sens donner à cette révolution ? Naguère encore, libéraux et marxistes se disputaient les dépouilles passées. La révolution s'engageait en champ de bataille : les uns louaient le Parlement et se faisaient les champions des libertés anglaises, acquies au prix de luttes sans cesse renouvelées ; les autres découvraient à l'intérieur de la révolution « bourgeoise » une autre révolution avortée, porteuse des espérances de l'humanité.

Il semble que désormais l'on

gagne en compréhension ce que l'on perd en intelligibilité. Le temps des synthèses disparaît-il au profit de la contingence ? Une puissante vague « révisionniste » parcourt l'histoire anglaise (le terme ne possède pas les mêmes connotations que chez nous). La révision est bénéfique : elle permet à l'Angleterre, que l'on dit insulaire, de réintégrer l'histoire européenne. Ainsi, le terme « Ancien Régime » accompli-il une période très remarquable, alors qu'il est impensable il y a vingt-cinq ou trente ans d'utiliser un tel concept, issu peu ou prou de l'expérience française. La même remarque s'impose pour « mentalité », acclimaté récemment sous le vocable *mentality*. Les études les plus fécondes ont porté sur les phénomènes de loyauté ou d'allégeance, déplaçant désormais les critères de classe mis en avant par Guizot, puis par Marx — qui emprunte le terme « lutte des classes » au ministre de Louis-Philippe. Les *Irish* Britanniques, centre et périphérie : la véritable dynamique révolutionnaire fut l'unification des trois royaumes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. L'Angleterre elle-même sur du mal à s'unifier : une assemblée nationale contre le roi ou plutôt pour le Parlement, mais c'était déjà l'utopie du « soldat citoyen ».

Cette course, en fait, n'a pas eu le même achèvement que la Révolution française. La révolution anglaise n'a fondé aucun régime : elle est une parenthèse, une série de guerres civiles, débouchant sur un « interregne » — le terme, en soi, est révélateur pour qualifier la République. Qu'est-ce qui au juste sépare la royauté de Charles I^{er} du règne de Charles II, la révolution de la restauration ? Une ère d'attente restée sans lendemain où se sont éteintes les espérances les plus folles — le retour du Christ, la communauté des biens — on les systèmes les plus audacieux — le *Leviathan* de Hobbes, paru en 1651. En ce mois de juillet 1642, l'avenir ne transparaît encore que dans cette formule sibylline : « protéger la personne du roi », alors que l'on s'apprête à faire la guerre à la couronne.

BERNARD COTTRET
Auteur du livre *Cromwell*, à paraître au mois d'octobre chez Fayard.

(1) Le calendrier julien, alors en usage en Angleterre, a un retard de dix jours sur le calendrier grégorien au dix-septième siècle. Le 12 juillet correspond donc au 22 juillet actuel.

► Pauline Gregg : *Charles I^{er}*, Paris, Fayard, 1984.

► O. Lutaud : *Les Deux Révolutions d'Angleterre*, Paris, Aubier, 1978.

► J.-P. Fossou : *Les Iles Britanniques, les Provinces-Unies, la guerre et la paix au dix-septième siècle*, Paris, Economica, 1991.

Une brochure du « Monde diplomatique »

Entre l'irrationnel et la rationalité pure et dure

par Roger Lesgards

L'homme en danger de science ? Tel est, en forme interrogative, le titre de la dernière livraison de *Le Monde diplomatique* (1). Une question à laquelle une vingtaine d'auteurs tentent de répondre, parmi lesquels Jacques Testart qui nous alerte sur les perversions de l'idéal de recherche, Ignacy Sachs qui pose la question de savoir comment l'on peut concilier écologie et prospérité, René Lenoir qui tente de définir ce que pourrait être une science pour les hommes de ce temps, Riccardo Petrella qui plaide pour un contrat mondial, et Mohamed Larbi Bouguerra qui nous parle du tiers-monde victime du commerce des pesticides.

« La Science » ! Voilà une figure bien abstraite, autour de laquelle, par les temps qui courent (ou pas), on peut entendre beaucoup raisonner, déraisonner... voire arraisonner. Mais qu'est-ce donc que cette abstraction que l'on tire à vue et à dieu en la mettant au service de nos angoisses, de nos désirs, de nos idéologies, de nos rêves, de nos cauchemars ? La science, en vérité, dit-on plus jus-

tement la recherche scientifique, a beaucoup évolué depuis que furent établis, au dix-septième siècle, en Europe, son ambition (connaître le réel), sa méthode (hypothèse, expérimentation, mesure, rigueur, controverse, incessante réinterrogation sur elle-même), son statut social (amateurs éclairés à l'écart des pouvoirs), ses applications (lors limitées car le technique avait plusieurs millénaires d'avance) et son mode de diffusion (par l'enseignement à un petit nombre, par les encyclopédies et les premiers musées d'objets). Sans doute la recherche contemporaine conserve-t-elle encore certains de ces traits, mais elle a connu, particulièrement depuis le début du vingtième siècle, des transformations profondes.

Aujourd'hui, en effet, la science est une énorme machine à fabriquer de la connaissance, qui produit des tonnes de connaissances très élaborées, très spécialisées et difficiles d'accès, y compris pour les scientifiques de même discipline. Quant aux équipements utilisés par ces professionnels de la recherche, ils sont de plus en plus gigantesques, de plus en plus complexes, de plus en plus performants et de plus en plus coûteux : accélérateurs, satel-

lites, réacteurs, lasers, télescopiques à haute résolution, etc. Ils ne sont pratiquement plus accessibles aux pauvres, sauf dans quelques rares agences et fondations internationales où la porte leur est entrouverte, lorsqu'ils peuvent payer leur voyage pour s'y rendre. Comme l'explique Robert Ali Brac de La Perrière, et pour prendre un seul exemple, « la recherche scientifique est victime de la banqueroute africaine ».

Un tel dispositif est capable du meilleur. C'est lui qui, nous portant à la pointe de la connaissance de la matière, de l'univers et de la vie, est en mesure de nous émerveiller, de légitimer nous enthousiasmer lorsque s'y abreuvent notre vision du monde, lorsque s'y enrichissent notre capacité de jugement et notre esprit critique, lorsqu'il entraîne des applications qui prévalent les maux, allongent la durée de la vie, allègent le travail, libèrent la femme. Mais, comme toute entreprise humaine, il est également capable du pire. C'est lui qui perfectionne et remplit l'arsenal de la guerre technologique, c'est lui qui contribue à creuser le fossé entre les forts et les faibles en

décourageant « un développement humain qui libérerait les peuples » (Jacques Decroix) ; c'est lui qui réduit l'emploi plus vite qu'il ne le recrée en provoquant « le décrochage entre le volume des biens et des services potentiellement disponibles et les effectifs nécessaires pour le produire » (Bernard Cassen), c'est lui qui, en dépit de ses grands airs libéraux, peut se mettre au service des tyrannies, et d'abord celle de l'argent, tout être humain pouvant devenir « matière première rentable » (Bernard Edelman). Bref, la science est humaine.

En évoquant ainsi rapidement les promesses et les risques de la science, c'est d'ailleurs plus exactement de « technoscience » qu'il convient aujourd'hui de parler. Sciences et techniques sont en effet désormais en forte — et probablement durable — complicité. Leur union est solidement scellée. Électronique, informatique, énergie nucléaire, nouvelles « races » de matériaux, technologies du vivant, toutes ces applications qui régissent notre vie collective et nos métiers ont la recherche scientifique pour maîtresse et favorite. Lorsqu'on évoque le danger de science, c'est certainement à cet accouplement

« merveilleusement et terriblement » procédurier que l'on doit principalement se référer. Au point, comme l'explique Ignacy Sachs dans sa préface, de se retrouver « en-dehors du seul feuillet ».

Mais gardons-nous de jeter le bébé avec l'eau du bain, même si celle-ci est de plus en plus polluée ! Le monde a besoin de la recherche scientifique, des connaissances qu'elle acquiert, de sa méthode et de ses applications techniques, à condition de tirer ces dernières vers les besoins criants du plus grand nombre, à condition d'orienter et de maîtriser les choix. L'avenir n'est pas dans une réaction de l'irrationnel, pas plus que dans la rationalité pure et dure ; il est dans une raison raisonnable, celle qui a conscience de ses propres limites. Telle pourrait être la bonne « manière de voir », à laquelle les auteurs rassemblés par *Le Monde diplomatique* apportent d'utiles et pénétrantes contributions.

(1) *Manière de voir*, n° 13, « L'homme en danger de science », *Le Monde diplomatique*, 98 pages, 42 francs.

► Roger Lesgards est président de la Cité des sciences et de l'industrie.

Un accord de Deux « casques »

Des militaires... Un accord de Deux « casques »... Une trêve de deux semaines...

Une trêve de deux semaines

AFRIQUE
ALGERIE : Heurts sanglants entre islam et forces de l'ordre
ANGOLA : destitue et licencié...
ETHIOPIE : des élections...
GABON : des élections...
GUINÉE-BISSAU : des élections...
KENYA : des élections...
LIBÉRIE : des élections...
MALI : des élections...
MAROC : des élections...
NIGER : des élections...
ROUMANIE : des élections...
SÉNÉGAL : des élections...
SUDAN : des élections...
TUNISIE : des élections...
YÉMEN : des élections...

1501 64 11 11

150

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 19 - Lundi 20 juillet 1992 • 3

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

● Un accord de cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine a été signé ● Deux « casques bleus » français ont été tués en Croatie

Deux officiers français membres de la Force de protection de l'ONU (FORPRON) ont été tués, vendredi 17 juillet, en Croatie par l'explosion d'une mine alors qu'ils effectuaient une mission d'inspection à l'aéroport de Zamunik, près de Zadar, sur la côte adriatique. Les deux « casques bleus », le capitaine Jean-Pierre de Linares et le lieutenant Philippe Kapo, appartenant au 2^e régiment d'infanterie de marine. « Les deux officiers, indique un communiqué du ministère de la défense, effectuaient une reconnaissance en jeep sur la piste, à

l'extrémité de l'aéroport, puis ont arrêté leur véhicule et ont progressé à pied. Ils se sont penchés sur un objet qui aurait alors explosé. »

2 311 « casques bleus » français se trouvent actuellement dans l'ex-Yougoslavie, dont 274 à Sarajevo, selon le ministère de la défense. Mardi 21 juillet, le contingent français dans la capitale bosniaque sera renforcé par 143 hommes, puis 280 autres le 23 juillet. A cette date, il y aura près de 700 « casques bleus » français à Sarajevo.

A Paris, le premier ministre de la nouvelle You-

goslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro), M. Milan Panic, a été reçu vendredi par le président François Mitterrand, qui, selon son conseiller diplomatique, lui a signifié que, pour que la communauté internationale envisage de lever les sanctions contre ces deux Républiques, il faudrait « un fait nouveau important, comme, par exemple, la reconnaissance par la Serbie des nouvelles Républiques » de l'ex-Yougoslavie. M. Mitterrand a, surtout, écouté M. Panic exposer sa position face au conflit (le Monde du 18 juillet).

Le nouveau premier ministre s'était rendu auparavant en Italie, où, sans vouloir le décourager, on lui a fait comprendre que l'on en attendait des « actes concrets ». M. Panic, qui possède la nationalité américaine, compte également se rendre à l'ONU ainsi qu'à Washington.

Il a, en outre, exprimé l'intention d'aller à Sarajevo pour s'y entretenir avec les autorités bosniaques, tandis qu'à Londres, Musulmans, Serbes et Croates ont conclu un nouvel accord de cessez-le-feu.

Une trêve de deux semaines

LONDRES

de notre correspondant

Tiendra-t-il davantage que les précédents ? Telle était la question que devaient se poser tous les participants aux pourparlers de paix sur la Bosnie-Herzégovine qui se sont soldés, vendredi 17 juillet, par un nouvel accord de cessez-le-feu entre les délégations des communautés serbe, musulmane et croate. Lord Carrington, le président de la conférence européenne sur la Yougoslavie, a été voulu raisonnablement optimiste : « J'ai été responsable de nombreux cessez-le-feu et la plupart n'ont pas tenu. Mais je pense que celui-ci sera différent, en raison de l'accord sur les armements. »

Cette trêve - valable, dans un premier temps, pour quinze jours - est en effet la première à être aussi directement liée à un plan de dénormalisation, aux termes duquel les armes lourdes de chaque faction (y compris aviation, artillerie et lance-roquettes) seront placées sous contrôle des forces des Nations unies.

La cessation des hostilités doit être effective à partir de dimanche 19 juillet, à 18 heures. MM. Haris Silajdzic, le ministre des affaires étrangères de Bosnie et représentant des musulmans, Radovan Karadzic, l'ancien « serbe » et Mate Boban, porte-parole des Croates, sont convenus de se retrouver le 27 juillet à Londres pour une nouvelle phase de discussions, cette fois consacrée à la recherche d'une solution constitutionnelle.

Les trois hommes ont signé séparément le document officialisant leur accord - il est toujours impossible d'envisager des discussions directes, - qui prévoit en outre le libre passage de tous les réfugiés vers leur région d'origine.

Reste que les conditions pratiques qui doivent permettre à l'ONU de prendre le contrôle des moyens militaires engagés sur le terrain apparaissent aléatoires (bien qu'à New-York, le Conseil de sécurité ait décidé, « en principe, d'accéder à la demande tendant à ce que l'ONU prenne les dispositions voulues pour faire assurer la supervision » de ces armes lourdes).

M. Karadzic a souligné que s'il acceptait l'intervention des « casques bleus », cela ne signifiait pas que ses troupes allaient « se désarmer afin d'être tuées plus facilement » par leurs adversaires. Les chefs serbe, croate et musulman sont censés indiquer au quartier général de la Force de protection de l'ONU (FORPRON) la localisation de ces divers armements, et le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, doit, de son côté, faire état du nombre de soldats supplémentaires qui seront nécessaires pour remplir une telle mission. Laquelle suppose, sans aucun doute, un mandat élargi de l'ONU.

Cela fait donc bien des incertitudes au lendemain de la signature de ce nouveau cessez-le-feu, surtout si l'on se souvient que les précédents ont tous été violés dans les heures ou les jours qui ont suivi leur entrée en vigueur.

M. Douglas Hurd à Sarajevo : pas de partage de la Bosnie

BELGRADE

de notre correspondant

Le secrétaire britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a tourné depuis jeudi dans les anciennes Républiques yougoslaves, a annoncé, vendredi 17 juillet, à Sarajevo - où il a rencontré le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic - que « la communauté internationale n'accepterait pas le partage » de la Bosnie-Herzégovine. La veille à Zagreb, il avait réaffirmé devant le président croate, M. Franjo Tudjman que

les frontières bosniaques étaient intangibles, mettant en garde contre le démantèlement et le partage de cette République entre Serbes et Croates. M. Hurd a souligné à Sarajevo la nécessité de préserver une Bosnie-Herzégovine unifiée et composée de ses trois peuples constitués.

Le gouvernement du président Izetbegovic a, quant à lui, avancé, vendredi, un projet de régionalisation de la Bosnie-Herzégovine afin de contrecarrer le plan de cantonisation - purement ethnique - réclamé par les leaders

croates et serbes. Sur la base de critères économiques, culturels, historiques et ethniques, le gouvernement suggère la création de quatre régions autour de Sarajevo, Mostar, Banja-Luka et Tuzla.

A l'heure de la signature du cessez-le-feu convenu vendredi à Londres sous l'égide de la CEE, de violents affrontements se poursuivaient dans le nord de la République, et la télévision de Belgrade annonçait la fin de ce qu'elle a appelé « l'opération Corridor ». Les forces serbes contrôlent désormais toute la rive bosniaque de la

Save (fleuve formant la frontière avec la Croatie), à l'exception de Bosanski-Brod et bombardent la ville de Slavonski-Brod, située sur la rive croate, afin d'empêcher l'arrivée de renforts de Croatie.

Ainsi, elles achèvent de réaliser un objectif avoué, à savoir l'éclatement et la consolidation d'un vaste couloir permettant d'assurer la continuité territoriale entre la Serbie et la région de Banja-Luka, enclave serbe du nord de la Bosnie.

F. H.

Il avait six ou huit ans et allait jouer chez un cousin...

SARAJEVO

de l'envoyé spécial de l'AFP

Les Serbes n'écrasent plus Sarajevo sous des tonnes d'obus. Après avoir transformé une bonne partie de cette ville de 450 000 habitants en un champ de ruines, ils maintiennent la pression par des tirs sporadiques d'artillerie et, surtout, des actes terroristes destinés à effrayer la population.

D'une certaine façon, c'est pire que les pilonnages, juge Jasenka, dix-huit ans, cloîtrée dans l'appartement familial. « Pendant les bombardements, on savait qu'il fallait rester dans les caves. Maintenant, on croit qu'on peut sortir, mais c'est une erreur. J'ai essayé. On risque presque autant de se faire tuer. Et ça peut durer longtemps parce que ça émet moins la communauté internationale. »

Ce que Jasenka appelle « gas », ce sont les franc-tireurs qui font feu sur les passants ou sur les

personnes qui se hasardent dans une pièce trop exposée ; ce sont les canons anti-aériens de 30 ou 40 mm utilisés comme des armes sol-sol pour « ajuster » deux ou trois obus au beau milieu des salles de réanimation des hôpitaux, en pleine nuit ; ce sont les mitrailleuses lourdes qui, à chaque carrefour assez large, lâchent des rafales sur les autobus bondés ; ce sont, aussi, les salves de mortiers dont les obus tombent sur un groupe d'enfants en train de jouer.

Jeudi 18 juillet, 11 h 30 : à l'angle d'une rue de la vieille ville ottomane et du quartier Vojvodje-Stepa, qui longe la rivière Miljacka, une vingtaine de personnes sont accroupies sur le trottoir ou pleurées contre les murs. Toutes regardent dans la même direction. Sur le quel, près du pont Zepce, un jeune homme rampe vers un garage de six ou huit ans qui gît sur le bitume, légèrement recouvert de saleté. Une flaque de sang s'élargit sous son buste. La

jeune femme tend le bras pour toucher le corps. Une détonation, un sifflement, un ricochet : la balle a effleuré la main du sauveur. Deuxième tentative, deuxième balle. Tapis dans l'un des immeubles gris ou l'une des maisons au toit rouge qui s'élèvent sur la colline, de l'autre côté du pont, le tireur guette la nouvelle proie.

Pour pouvoir évacuer la victime, il faut attendre l'arrivée de policiers bosniaques, qui ripostent avec force rafales de kalachnikov en direction du tireur embusqué. « Mort », dit un policier en se retournant vers les passants, après avoir placé le corps sur la banquette arrière d'une voiture. Le gamin habitait de l'autre côté de la rivière ; malgré le danger, ses parents l'avaient autorisé, pour la première fois depuis trois mois, à aller jouer chez un cousin. La veille, au même endroit, un garçonnet à peine plus âgé avait été foudroyé d'une balle dans la tête et le tireur avait déjà empêché les

passants d'intervenir jusqu'à l'arrivée de militaires.

Quelques jours auparavant, en fin de matinée, près du pont Princip, sur le même quai, une fillette de trois ou quatre ans est étendue sur le dos. Par le trou large comme une pièce américaine de 25 cent, sur son T-shirt jaune, à la hauteur du pectoral droit, peu de sang coule, mais l'air sort par saccades, en sifflant horriblement. La petite fille doit s'appeler Sandina, car c'est le nom que répète, sans hurler, une jeune femme qui monte dans l'ambulance. Le même jour dans la soirée, devant le QG de la Force de protection de l'ONU (FORPRON), les « casques bleus » français ont relevé deux morts et plus de quinze blessés, horriblement mutilés par une salve d'au moins sept obus de mortier. Parmi les victimes, une majorité d'enfants du voisinage qu'ils connaissent bien pour leur avoir souvent offert des friandises.

CHRISTIAN MILLET

AFRIQUE

ALGÉRIE : après la condamnation des dirigeants du FIS

Heurts sanglants entre islamistes et forces de l'ordre

Pour la troisième journée consécutive, mais cette fois sans se limiter à la capitale, les islamistes ont manifesté, vendredi 17 juillet, contre les condamnations prononcées l'avant-veille par le tribunal militaire de Blida contre des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) (le Monde du 17 juillet). Les troubles ont éclaté à l'issue de la grande prière du vendredi, alors que, dans plusieurs mosquées, un discours enregistré de M. Ali Benhadj, l'un des dirigeants emprisonnés du FIS, avait été diffusé.

La veille, la direction clandestine de l'organisation islamiste avait exhorté ses partisans à exprimer leur refus du verdict « par tous les moyens légitimes ». Selon un bilan, vraisemblablement provisoire, des autorités algériennes, quatre manifestants auraient été tués, dont des adolescents. Un quinzaine de personnes auraient été blessées.

o ANGOLA : les élections présidentielle et législatives auront lieu les 29 et 30 septembre. - Le président José Eduardo dos Santos a fixé la date des premières élections libres en Angola aux 29 et 30 septembre prochain, a annoncé l'agence portugaise Lusa, vendredi 17 juillet. Les Angolais seront appelés à choisir simultanément 223 députés, élus pour un mandat de quatre ans, et un chef d'Etat, pour cinq ans. - (AFP).

o ETHIOPIE : violations des droits de l'homme. - Le Conseil éthiopien des droits de l'homme (ERCHO) a dénoncé, dans un rapport publié, jeudi 16 juillet, à Addis-Abeba, et portant sur la

A Alger, une demi-douzaine de quartiers populaires ont connu une fin de journée et une nuit agitées. Des troubles ont éclaté à El Biar, Châteaufort et Frais-Vallon, où la police, appuyée par des hélicoptères d'observation, est rapidement intervenue, faisant usage de ses armes. A Belcourt, ce sont des adolescents qui ont affronté les forces de l'ordre après avoir mis le feu à des pneus et à des sacs poubelles. Même scénario à Bab-el-Oued, où un magasin d'Etat a été saccagé. A Bachdjarr, quartier considéré comme un fief islamiste, la police a utilisé des véhicules blindés. Des heurts analogues ont eu lieu à Oran, Sétif, Constantine et Batna, ainsi qu'à Ain-Defla où un local de la sous-préfecture a été incendié. Cette dégradation de la situation intervient alors que l'Algérie attend toujours la nomination de son nouveau gouvernement. - (AFP, Reuter, AP).

période de mars à juin dernier, l'exécution sommaire de 13 personnes par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE, au pouvoir). Selon l'ERCHO, 2 147 personnes sont par ailleurs en détention sans procédure judiciaire ; parmi elles, 1 751 sont emprisonnées pour leur appartenance politique. - (AFP).

o RWANDA : le président Habyarimana a été reçu par M. Mitterrand. - En « visite de travail » à Paris, le président rwandais Juvenal Habyarimana a affirmé, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat français, vendredi 17 juillet, à l'Élysée, que « François Mitterrand soutient le processus démocratique (et) les négociations de paix ».

Une Allemagne plus active

Suite de la première page

Quant à l'envoi du Bayern au large de l'Italie à la demande de l'OTAN et de l'UEO, les discussions qu'il provoque montrent assez qu'il n'a rien à voir avec une quelconque « politique de force ». Il n'en constitue pas moins un tournant fondamental dans l'action extérieure de Bonn qui doit faire l'objet d'un débat mercredi au Bundestag.

Jusqu'à la réunification, les Allemands vivaient dans l'idée que leur Loi fondamentale leur interdisait toute intervention à caractère militaire en dehors de la zone de l'OTAN. Cette précaution de la Constitution de 1949, revue après l'adhésion de la RFA à l'Alliance atlantique et le réarmement de 1954, avait pour but d'interdire juridiquement toute aventure militaire à une Allemagne qui sortait du nazisme. L'article 87 indique que, sauf pour la défense du territoire, les forces armées doivent être employées seulement dans les cas expressément prévus par la Constitution. Or les articles 24 et 26, qui traitent de ces cas, ne sont pas d'une clarté absolue. Le premier dit que l'Etat fédéral peut adhérer à des systèmes de sécurité collective, et qu'à cet effet il consentira des limitations à sa souveraineté en vue d'établir « un ordre pacifique et durable en Europe et entre les peuples du monde » ; le second que « les actes susceptibles de troubler la vie en commun et pacifique des peuples (...) sont anticonstitutionnels ». Du rapprochement de ces deux articles, les dirigeants allemands ont longtemps tiré la conclusion que la Bundeswehr pouvait participer à des actions militaires dans le cadre de l'OTAN, mais pas au-delà.

La fin de la souveraineté limitée liée à la division a amené à contester théoriquement, cette interprétation, que la guerre du Golfe a concrète-

ment remise en cause. Bonn a payé pour l'expédition contre l'Irak mais n'a pas manifesté un soutien enthousiaste à ses alliés. L'Allemagne unifiée pouvait-elle être un pays « normal », et, en tant que puissance européenne, pouvait-elle assumer pleinement ses responsabilités internationales si une application trop stricte de sa Constitution lui interdisait même la participation à des missions de maintien de la paix, a fortiori à des opérations de rétablissement de la paix sous l'égide des Nations unies ?

Des interprétations différentes

La classe dirigeante politique allemande s'est divisée. Certains juristes soutiennent que la Loi fondamentale n'interdisait aucun engagement de la Bundeswehr « hors zone », dans la mesure où il s'agissait évidemment d'une action couverte par la communauté internationale. La majorité de la démocratie-chrétienne du chancelier Kohl partageait cet avis mais considérait en même temps qu'une réforme de la Constitution était politiquement souhaitable, même si elle n'était pas juridiquement indispensable. L'opposition social-démocrate, qui veut demander au tribunal constitutionnel de Karlsruhe de trancher, estimait au contraire que la Loi fondamentale devait être amendée, ce qui suppose une majorité des deux tiers au Bundestag, donc son accord. Or le SPD veut limiter la participation de l'armée allemande à des actions humanitaires de l'ONU.

La position du ministère des Affaires étrangères était assez proche de celle du SPD lorsque que M. Hans-Dietrich Genscher le dirigeait. L'arrivée de M. Klaus Kinkel à la tête de la diplomatie et de M. Volker Rühe au ministère de la défense a fait pencher la balance en faveur

d'une approche à la fois ferme et pragmatique. Les dirigeants de Bonn semblent décidés à avancer pas à pas sur la voie de la « normalité », en créant des faits accomplis (1), faute de trouver un terrain d'entente avec l'opposition, le pire étant sans doute un accord partiel qui s'inscrirait dans la Constitution des limitations claires et précises.

La participation de la Bundesmarine à la surveillance de l'embargo contre la Serbie, venant après l'envoi d'unités sanitaires avec l'ONU au Cambodge, va dans le sens d'une affirmation de la diplomatie allemande. Le gouvernement fédéral doit certes se garder de froisser les susceptibilités intérieures et extérieures. « Aucun de nos voisins (les mêmes parfois qui ont critiqué la manque de solidarité de la RFA dans la guerre du Golfe) n'a envie de savoir si les Allemands sont redevenus de bons soldats », dit le président de la République, Richard von Weizsäcker. Et les sondages d'opinion en Allemagne même montrent qu'une grande majorité ne veut pas voir la vie d'un soldat risquée à l'étranger.

Certains sociaux-démocrates considèrent d'autre part que, à cause de son histoire, l'Allemagne doit faire preuve d'une retenue particulière dans l'engagement de son armée, et même qu'elle doit donner l'exemple d'une politique extérieure non violente, fondée sur le règlement pacifique des conflits dans de vastes organisations multinationales, sur le développement du tiers-monde et la protection de l'environnement. Cette vision idyllique de la diplomatie a trouvé un regain de vigueur avec la fin de la guerre froide, qui, à défaut de marquer « la fin de l'histoire », a été célébrée comme le début d'une ère de paix et de liberté. La montée des nationalismes suite à l'effondrement de l'empire soviétique et la guerre en Yougoslavie ont vu chasser ces rêves, et les Allemands se retrouvent face à des conflits qu'ils ne peuvent ignorer, malgré l'envie qu'ils en ont. Il y va de leur place et de leur

rôle en Europe. Si l'interprétation restrictive de la Loi fondamentale était maintenue, une politique de défense et de sécurité propre à la Communauté européenne serait à la longue impossible ; par exemple, le corps d'armée franco-allemand en gestation ne pourrait être engagé « hors zone », dans des conflits qui menaceraient directement l'Europe mais qui se situeraient à sa périphérie. A l'inverse, la création de ce corps d'armée rend nécessaire une modification sinon de la Loi fondamentale du moins de la doctrine constitutionnelle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le SPD est si critique à l'égard de cette initiative de MM. Mitterrand et Kohl. Le nouveau ministre des Affaires étrangères souhaite que le texte prévoit la possibilité de faire participer des unités de la Bundeswehr à des contingents de « casques bleus », à condition que d'autres pays européens soient également présents et que le Bundestag en ait décidé ainsi à la majorité de ses membres.

Le retour à la « normalité » ne doit pas être synonyme d'oubli du passé. Mais les Allemands ne peuvent pas se comporter comme s'ils étaient une puissance de deuxième ordre en Europe. Loin de les rassurer, cette modestie forcée inquiéterait plutôt leurs voisins. Tout en assumant la responsabilité, respectant leurs engagements envers leurs alliés et contribuant au rétablissement de la paix dans une Europe qui n'est pas cette « ile des bienheureux » qu'ils espéraient après l'écroulement du communisme. C'est toute la difficulté d'un exercice qui risque de leur attirer autant de critiques que de vivats.

DANIEL VERNET

(1) Le gouvernement allemand affirme cependant que, se trouvant en Méditerranée, sans quitter les eaux italiennes ou les eaux internationales, le destroyer *Bavaria* n'opère pas « hors zone ».

سكنا من المرحون

PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré les réticences suscitées par la nouvelle loi électorale

Le scrutin législatif pourrait avoir lieu en août

La nouvelle loi électorale adoptée, jeudi 16 juillet, par le Parlement libanais (le Monde du 18 juillet) a été contestée par de nombreuses personnalités chrétiennes et musulmanes, mais ces réserves ne semblent pas de nature à remettre en cause le scrutin.

NICOSIE

de notre correspondante

Les premières élections législatives au Liban depuis plus de vingt ans pourraient se dérouler dès le mois prochain, malgré l'opposition du camp politique chrétien et la contestation de plusieurs personnalités musulmanes quant à la méthode expéditive employée par le gouvernement pour faire voter une nouvelle loi électorale. La précipitation avec laquelle celui-ci a agi, contrevenant aux décisions prises lors des accords de Taëf - sur le découpage des circonscriptions ou le nombre des députés par exemple - relève sans aucun doute de la volonté syrienne de voir se dérouler ce scrutin dans les plus brefs délais. Reste que le gouvernement prend ainsi le risque de remettre en cause le fragile équilibre politique mis en place, sans compter la menace de boycottage que certains chefs chrétiens font toujours planer sur ce scrutin.

Réuni pour la circonstance autour du patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, le camp politique chrétien demeure toutefois profondément divisé, et les partis politiques, qu'il s'agisse des ex-Forces libanaises de M. Samir Geagea, du parti Kataeb de M. Georges Sadeh ou du Parti national libéral de M. Dory Chamoun, ont une assise populaire des plus faibles. Majoritaire, le courant des partisans du général Michel Aoun, lui, est totalement ignoré, et le patriarche, à l'évidence, ne veut pas jouer le rôle de leader que pourrait lui valoir sa charge. Les critiques du camp chrétien portent à la fois sur la présence des troupes syriennes, l'occupation israélienne d'une partie du Liban sud, le fait que les émigrés, en majorité chrétiens, ne puissent pas

prendre part au vote et que le retour des quelque 500 000 personnes déplacées de leurs foyers n'a pas été préalablement assuré. Le gouvernement a bien voté, le 7 juillet, un plan pour le retour de ces personnes, mais, en l'absence de tout financement et de toute préparation psychologique, celui-ci paraît relever avant tout d'un « coup » électoral, le parti Kataeb ayant fait de ce retour une condition de sa participation aux élections.

Un diktat, selon M. Jomblatt

La nouvelle loi ne satisfait pas non plus la communauté druze, qui s'estime lésée. Ses députés ont bien voté la loi « par sens de la responsabilité nationale », mais après l'avoir violemment critiquée. Cette loi « avilit les citoyens », a encore déclaré vendredi le chef druze et ministre du gouvernement, M. Walid Jomblatt. « D'articles unique en article unique (la loi tient en un seul article), a-t-il poursuivi, peut-être supprimeront-ils demain la liberté d'expression, de la presse et de l'information » et « nous diront-ils comment réfléchir, comment rire (...), comment se conduire, comment marcher et peut-être nous imposeront-ils un uniforme. » Il a rendu hommage au député maronite Raymond Eddé, qui est la seule personnalité à s'être officiellement prononcée pour le boycottage du scrutin et qui demeure, à ses yeux, « la conscience de la patrie ».

L'ampleur et la forme de la contestation chrétienne dépendra sans doute une fois de plus des éventuelles soutiens extérieurs attendus. Quant au quasi « diktat » syrien pour l'organisation de ces élections, il paraît traduire la volonté de Damas de ne pas voir contesté son rôle au Liban, au moment où la Syrie doit jouer une partie particulièrement serrée dans le processus de paix. L'interview accordée, jeudi, par le vice-président syrien, M. Abdel Khalim Khaddam, au quotidien libanais de langue française l'Orient-Le Jour est à cet égard révélatrice : pas de retrait syrien en septembre, oui à l'organisation des élections et - le

plus important - l'avertissement donné à ceux qui « tentent de créer des tensions ». A ceux-là, M. Khaddam a donné un conseil : « renoncer à leurs paris » car « ils n'en recolleront rien de positif ».

Pour l'instant, les Etats-Unis comme la France ou l'Arabie saoudite, garantes avec l'Algérie et le Maroc des accords de Taëf, ne semblent pas vouloir s'immiscer dans cette affaire. Bien que le chef de la diplomatie libanaise, M. Fares Boutz, ait refusé de rencontrer en dehors du Liban le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui sera mardi à Damas, la question libanaise pourrait figurer au menu des entretiens syro-américains.

Il reste que l'intérêt national, conjugué aux intérêts personnels, pourrait rendre le scrutin plus attrayant que des positions de principe et lever bien des réticences françaises aujourd'hui.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le siège de l'université de Naplouse a été levé

L'encerclement par l'armée de l'université d'Al Najah (le Monde du 17 juillet), prise de Naplouse, a pris fin vendredi en fin d'après-midi, après que six Palestiniens, recherchés par les autorités d'occupation, eurent accepté de s'extraire volontairement pour trois ans en Jordanie. Le principal chef de file des Palestiniens « de l'intérieur » a certes voulu ne constituer pas un précédent - les leaders de l'intifada sont opposés au principe des expulsions - mais M. Fayçal Hussein, à l'instar d'ailleurs d'une bonne partie de l'opinion publique, a paru soulagé.

JERUSALEM

de notre correspondant « La force est une option, pas une obsession. » Enonçant, vendredi soir 17 juillet, par le chef d'état-major des armées, le général Ehud Barak, la maxime fut partiellement mise en pratique à la veille du week-

end, pour régler le problème le plus potentiellement dangereux auquel Israéliens et Palestiniens avaient été confrontés depuis longtemps. Un problème réglé grâce à la « patience » et à la « sagesse », dont, selon M. Fayçal Hussein, « les deux parties » ont fait preuve durant cette affaire.

Agés de vingt à trente ans, et recherchés pour divers attentats et tentatives d'attentat contre l'armée et contre des personnes soupçonnées de collaboration avec les autorités d'occupation, les six Palestiniens vus par l'armée ont été conduits de Naplouse à la frontière jordanienne, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Embarqués à bord d'un minibus de l'organisation et escortés par trois véhicules militaires, les expulsés ont quitté la Cisjordanie occupée après avoir été autorisés à faire des adieux à leurs familles. Porteurs de keffiyeh noir et blanc, les six d'Al Najah sont partis en faisant le « V » de la victoire. Ils étaient précédés par une organisation de jeunesse proche du Fatah de M. Yasser Ara-

fat. Aux dernières nouvelles, les armes dont ils étaient supposés être porteurs - selon l'armée - n'avaient pas été remises aux autorités. « S'il le faut, a dit le général Ehud Barak à la télévision, nous irons les chercher. » S'expliquant sur les raisons qui ont motivé son choix de laisser partir les suspects plutôt que de donner l'assaut à l'université, le chef d'état-major, qui avait reçu cette annonce du premier ministre, M. Itzhak Rabin, a déclaré : « Entre utiliser la force, ce qui aurait inévitablement provoqué des pertes d'innocents, et expulser les six terroristes, nous avons préféré la seconde option, c'est tout. »

Entre deux mille et trois mille étudiants étaient barricadés sur le campus depuis mardi matin. Pour prévenir les débordements, l'armée avait imposé le couvre-feu général sur toute la ville de Naplouse et ses quatre camps de réfugiés. La mesure a été levée vendredi soir. L'épreuve de force avait commencé par l'arrestation d'un jeune homme armé aux portes de l'établissement à l'intérieur duquel se déroulaient des élections internes. Après interrogatoire du suspect, blessé au cours de son arrestation, « nous avons appris, a révélé le général Barak, que d'autres terroristes en armes s'y trouvaient. C'est alors que nous avons décidé d'agir comme nous l'avons fait ». L'armée, devait d'ailleurs préciser au même moment un communiqué officiel, « continuera de chasser les terroristes où qu'ils se trouvent ».

L'épilogue a été salué à peu près unanimement, quoique avec une certaine réserve quant au fond de l'affaire, par la presse locale. En revanche, deux anciens ministres de M. Itzhak Shamir, les généraux de réserve Ariel Sharon et Rafael Eytan, ont critiqué « l'incompréhensible faiblesse » du nouveau premier ministre. Commentaires qui donnent une idée de ce qui aurait pu se produire si cette dangereuse aventure avait eu lieu il y a trois semaines, avant les élections du 23 juin...

PATRICE CLAUDE

L'enquête sur l'assassinat d'un « béret bleu » au Kurdistan

Le Conseil de sécurité demande « un maximum de coopération » de la part de l'Irak

Dans une déclaration lue au nom des quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies, le président du Conseil, M. José Luis Jesus, a déploré, vendredi 17 juillet, l'assassinat d'un « béret bleu » de l'ONU la veille à Dohouk, dans le Kurdistan irakien (le Monde du 17 juillet), et demandé « un maximum de coopération de la part des autorités (irakiennes) dans la protection du personnel de l'ONU et dans l'application du programme

humanitaire des Nations unies en Irak ». Il a, par ailleurs, appuyé la décision prise par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'ordonner une enquête immédiate et approfondie sur ce crime affreux, et demandé aux autorités de Bagdad de coopérer avec cette enquête, menée en collaboration avec les responsables kurdes.

De son côté, le Quai d'Orsay a « vigoureusement condamné » l'as-

assinat du « béret bleu », dont il a pris connaissance « avec émotion ». Paris relève en outre que « cet acte inadmissible intervient au moment où les autorités irakiennes font preuve d'un refus très net de se conformer aux obligations qui sont les leurs, au titre des résolutions du Conseil de sécurité », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay, qui a souligné que « les résolutions [de l'ONU] (...) doivent être pleinement appliquées ».

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Shanghai renoue avec son passé de métropole

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

C'est le boulevard le plus célèbre d'Extrême-Orient. Le Bund de Shanghai n'avait certes rien de chinois, mais c'était une incantation. Ses façades de banques occidentales, le long de la rivière Huangpu, fascinaient des générations de visiteurs. Impressionnés par cette ville qu'un universitaire décrit comme « un accident historique qui fut une expérience sociale unique » de synthèse entre l'Orient et l'Occident (1).

Protégé par la construction massive de ses édifices, le Bund avait traversé sans dommages l'épreuve des destructions massives. L'ère de l'ouverture lui fut fatale. Un mur anti-inondations le sépara de la rivière, doublé de garages en construction. Bientôt, le flux de la circulation redonna le barrage devant les yeux du visiteur qui, jadis, sortait de l'Hôtel de la Paix, l'ancien Cathay Hotel, pour contempler la rivière.

L'hôtel est toujours là. Monument d'architecture coloniale à tel point précieux et symbolique que le régime communiste s'est fait un devoir de le restaurer, restitué au même cadre digne de lui à l'orchestre de jazz très 1930 qui y officie à nouveau. C'est dans le même esprit que les autorités ont voulu « restaurer » le Bund. Mais le résultat ne sera pas à la hauteur des intentions. Des étrangers avaient suggéré d'ouvrir le boulevard au fleuve. C'est la contrainte qui a été choisie.

« Développer Pudong »

Et pourtant, Shanghai semble enfin revivre. Punie en 1949 pour son excès d'occidentalisation, le nouveau Bund, le flux de la circulation redonna le barrage devant les yeux du visiteur qui, jadis, sortait de l'Hôtel de la Paix, l'ancien Cathay Hotel, pour contempler la rivière.

Autour de la tournée qu'il a effectuée en février pour relancer ses réformes, M. Deng s'est publiquement repenti d'avoir interdit à cette fabuleuse métropole de se tourner, elle aussi, vers le « capitalisme rouge » qu'il affectionne. Il aurait même, en empereur oublieux de ses lacunes, tancé les autorités municipales pour leur manque d'audace dans l'ouverture et la réforme.

Les Shanghaïens ne se sont pas fait dire deux fois. Malgré ses handicaps, dont une

surpopulation qui transforme en épreuve la traversée de ses artères commerçantes, la ville donne l'impression de vouloir redevenir la plus dynamique de Chine, rôle qu'elle avait dû céder à Canton, voici dix ans.

Cette renaissance prend la forme d'un embellissement de grands projets d'infrastructures pour lesquels Shanghai ne sollicite pas moins de 13 milliards de dollars d'assistance internationale : ponts, voies de circulation rapide, égouts, métro... Un premier pont a été jeté sur le Huangpu, pour relier la ville qui existe à celle qui devrait voir le jour et dont le projet sert d'alibi au développement : Pudong, sur la rive méridionale de l'estuaire du fleuve Bleu, entre Shanghai et la mer de Chine méridionale.

C'est le renouveau shanghaïen, après quatre décennies de purgatoire communiste, résulte d'un tour de passe-passe. Au lendemain de la tragédie de Tiananmen, et afin de redonner



espoir aux investisseurs étrangers, M. Deng a décrété Pudong, vaste étendue sous-développée dont le nom signifie « à l'est du fleuve Huangpu », nouvelle « zone économique spéciale », sur le modèle des prospères enclaves capitalistes du Sud. Moyennant quoi, tout un chacun prétend « développer Pudong » quand, en fait, il s'agit de redévelopper Shanghai.

Malentendu volontairement entretenu par tous les intéressés, cet « effet Pudong » commence ainsi à se faire sentir dans l'ex-Paris de l'Orient. Deux Rolls - une bleue, une grise - ont fait leur apparition dans la ville, racontant les résidents. On ignore si leurs propriétaires sont détenteurs de passeports de Chine populaire, de Hongkong ou de Tai-

wan, mais qu'importe ? Dans Nanking Road, les grands magasins rivalisent de clinquant, et les clients d'élégance.

L'ancien grand magasin Wing On, la firme qui s'est repliée à Hongkong en 1949, rebaptisé Department Store No 1, et où s'affichait sous Mao la misérable production d'une industrie socialiste qui ne s'était jamais soucie de présenter des marchandises de qualité aux clients, est à présent la grande surface la plus fréquentée au monde.

C'est là, plus qu'à Pudong, que la prochaine partie va se jouer. Le secteur d'Etat représenté, à Shanghai, 65 % du total de l'économie, contre 50 % à l'échelle nationale. Certains domaines peuvent être sauvegardés : la textile, qui produit sur d'antiques métiers des milliers de kilomètres de tissu aux motifs périmés ; ou ces usines de montage de téléviseurs noir et blanc, dans un pays en train de basculer massivement à la couleur.

Ces industries anachroniques permettant d'absorber 25 à 30 % de suremploi ouvrier. Réformer ? D'accord, semble-t-on dire ici, mais Pékin se rend-il compte de l'effet qu'auraient quelques dizaines de milliers de chômeurs déboulant sur le Bund pour manifester contre leur mise à pied ?

Il faudra pourtant s'attaquer au problème. C'est le message que font passer, sans peut-être même s'en rendre compte, ces jeunes nantis qui se retrouvent dans les « boîtes » à la mode, pour danser au son d'une sono « disco » hyper-puissante ou pour flamber dans un de ces clubs karaoke d'inspiration japonaise qui ont envahi la ville. La distraction n'est pas encore bien vue à Pékin. Ici, elle commence à faire partie des meubles, de même que les alcools occidentaux ou la glorification par les responsables touristiques de tout - ou presque - ce que Shanghai comptait de fort peu socialiste avant 1949.

A la sortie des bars, des chauffeurs de taxi proposent les services spécialisés de jeunes filles ayant renoué avec le plus vieux métier du monde. Les autorités ont lancé une énième opération coup de poing contre ces pratiques d'un autre âge. Autant dire un nouveau coup d'épée dans l'eau du Huangpu.

FRANCIS DERON

(1) H. J. Leithbridge, dans une introduction à l'illustre Shanghai - a standard guidebook, réédition récente par Oxford University Press d'un guide du Shanghai colonial datant de 1934.

A TRAVERS LE MONDE

ÉGYPTÉ

Les « terroristes » sont désormais passibles de la peine de mort

L'Assemblée du peuple égyptienne a adopté, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juillet, une loi prévoyant la peine de mort pour les membres des groupes « terroristes », texte qui vise essentiellement les islamistes. Cette loi, qui s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de lutte contre la violence engendrée par la montée de l'intégrisme islamique, accorde cependant l'amnistie à tous ceux qui rompent leurs liens avec les groupes « terroristes » dans un délai d'un mois. Le texte donne à « terrorisme » une définition très large, qui inclut notamment le fait de « semer la panique » ou d'entraver le travail des autorités. (Reuters)

NIGÉRIA

L'installation de l'Assemblée nationale retardée de six mois

La junte au pouvoir au Nigéria a estimé, vendredi 17 juillet, que l'installation de l'Assemblée nationale, fixée au 27 juillet par la Commission électorale nationale, était anticonstitutionnelle. Au cours d'une conférence de presse, le vice-président, Augustus Aikhomu, a affirmé que cette installation ne pouvait avoir lieu avant la prestation de serment d'un président civil, prévue pour le 2 janvier 1993.

Les décrets militaires n° 1 et 3, promulgués en 1984, confèrent à la junte des pouvoirs administratifs et législatifs, a encore rappelé le vice-président, ajoutant qu'en aucun cas le régime ne permettrait que le pouvoir législatif soit exercé par deux organismes différents. A l'issue des élections du 4 juillet, le Parti social-démocrate avait obtenu la majorité absolue dans les deux chambres, avec 52 sièges au Sénat et 314 à la Chambre des représentants, contre respectivement 37 et 275 à la Convention nationale républicaine. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Le retrait de M. Perot profiterait davantage aux démocrates qu'aux républicains

Les électeurs potentiels du milliardaire indépendant Ross Perot, qui s'est retiré, jeudi 16 juillet, de la course à la Maison Blanche, voteraient à 53 % pour le candidat démocrate Bill Clinton et à 35 % seulement pour le républicain George Bush, selon un sondage CNN-USA Today publié vendredi 17 juillet. Un autre sondage effectué pour le chaîne ABC donne respectivement 47 % et 31 % des voix. Furieux de voir leur candidat jeté à l'éponge, des partisans de M. Perot souhaitent former un parti indépendant. M. Perot, qui n'a pas donné de consigne de vote, les a encouragés à voter dans la course pour influencer les républicains et démocrates avant l'élection du 3 novembre. (AFP, AP)

NICARAGUA

Scandale autour d'un détournement de fonds européens

Dans un rapport rendu public vendredi 17 juillet, le contrôleur général du Nicaragua, M. Guillermo Potoy, a estimé qu'il y avait « présomption de responsabilité pénale » contre l'ex-vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra, et contre son ancien patron, l'actuel ministre de la présidence Antonio Lacayo, dans le détournement d'une aide de 1 million de dollars. Cette aide avait été versée essentiellement par le Danemark, la Suisse et l'Espagne. Les enquêteurs ont découvert « des soustractions illégitimes et sans justification », des fausses factures et des porteurs fantômes. Cinq députés centristes auraient aussi reçu l'an dernier d'importantes sommes d'argent. C'est le plus important scandale de corruption depuis que M^{me} Violeta Chamorro a été élue présidente, en 1990.

POLITIQUE

Le débat sur le rôle de Vichy dans les déportations

La République et l'oubli

Suite de la première page

En revanche, les pétitionnaires ont reçu une réponse ferme et outragée : « Ne lui demandez pas de compte à cette République, elle a fait ce qu'elle devait. » Dans sa rituelle interview du 14 juillet, le président de la République y est même revenu par deux fois : « Comment n'en souffrirait-on pas cinquante ans après ? C'est encore présent dans les mémoires. Mais sur le plan du droit je peux dire que la République a fait ce qu'elle devait. » Trop douloureux, le sujet ne saurait souffrir de basses polémiques. Il appelle une discussion sereine, ne serait-ce que pour éviter le lâche avènement de l'oubli quand, demain, cette histoire ne sera plus portée par de vivantes mémoires.

La République, dit en substance M. Mitterrand, n'a pas à rendre de compte à la place de Vichy. Elle est son antithèse et le pétainisme est sa négation. Cette affirmation est à la fois juste juridiquement, fausse historiquement et insuffisante politiquement.

Au regard du droit positif français actuel, le régime de Vichy fut non seulement illégitime mais illégal. En d'autres termes, juridiquement, il est supposé ne pas avoir existé : ce fut un pouvoir de fait dont, pour la République française, bien sûr, bicentenaire, les actes d'apparence législative ou réglementaire sont nuls et non avenus. « En droit, la République n'a jamais cessé », écrit Dominique Rémy en introduction à l'édition récente d'un recueil des lois de Vichy, préfacé par M. Michel Sapin, alors ministre délégué à la justice (1). Elle n'a jamais cessé dans le combat contre Vichy. Invoquant les droits de l'homme et du citoyen, qui transcendent les circonstances », M. Sapin ajoute : « C'est en leur nom que, de 1940 à 1944, la République n'a jamais cessé, contre et malgré Vichy. »

A Londres comme à Alger, le général de Gaulle n'a jamais envisagé de « rétablir » la République : à ses yeux, elle vivait toujours depuis qu'il avait su, le 18 juin 1940, dès le lendemain du discours de Pétain appelant à cesser le combat, refuser le chemin du déshonneur. Les ordonnances du 3 juin 1944 et du 9 août 1944, promulguées à Alger, établissent cette continuité où la légitimité juridique est du côté de la légitimité politique et

morale. En son article premier, celle du 9 août énonce : « La forme du gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister. » L'ordonnance constate ensuite « expressément » la « nullité » des actes de Vichy, dont notamment « tous les actes qui ont institué des juridictions d'exception », « tous les actes relatifs aux associations dites secrètes » et « tous ceux qui établissent ou appliquent une discrimination quelconque fondée sur la qualité de juif ».

Le Parlement de Front populaire

Cette négation juridique de Vichy ne saurait être réduite à une anacronisme : c'est l'inscription dans le droit d'un rapport de forces politique et idéologique, c'est l'affirmation qu'il y eut, avant même l'instauration de la dictature pétainiste, une France qui décida de combattre au nom de la République. Et, loin d'être une invention commode de dernière minute, ce fut le couronnement du travail réalisé dès 1940 par le conseiller juridique de de Gaulle, René Cassin. Sur ses conseils, le manifeste lancé par le général le 27 octobre 1940 conteste la légitimité juridique de Vichy. Il déclare illégale la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, qui fut le dernier acte de la III^e République et par lequel la majorité des députés et des sénateurs confiaient les pleins pouvoirs à Pétain, invité à « promulguer une nouvelle Constitution de l'Etat français (qui) devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie ».

C'est ici que l'histoire, qui, comme le soulignait Michel, a « pour premier devoir de perdre le respect », intervient en soulignant ce qui dérange. C'est le Parlement de Front populaire, élu en 1936, qui offrit, quatre ans plus tard, la France à Pétain et à la collaboration. Durant ces journées fatales des 9 et 10 juillet 1940, étaient absents les quelques parlementaires partis continuer la lutte à bord du Massilia, ainsi que les 70 communistes qui avaient été déçus de leurs mandats dès janvier 1940. A Vichy, étaient présents 666 députés et sénateurs.

La majorité absolue fut fixée sur la base des suffrages exprimés. Elle sera dépassée hors de toute mesure : 569 « oui » contre 80 « non ». Il y eut seulement

17 abstentions. La majorité des élus socialistes et radicaux vota « oui ». Et, parmi les abstentions, le radical Edouard Herriot, qui avait invité ses collègues à laisser la nation se grouper « autour du maréchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à tous ».

Ainsi, la République, puisque la représentation parlementaire est son expression légale, a-t-elle voté contre elle-même. « Le pouvoir », écrit Dominique Rémy dans le même recueil, est tombé des mains faibles mais nationales de la III^e République à celles de Vichy. Et, s'interrogeant sur la « fragilité » de notre démocratie, M. Sapin souligne que « les démocrates se sont précipités dans les mains d'un soldat vieillissant ». Or, c'est cet abandon qui va ensuite légitimer la collaboration de l'Etat, le suivisme des administrations, des préfets, des magistrats, des policiers, etc., dans l'application de mesures qui allaient souvent au-delà des désirs de l'occupant. Pourtant, très vite, tout avait été dit, énoncé, publié au Journal officiel qui restera celui de la République française jusqu'au 3 janvier 1941, date à laquelle il devint celui de l'Etat français (2).

Sous ce bandeau « républicain » d'abandon et de déchéance furent édictés,

entre juillet et octobre 1940, la fin de la République parlementaire (suppression de la fonction de président de la République, responsabilité du gouvernement devant Pétain et lui seul, ajournement du Sénat et de la Chambre), la déchéance de la nationalité française par décret, l'énoncé des jugements au nom du « Maréchal de France », la révision des naturalisations, l'instauration de la Cour suprême de justice, l'interdiction des associations secrètes visant notamment la franc-maçonnerie, le statut des juifs, etc. En trois mois, insiste Dominique Rémy, Vichy instaura en France « un régime conforme à l'ordre nouveau de l'Allemagne nazie ».

La responsabilité de l'Etat

Et l'Etat, en ce qu'il est aussi incarné par une machine administrative, ne bronche pas, à quelques rares exceptions individuelles près. Comme l'ont montré les travaux d'historiens américains dirigés par Stanley Hoffmann, Vichy fut aussi, sinon surtout, l'occasion d'une revanche pour les technocrates, les experts, les hauts fonctionnaires qui purent ainsi utiliser cette situation d'exception afin de moderniser et de rationaliser sans entraves l'Etat (3). Une technocratie « amoralisée car apolitique », selon la formule de Dominique Rémy, sort de ses

Le Comité Vel' d'Hiv' 42 s'adresse aux parlementaires

Le Comité Vel' d'Hiv' 42 a commenté la cérémonie officielle organisée le 16 juillet boulevard de Grenelle, à Paris, en diffusant le communiqué suivant :

« Enfin, la vérité sur les crimes de l'Etat français de Vichy est sortie au grand jour dans la presse et les médias. Enfin, après cinquante ans de silence officiel, les plus hautes autorités de l'Etat assistent à l'hommage rendu aux victimes de la rafle du Vel' d'Hiv' et le président de la République appelle de sa présence la dénonciation de ce crime. »

Le Comité Vel' d'Hiv' 42, qui s'est associé à la cérémonie par la dépôt d'une gerbe au nom des milliers de signataires de son appel pour la reconnaissance officielle des crimes de l'Etat français de Vichy contre les juifs, a écouté avec émotion le discours de Robert

Badinter dénonçant justement la responsabilité de l'Etat français de Vichy.

« Ce que Robert Badinter a exprimé à titre personnel, c'était, selon nous, au président de la République de le proclamer à titre officiel. Cet acte symbolique tant attendu reste donc incomplet. »

Le Comité Vel' d'Hiv' 42 en réaffirme la nécessité et, maintenant l'objectif de son appel, s'adresse aujourd'hui à la représentation nationale et invite chaque parlementaire à avoir afin que soit votée par l'Assemblée une loi faisant du 16 juillet une journée nationale de commémoration des persécutions et des crimes perpétrés contre les juifs par l'Etat français de Vichy. »

Comité Vel' d'Hiv' 42, BP 522 75 528 Paris Cedex 11.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

LES auteurs d'ouvrages politiques ne sont généralement pas avares de citations et de références, et, à quelques exceptions près, ils ne cachent ni leurs emprunts ni leurs sources. Ils commencent ainsi l'analyse d'accéder directement aux textes fondamentaux sur lesquels ils s'appuient. C'est une excellente disposition d'esprit, qu'il n'est pas si facile de satisfaire alors qu'il y a déjà tant à faire. Sauf, peut-être, pendant les vacances. Dans cette éventualité, la présente chronique célébrera l'édition de quelques textes de base. A travers ces exemples, elle rendra hommage aux éditeurs et aux auteurs qui offrent aux lecteurs la possibilité de faire connaissance, personnellement, intégralement, avec des œuvres ou des documents essentiels.

Il arrive que l'actualité se prête à ce genre de consultation, malgré tout assez rare. Ainsi, dans la série « Documents », de la collection 10-18 (JGE) paraît le texte de l'accord de Maastricht du 7 février 1992, suivi de celui du traité de Rome instituant la CEE, dans sa dernière rédaction, consécutive à la signature de l'Acte unique européen du 28 février 1986. Une note historique, une substantielle introduction, faisant office de commentaire et de mode d'emploi, et un bref glossaire des mots-clés du traité complètent ce dossier établi par Alain Barbenroch et Jean-Claude Zylberstein afin que ceux qui le souhaitent aillent voter au référendum du 20 sep-

S'abreuer à la source

tembre en toute connaissance de cause.

La publication des lois les plus significatives du régime de Vichy est, de la même façon, destinée à l'édification des foules, bien qu'il ne soit pas encore question d'abolir la République. Elle n'en est pas moins d'actualité, elle aussi, ne serait-ce que parce que ce mois de juillet correspond au cinquantième anniversaire de la chute de la République. Elle reflète des juifs parisiens, rassemblés au Vélodrome d'hiver. De toute façon, elle saurait toujours être d'actualité, tant il est vrai que l'entretien de la mémoire est le présent et l'avenir. Ici, le retour aux textes in extenso montre comment, sous l'effet d'une grave crise nationale, les discours ambient sur « l'influence » des juifs, des francs-maçons, ou des deux conjugués, la menace de « l'invasion étrangère », la nécessaire préservation de la race, la remise en ordre si attendue de la société, peut se transformer en service d'un appareil de répression, à travers des « textes d'une qualité technique remarquable », comme l'observe avec tristesse Dominique Rémy.

De ce point de vue, le régime de Vichy avait les coudées franches : il est tellement plus facile de légiférer quand la démocratie ne vient pas compliquer les choses ! D'autant plus, et c'est une autre raison de s'attrister, que l'on trouve tou-

jours des techniciens du droit pour rédiger les pires lois et de distingués juristes pour en faire l'exégèse. La leçon vaudrait bien ce rappel de l'ordre moral.

Une nouvelle collection de l'imprimerie nationale redonne, sous la direction de Georges Duby, à des textes épuisés, introuvables ou pratiquement inaccessibles, dont les auteurs furent aussi des acteurs de l'Histoire, tels Jean Jaurès, Benjamin Constant, Vauban. Chacun des ouvrages réédités est présenté et commenté par un éminent historien. René-Jean Dupuy s'est attaché au manifeste antinapoléonien De l'esprit de conquête et souligne combien l'optimisme parfois naïf de Benjamin Constant n'excluait pas un réel don d'anticipation. « L'apport original de Constant », écrit-il, réside dans l'annonce qu'il fait d'une humanité élargie (en fait, réduite à l'Europe) que la civilisation a fait émerger de l'ensemble, et destine non seulement à la paix mais à l'essor de l'industrie et à la coopération par les échanges réguliers. Sans aller jusqu'à prévoir un marché commun, le libéralisme économique de Constant pressent pour l'Europe un libre-échange fécond. Il devine les réseaux commerciaux dont le trame va s'étendre sur un espace transnational. »

Au plaisir de retrouver un grand écrivain politique s'ajoute, ici,

comme dans toutes les productions de l'imprimerie nationale, celui de tenir entre les mains un beau livre, de sentir sous le doigt un vrai papier, d'avoir sous le regard une typographie historique.

Un autre pamphlet, un autre écrivain de grand style, que l'on lira sans scrupule pendant les vacances : Paul Lafargue, auquel l'on doit le Droit à la paresse. Pour Paul Allès, qui le présente, plus qu'un « pamphlet superbement écrit », beaucoup plus qu'une aimable fantaisie, ce texte témoigne d'une étonnante modernité, non seulement parce qu'il anticipe sur la civilisation des loisirs, mais parce qu'il ose décourager travail et production et penser que la paresse, mère de toutes les vertus, est éminemment productive. « Que ce soit un vrai mépris [car Lafargue était d'origine juive et carabine par sa mère, mulâtre par son père] qui nous donne une si belle leçon de lucidité en cet extrême millénaire qui en a tant besoin », écrit Paul Allès, est un délicieux clin d'œil de l'Histoire. » A lire à la suite des Lois de Vichy, pour ne pas désespérer de l'humanité.

► Traité de Maastricht, mode d'emploi, 10-18 (JGE), 628 p., 60 F.

► Les Lois de Vichy, de Dominique Rémy, Romilart, 255 p., 55 F.

► De l'esprit de conquête, de Benjamin Constant, présenté par René-Jean Dupuy, Imprimerie nationale, 210 p., 170 F.

► Le Droit à la paresse, de Paul Lafargue, Côté 470, chemin des Pins, 34170 Castelnau-le-Lez, 95 p., 50 F.

Les socialistes et les « affaires »

POINT DE VUE

Un certain fanatisme par Jack Lang

Le professeur de droit que je suis se demande si l'honorable magistrat signataire des lignes parues dans le Monde du 16 juillet n'a pas purement et simplement déshérité la Constitution et les lois fondamentales de la République qu'il a pour devoir de faire respecter (1). On croit rêver !

Etudiant à l'université de droit, puis professeur, j'avais cru comprendre que la séparation des pouvoirs constituait l'une des règles fondamentales de notre Etat de droit. Comment alors imaginer qu'un magistrat puisse publiquement violer son obligation de réserve et empiéter sur les pouvoirs exécutif et législatif ? Sous un régime républicain digne de ce nom, les juges doivent être neutres et impartiaux. L'article de M. Thierry Jean-Pierre donne le fâcheux sentiment que certains magistrats, heureusement minoritaires, ne craignent plus de se transformer en juges politiques pour régler des comptes personnels. Un certain fanatisme idéologique n'est pas compatible avec la dignité et la sérénité de la justice. Les Français ont besoin de magistrats sages et humains. Prenons garde à une dérive dangereuse qui tend à discréditer la fonction judiciaire.

La séparation des pouvoirs doit être plus que jamais la règle d'or de nos institutions. Le gouvernement doit gouverner et respecter l'indépendance de la justice. Le Parlement doit légiférer. Les juges doivent juger et s'abstenir de porter des jugements politiques sur l'action des gouvernements ou des législateurs. Ce principe de base est la clé de voûte de l'équilibre des institutions.

(1) Dans nos éditions du 16 juillet, le juge Thierry Jean-Pierre signait, en compagnie d'un autre magistrat, Jean de Mailhard, un point de vue intitulé « La corruption peut continuer ».

► M. Jack Lang, ministre d'Etat, s'exprime ici en tant que professeur de droit.

Le PS exprime « sa solidarité pleine et entière » à M. Jean-Claude Boulard

M. Gérard Lindeberg, le numéro deux du parti socialiste, a exprimé, vendredi 17 juillet, « la solidarité pleine et entière » du PS à M. Jean-Claude Boulard, « comme il vient de le témoigner à Henri Emmanuelli lors du congrès de Bordeaux ». M. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe, a reçu, jeudi 16 juillet, de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, une convocation pour le 7 septembre aux fins d'inculpation « pour des faits qualifiés de trafic d'influence ». « Je connais bien Jean-Claude Boulard, aux côtés de qui je siège au secrétariat national du Parti socialiste, note dans un communiqué M. Lindeberg, car c'est un homme d'honneur, de conviction et de courage dont l'intégrité ne saurait être mise en cause. Nous l'assurons de toute notre confiance et de notre amitié. »

M. Toubon (RPR) : « Des lignes de fuite »

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, estime dans le Quotidien de Paris daté des 18 et 19 juillet, à propos de l'annonce de la prochaine inculpation de responsables socialistes, que « les lignes de défense socialistes ne sont que des lignes de fuite ».

M. Toubon conteste tout d'abord « l'idée selon laquelle les agissements qui ont eu lieu avant 1990 ne relèvent plus du droit ». Il s'agit tout de même d'abus de biens sociaux et de trafic d'influence qui ont été organisés. Ces actes doivent rester soumis au droit », ajoute le député de Paris.

M. Toubon juge enfin « abracadabrante » la thèse « qui distingue soigneusement entre les actes commis pour son compte personnel et ceux qui l'ont été pour le compte du Parti ». « La justice pénale (...), si elle est à géométrie variable, n'existe pas », conclut le maire du treizième arrondissement de Paris.

سكيا بنو المرحل

150

SOCIÉTÉ

Le Monde - Dimanche 19 - Lundi 20 juillet 1992 7

JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

Trois médecins font leur « mea culpa »

Chacun à sa manière, trois médecins ont expliqué, vendredi 17 juillet, devant le 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, au procès des responsables de la transfusion sanguine, quelles étaient encore les incertitudes scientifiques sur le sida au cours du premier semestre de 1985 et les erreurs qu'ils ont pu commettre.

Ce que sont leurs nuits et leurs doutes, leurs mauvais rêves et leurs angoisses, elles seules le savent. Mais on put en avoir une idée en écoutant le professeur Marie-José Lariou, spécialiste de l'hépatite, qui confessa : « J'ai découvert le risque du sida et je le dis. Nous ignorions, hélas ! l'évolution qu'aurait cette maladie. C'est le reproche majeur que je me fais ».

Et après quarante ans de loyaux services auprès des hépatites, le professeur Lariou ajouta : « Je me suis trompée et je me reproche de ne pas avoir rendu visite au docteur Garretta pour taper du poing sur la table et réclamer des fractions chauffées. Je n'ai pas pris rendez-vous au ministère pour dire : il faut, il faut, il faut... ».

Ce fut comme un écho aux propos du docteur Claire Gazengel, directeur du centre d'hépatologie de l'hôpital Necker : « Nous avons complètement sous-estimé le danger. Ce fut, à la barre du tribunal, comme le

mea culpa d'une poignée de médecins dévoués à la micro-société des quatre mille hépatites français.

Mais tout à tour, avec des allées et des venues, les deux témoins ont aussi raconté leurs hésitations et leurs incertitudes durant ces années, cherchant parfois à gommer leurs responsabilités de médecins prescripteurs ou de type de concentrés à leurs patients. « C'est le drame de l'année 1984. On cherche et on ne sait pas », résume le docteur Gazengel.

« Des pionniers infatigables »

Le président Mazères s'étonne et relit un procès-verbal où le médecin déclarait : « Mon attitude intellectuelle était de réclamer des produits de très haute pureté ». Le docteur, légèrement embarrassé : « Je l'ai dit et je le maintiens. Mais le Centre national de transfusion sanguine a toujours eu une politique d'auto-suffisance. Nous n'avions pas accès aux produits chauffés hors des protocoles réservés aux hépatites virales » (encore jamais transfusés).

Ce fut donc, selon ces spécialistes, une période de tâtonnements et de confusion. Une époque qu'elles ont tendance, aujourd'hui, à prolonger exagérément. « On pensait que le taux de séropositivité qui développait le sida était de un pour mille, explique le professeur Lariou. - Cela me semble un peu

faible, relève le président Jean-Louis Mazères. On nous a plutôt indiqué des taux de un pour cent. - Non, en janvier 1985, c'était un pour mille. - Et en février ? - Ah ! bien sûr, plus le temps passe, plus le taux monte ».

Et plus le temps passait, plus la vente de produits non chauffés par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) devenait incompréhensible et insensée. Le docteur Gazengel n'hésite pas à le dire : « J'ai connu l'époque où il n'existait pas de traitements, lance-t-elle avec sincérité. L'hépatite est une maladie épouvantable. Nous nous sommes battus comme des forcenés pour que nos patients disposent de plus en plus de produits. Nous avons été des pionniers infatigables. Nous avons toujours su que les traitements étaient à risques, à très hauts risques ».

Une communauté sacrifiée

Et le docteur Gazengel raconte comment les spécialistes durant leur succès, et luttaient encore, contre les « anticorps non-circulants », les hépatites, le sida et aujourd'hui les parvovirus. « Monsieur le président, le virus du sida fut un risque de plus. Nous ne l'avons pas évalué à sa juste mesure. Si nous avions su, nous aurions changé quelque chose... ».

Ainsi s'expliquait le compor-

tement des témoins, assurés qu'il était impossible de refuser à leurs malades des concentrés destinés à soulager ou prévenir leurs hémorragies, qu'ils leur prescrivirent des produits contaminés. Ainsi les hépatites, dépendants de leur traitement, ne pouvaient-ils que consentir à prendre des risques dont ils ignoraient l'ampleur.

Le docteur Jean-Baptiste Brunet, en charge du dossier sida à la Direction générale de la Santé dans les années 80, a tenté de faire comprendre en quelques mots quelle fut la nature des relations entre les pouvoirs publics et les hépatites françaises : « Nous avions d'énormes difficultés à l'époque à communiquer avec ce milieu fermé, au fonctionnement... opaque. Nos tentatives d'approche ont été interprétées comme des tentatives d'intrusion. Du coup, une de nos erreurs majeures a été d'observer une attitude en retrait ».

Ou d'oubli. Car il apparaît bien que les autorités sanitaires et politiques ont mobilisé exclusivement, tout au long du premier semestre de 1985, leur réflexion sur la mise en place du dépistage du sida qui concernait l'ensemble de la population. Tout le mérite de cette audience aura été de montrer comment une petite communauté fut ainsi la grande sacrifiée de la politique de santé publique.

LAURENT GRELSAMER

Le tribunal administratif annule l'arrêté préfectoral autorisant l'extension du port de plaisance de Royan

Estimant que le préfet de la Charente-Maritime avait pris à tort un arrêté d'utilité publique pour l'extension du port de plaisance de Royan, le tribunal administratif de Poitiers vient d'en décider l'annulation. Il donne ainsi satisfaction à l'Association de défense des copropriétaires du front de mer.

L'extension projetée a pour but d'accroître de quatre cents mètres la capacité d'accueil du port départemental de Royan et d'en faire le second de Charente-Maritime derrière celui de La Rochelle. Elle comporte la réalisation d'ouvrages

situés en partie hors des limites administratives actuelles du port, et dans un site où les activités portuaires n'étaient pas prévues expressément. Cela a suscité une levée de bouclier parmi les membres de l'Association de défense des copropriétaires du front de mer. En janvier 1992, la présidence de cette association a saisi le tribunal administratif. La ville de Royan est passée à la contre-offensive en demandant un rejet pur et simple de la requête et en réclamant 100 000 francs de dommages et intérêts.

C'est toutefois sur d'autres bases que le tribunal s'est fondé pour annuler l'arrêté d'utilité publique. « Les travaux d'extension du port départemental n'avaient pas légalement à donner lieu à une déclaration d'utilité publique », précise-t-il, soulignant qu'ils relèvent d'une procédure particulière régie par le code des ports maritimes.

Cette décision intervient alors que le chantier est ouvert depuis plusieurs mois.

MICHEL LÉVEQUE

ENVIRONNEMENT

Pour lutter contre les filets dérivants

Des scientifiques et des écologistes réclament la création d'une réserve internationale en Méditerranée

En réaction contre l'utilisation de filets dérivants de grande dimension, qui provoquent une hécatombe parmi les céphalopodes, en particulier les dauphins, des scientifiques et des défenseurs de l'environnement viennent de lancer, sur la Côte d'Azur, une association pour la création d'une réserve internationale en Méditerranée occidentale (RIMO). Cette association se propose d'organiser, en octobre, une conférence internationale chargée de définir le statut et les moyens de surveillance de la réserve maritime ainsi que de jeter les bases d'un observatoire permanent.

NICE

de notre correspondant régional

La toute nouvelle association pour la création d'une réserve internationale en Méditerranée occidentale (RIMO) qui vient de voir le jour a décidé, comme premier objectif, d'amplifier une campagne de pétitions en circulation depuis un an. Le texte, dû à l'initiative d'un spécialiste des mammifères marins, M. Mike Riddell, directeur du Marineland d'Antibes, demande l'interdiction des filets dérivants. Il a déjà recueilli plus de 40 000 signatures.

M. Riddell, qui assume la présidence de la RIMO, avait récemment alerté l'opinion sur la présence, en Méditerranée, d'une flottille de quatre navires-usines de pêche sud-co-

réens utilisant des filets dérivants de 110 kilomètres de long. Selon lui, ces bateaux, repérés au large de la Sardaigne par un bâtiment de la marine nationale, sont équipés d'un matériel de détection sophistiqué pour la pêche au thon et à l'espadon. « Ils sont responsables, chaque jour, affirme-t-il, du massacre de centaines de dauphins pris au piège de filets de nylon invisibles et de même densité que l'eau de mer, tendus verticalement et retenus à la surface par des bouées ».

La préfecture maritime de Toulon, ainsi que le secrétariat d'Etat à la mer, interrogés vendredi 17 juillet, relativisent ces informations. Un bâtiment de soutien régional (BSR), la Gazelle, qui regagnait Toulon après une mission en Tunisie, a bien observé, au début du mois de juin, quatre bateaux de pêche étrangers, au large des côtes de la Sardaigne. Mais ces bateaux, qui étaient démunis de pavillon et n'ont pas répondu aux messages radio du navire français, n'ont pas pu être formellement identifiés. Le doute subsiste, aussi, de source officielle, « sur le type de leurs engins de pêche ». Cependant, selon le commandant de la Gazelle, ces navires communiquaient entre eux, en VHF, « dans une langue d'origine asiatique ». D'autre part, des chalutiers sud-coriens avaient déjà effectué, l'an dernier, une campagne en Méditerranée.

L'association Greenpeace-France dénonce, elle aussi, dans un communiqué, les activités des quatre bateaux sud-coriens en Méditerranée. Elle rappelle que l'Organisation des Nations unies a décidé,

en décembre 1991, que les grands filets traînants - baptisés « filets de la mort » par ceux qui sont opposés à leur utilisation - devaient être réduits de moitié dans le monde, en juin 1992 et totalement interdits à la fin de l'année. La CEE, de son côté, n'autorise pour les pays membres, sauf dérogation, que des filets de 2,5 kilomètres de long (une réglementation qui, selon Greenpeace, ne serait pas respectée par les pêcheurs italiens). Une autre mesure communautaire actuellement testée en Espagne et en France prévoit que le bord supérieur des filets soit au moins immergé de 2 mètres.

GUY PORTE

RELIGIONS

Mgr Fruchaud nommé évêque de Saint-Brieuc et Tréguier

L'abbé Lucien Fruchaud a été nommé, vendredi 17 juillet, par le Pape Jean Paul II, évêque de Saint-Brieuc et Tréguier. Cet évêché était vacant depuis le décès, en 1991, de Mgr Kervennic.

[Né le 23 octobre 1934 au Louroux-Bertheau (Loire-Atlantique), Mgr Fruchaud a été ordonné prêtre le 10 juin 1962. Aumônier régional du mouvement rural de la jeunesse chrétienne dans le diocèse de Nantes de 1972 à 1975, il est aumônier diocésain de Chrétiens dans le monde rural de 1975 à 1978, puis directeur du centre spirituel des Nautes à Rezé. En 1983, l'abbé Fruchaud est nommé vicaire épiscopal pour l'ensemble des secteurs ruraux du diocèse de Nantes, puis comme conseiller du clergé, responsable de la formation permanente (des prêtres).]

ARCHÉOLOGIE

Dans les Pyrénées-Orientales

Le nouveau Musée de Tautavel a été inauguré

Le nouveau Musée de Tautavel (Pyrénées-Orientales) a été inauguré, vendredi 17 juillet, après deux mois de « préouverture » partielle. Il était accessible au public dans sa totalité depuis le 21 juin (« le Monde sans visa » du 18 juillet).

Les 300 mètres carrés du premier musée avaient été inaugurés en 1979 par M^{re} Giacard d'Estaing. Le nouveau s'étend désormais sur 3 700 mètres carrés, dont 2 300 sont occupés par des laboratoires et réserves. Mais les 1 400 mètres carrés des salles d'exposition ont permis à Henry de Lumley (professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris), Jacques Dauvergne (architecte), Jules Tardieu (maquettiste), J.-P. Cuomo (scénographe), et à beaucoup d'autres spécialistes, d'installer des présentations de préhistoire originales, très visuelles.

Les six grands dioramas sont parmi les nouveautés les plus spectaculaires. Des animaux grandeur nature et aussi des mannequins - les premiers « empalés », les seconds modèles et « habillés » de la façon la plus vraisemblable possible en l'état actuel des connaissances - donnent d'autant plus l'illusion de « voir pour de vrai » ces temps lointains que les paysages, avec leurs arbres, s'animent sous l'effet du vent et sont « bruités » par les chants des oiseaux, le bêlement des moutons, le bourdonnement des abeilles ou le martèlement des galops des quadrupèdes sauvages.

Une grotte reconstruite

Il y a, bien sûr, des panneaux, des vitrines, des dioramas, des films, des consoles interactives qui donnent aux visiteurs tous les renseignements souhaitables sur les différentes époques de la préhistoire locale - la grotte de Tautavel a été habitée épisodiquement entre - 700 000 et - 100 000 ans - et plus générale, ainsi que les réponses à des questions posées directement à des banques de données. Les visiteurs pourront aussi suivre en temps réel sur des écrans le travail de fouille des préhistoriens qui continue, année après année dans la grotte de Tautavel.

Mais le « clou » du nouveau musée est, sans nul doute, la grotte qui a été reconstituée dans le musée. Une grotte plus que véritable puisque ses parois sont faites d'après les moulages pris sur la « vraie » grotte de Tautavel (le

Monde du 10 avril 1991). Sur l'écran aménagé discrètement dans le fond, passent des images vraisemblables de l'histoire de la grotte : un bébé qui tète sa mère ; des chasseurs qui partent au ravitaillement ; puis, une fois achevé l'épisode d'occupation humaine, un ours qui vient hiberner, meurt pendant son sommeil et est ensuite recouvert par des sédiments éoliens ; des stalactites et des stalagmites qui « poussent » ; la grotte qui s'effondre par les effets de l'érosion naturelle...

Le plus vieux Européen

Le nouveau musée est ainsi un livre de préhistoire rédigé à propos de l'homme de Tautavel, le plus vieux Européen, qui a vécu dans cette modeste vallée des Pyrénées-Orientales il y a quelque 450 000 ans et dont un crâne presque complet a été découvert en 1971, sans oublier les restes plus modestes de huit adultes, d'un adolescent et de six enfants nés au jour depuis le début des fouilles, en 1964.

Cartes, depuis cette découverte, Tautavel est célèbre dans le monde entier. Et il est indéniable qu'elle a apporté à ce village de 743 habitants un dynamisme et un développement inespérés. Mais il faut rendre hommage à ses habitants, à l'ancien maire Albert Pia, au maire actuel Guy Hary. Tous se sont battus pour avoir « leur » musée, qui a reçu près de 100 000 visiteurs en 1991. Tous, aussi, ont consenti des investissements considérables pour une si petite commune. Les aides de la région, du département, des Communautés européennes et celles de six sponsors (Crédit agricole des Pyrénées-Orientales, Rhône-Poulenc, IBM, Philips, les ministères de la culture et de l'éducation nationale) ont donné une quarantaine de millions de francs en espèces ou en services et matériels. Mais la commune a apporté, pour sa part, 5 à 6 millions de francs...

YVONNE REBEYROL

► Le Musée de Tautavel est ouvert tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, du 1^{er} avril au 10 juillet et du 1^{er} septembre au 31 octobre ; de 9 h 30 à 20 h 30 du 11 juillet au 31 août ; de 14 heures à 17 h 30 du lundi au samedi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 les dimanches et jours fériés du 1^{er} novembre au 31 mars. Entrée : 20 F (15 F pour les groupes et 10 F pour les enfants de sept à quatorze ans).

Alors que les moyens sont insuffisants

Les criquets menacent à Madagascar 1 million d'hectares de culture

1 million d'hectares de cultures sont menacés par la prolifération en essaims de criquets migrateurs (*Locusta migratoria* capoides) dans le sud-ouest et le sud de Madagascar. C'est ce qu'a constaté, au cours du mois de juin, une mission franco-malgache (1) suscitée par la USAID (Agence for International Development) américaine et appuyée par l'agence technique de coopération allemande GTZ. Pour éviter la destruction des productions agricoles, une aide internationale est nécessaire pour lutter, dès septembre, contre ces redoutables insectes.

Comme tous les criquets, ceux de Madagascar ont deux modes de vie. En temps « normal », ils sont en phase solitaire, donc pas dangereux pour les cultures. Mais il arrive que la végétation devienne plus abondante à la suite de conditions favorables de température et de précipitations. Bien nourris, les criquets se reproduisent alors beaucoup et leur densité augmente. S'il arrive un épisode de sécheresse, ils se concentrent dans les petites zones où subsiste la végétation verte.

Au-delà de deux mille insectes adultes par hectare, ils passent en phase grégaire : ils changent de couleur (de vert ou brun selon la couleur dominante du paysage, ils deviennent jaunes et noirs), et de

comportement. Ils se déplacent, soit en bandes énormes de larves aptères qui marchent à pied, soit en essaims d'adultes ailés qui s'envolent le matin, sont poussés par le vent et se posent le soir pour manger et passer la nuit. Bien entendu, les insectes adultes se reproduisent au cours de leurs déplacements, parcourant ainsi des régions parfois très vastes de nouvelles bandes, puis de nouveaux essaims qui se reproduisent à leur tour.

Du personnel sans expérience

Lorsque les essaims sont constitués, la lutte est extrêmement difficile. Or, pour la mission franco-malgache, il est sûr que le criquet migrateur malgache est en phase de grégarisation dans la zone sèche connue pour être grégaire, au sud du fleuve Mangoky (qui se jette dans le canal du Mozambique). On estime déjà qu'une cinquantaine d'essaims - couvrant chacun 500 à 600 hectares et comptant probablement trois cent mille individus à l'hectare - se déplacent dans le sud du pays et commencent à se diriger vers le nord puisque certains d'entre eux ont même traversé le Mangoky. Il faut donc s'attendre à ce qu'avant le mois d'octobre les larves se développent ici ou là sur une aire de plus de 1 million d'hectares.

Malheureusement, le service antiparasitaire malgache est en cours de restructuration depuis 1988 : la majorité de son personnel étant

sans expérience (la précédente pulvérisation de criquets migrateurs malgaches remonte à 1981). Les moyens de lutte sont surtout manuels, les véhicules opérationnels sont dépourvus d'appareils de pulvérisation, les avions, d'usage coûteux, ne sont utilisés qu'en tout dernier ressort. Les stocks de pesticides sont très réduits.

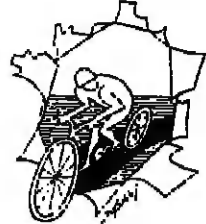
Pourtant, la lutte doit être entreprise avant la saison des pluies (pendant l'été austral). Et on estime à 1 million les hectares à traiter (contre 600 000 hectares traités en 1981). Sans l'aide rapide de « donateurs » étrangers, il sera impossible d'acquiescer le matériel nécessaire et de former d'urgence le personnel indispensable. Devant la gravité de la situation, la USAID et la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont décidé d'envoyer très prochainement une mission complémentaire, chargée d'évaluer les moyens nécessaires à la lutte antiparasitaire. De son côté, le ministère français de la coopération et du développement est déjà en discussion avec les autorités malgaches pour définir l'aide que la France pourrait apporter.

Y. R.

(1) Dirigée par M. Jean-François Duranton (du PRIFAS-Archéologie opérationnelle-Ecologie internationale, qui fait partie du centre de recherche CIRAD de Montpellier).

SOCIÉTÉ

SPORTS

CYCLISME :
le 79^e Tour de FranceLe baroud
des ex-rois

La plus longue étape du Tour, Dole-Saint-Gervais-Mont-Blanc (267,5 km), a été remportée par le Suisse Rolf Jaermann (Arioste), l'un des attaquants les plus déterminés du peloton. Une issue quelque peu injuste pour l'Espagnol Delgado et l'Irlandais Roche, animateurs d'une étape au terme de laquelle ont été enregistrés six abandons, dont celui de Charles Mottet (RMO). Au classement général, Pascal Lino sauve son maillot jaune, mais se trouve également talonné par Roche, qui s'est rapproché de l'Espagnol Indurain, qu'épaula désormais un Delgado passé de la 9^e à la 4^e place. Le Français Jalabert, déclassé après un sprint mouvementé, cède son maillot vert au Belge Museeuw. Samedi et dimanche, le Tour devait connaître son apogée à l'occasion de deux grandes étapes alpestres qui conduiraient les coureurs de Saint-Gervais à Sestrières, puis à l'Alpe-d'Huez via les cols de l'Iseran, du Mont-Cenis, du Galibier et de la Croix-de-Fer.

SAINT-GERVAIS-MONT-BLANC

de notre envoyé spécial

Dur, dur, quand on a été grand, d'accepter de ne plus l'être autant. Dur, dur, de pousser sur les pédales en remémorant ses souvenirs à chaque tour de roue. Dur, dur, par une belle journée de juillet, entre Dole et Saint-Gervais, de voir à côté de son vélo, dans son ombre sur le bitume en pensant que vous pourriez, peut-être, n'être plus que l'ombre de vous-même. Signe du destin ? A quelques kilomètres de l'arrivée, votre regard se lève un instant et vous découvrez le mont Blanc et ses neiges... éternelles. Sommet à jamais culminant, à jamais roi. De quoi vous donner des idées. Surtout quand l'avant-veille, d'un ex-grand nommé Laurent Fignon vous a montré l'exemple à suivre en s'en allant tout seul savourer ce goût de victoire, oublié depuis des mois. Et qu'importe si ce même Fignon, redescendu sur terre, reprend la route, ce vendredi, en bougonnant contre « cette très, très longue étape sans aucun intérêt ». Le panache, c'est comme la grippe : c'est contagieux. Surtout quand on a des dispositions.

Pointe
d'amertume

Prenez l'Irlandais Stephen Roche et l'Espagnol Pedro Delgado. Au départ de la 12^e étape, ils sont troisième et neuvième du classement général, respectivement à 2 min 48 et à 5 min 34 de Miguel Indurain, certes précédé par le Français Pascal Lino, mais déjà virtuel maillot jaune. Aux premières loges, donc, mais néanmoins délaissés des caméras et des micros qui n'ont d'yeux que pour la gloire fraîche ou l'hégémonie du roi Miguel. Ce roi, Pedro Delgado, trente-deux ans, le connaît bien. « Qui l'a fait roi ? », pourrait-il lui demander, sûr de la réponse. Car il fut un jour le premier, Pedro. Vainqueur du Tour en 1988, troisième en 1989 et second en 1987 derrière... Stephen Roche, qui, cette année-là, remportait également le Giro et le championnat du monde.

Pour Pedro Delgado, les choses se sont passées assez simplement : le maître s'est effacé devant l'élève, un élève un peu timide qui, désormais, impose le respect. Pour Stephen Roche, également trente-deux ans, le jeu est plus ouvert même si l'Irlandais figure dans une équipe dont le leader est l'Italien Claudio Chiappucci. Libre à lui, en effet, de faire monter les enchères. Situation comparable à celle du Laurent Fignon qui, depuis le départ,

Les classements

DOUZIÈME ÉTAPE
Dole-Saint-Gervais
(267,5 kilomètres)

1. Jaermann (Sui), 7 h 10 min 56 s ; 2. Delgado (Esp) à 3 s ; 3. Roche (Irl) à 39 s ; 4. Perini (Ita) à 1 min 43 s ; 5. Philpott (Fra), même temps.

Général : 1. Lino (Fra), 55 h 46 min 51 s ; 2. Indurain (Esp) à 1 min 27 s ; 3. Roche (Irl) à 1 min 58 s ; 4. Delgado (Esp) à 4 min 8 s ; 5. LeMond (EU) à 4 min 27 s.

affirme qu'entre lui et le champion du monde Gianni Bugno, c'est la course qui tranchera. La course, elle, ayant apparemment tranché chez les Banesto en faveur de Miguel Indurain, ces délicats problèmes de préséance se trouvent quelque peu estompés. Sera le patron celui qui se sera mis en position de menacer ce roi trop tranquille qui gère sa course en père de famille.

D'où les accélérations un peu désordonnées auxquelles on assiste depuis la fessée de Luxembourg. Fignon mercredi, Delgado et Roche vendredi. Illustrations d'une volonté personnelle plus que d'une stratégie d'équipe savamment élaborée. Du chacun pour soi.

Avec beaucoup de cran et de panache, mais aussi quelque chose de désespéré. « Celui qui ne tente rien n'a rien », expliquait Roche en insistant : « Il faut tenter, chaque jour ». Dans la voix de celui qui, un court instant, fut paré de la tunique dorée, perçait pourtant la pointe d'amertume du champion, « planté » à quelques centaines de mètres seulement de la ligne d'arrivée. Et le découragement du coureur lucide qui, revenu à 1 min 58 du maillot jaune, n'a, au terme d'une étape de 267 kilomètres, repris que 2 min 17 à Indurain, alors que ce dernier lui en avait pris 4 min 10 à Luxembourg, en 65 kilomètres... « Si c'était à refaire, concluait Roche, j'aimerais remettre dans la peau d'un spécialiste du contre-la-montre : c'est quand même plus facile ».

Pas d'états d'âme en revanche pour Delgado, qui, même s'il s'est fait « voler » la victoire par un Suisse déterminé, se rapproche et du maillot jaune et de son leader, Indurain, renforcé ainsi les chances de son équipe au classement général. Une position qui permet d'accentuer la pression sur Lino et, surtout, d'attendre de pied ferme les attaques des outsiders, au premier rang desquels, arrivée à Sestrières, oblige, les Italiens Bugno, Chiappucci, voire Chioccioli, trop discret jusqu'à présent pour ne pas mijoter quelque chose. Un Delgado, prêt aussi, s'il advenait que le roi chancelle, à ramasser le sceptre qui fut un jour le sien.

Baroud d'honneur ? Chant du cygne ? Ou, plus viscéralement, esprit de revanche ? Voilà deux grands champions avec lesquels le destin ne s'est pas toujours montré galant homme. Ainsi Stephen Roche avait-il, l'an dernier, quitté le Tour sans gloire après avoir raté, dès le premier jour, le départ du contre-la-montre par équipes. Humiliant et blessant. Quant à Pedro Delgado, outre sa victoire ambiguë en 1988 (on l'avait soupçonné de s'être dopé), il devait, lui aussi, l'année suivante, compromettre ses chances en se présentant en retard dans le prologue. Comment s'expliquer si, à l'exemple de Miguel Indurain lundi à Luxembourg, ils rêvent, aujourd'hui, de remettre les pendules à l'heure.

PATRICK FRANCÈS

DÉFENSE

Restructuration d'un secteur employant 30 000 personnes

La nouvelle organisation des arsenaux
distingue le service de l'Etat et l'« outil » industriel

La direction des constructions navales (DCN), qui réalise 20 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel et emploie quelque 30 000 personnes en France, va devoir se réorganiser et apprendre à mieux séparer désormais ses responsabilités étatiques (elle dépend de la délégation générale pour l'armement) et ses fonctions industrielles (elle gère ce qu'on appelle, d'un terme aujourd'hui désuet, les arsenaux). Deux arrêtés au « Journal officiel » du vendredi 17 juillet fixent les modalités de cette restructuration d'un service de l'Etat.

Avec sa longue existence, ce secteur, qui relève du ministère de la Défense, était resté hybride sur le plan organisationnel puisqu'il est, tout à la fois, un donneur d'ordres, un receveur de ces mêmes ordres qu'il exécute au profit

de la marine nationale ou de clients à l'exportation, un fabricant d'armements et une institution de recherche très en amont. Aujourd'hui dirigée par l'ingénieur général de l'armement Jacques Grossi, la DCN avait besoin de mieux distinguer les « coquilles » dont elle est couverte de longue date, à l'instar de ce qui s'est passé en 1990 pour la direction des armements terrestres (DAT), devenu service de l'Etat, et le groupe industriel GIAT-Industries, rendu autonome pour gérer et concevoir des armements terrestres. Les arrêtés mettent fin à l'anomalie et à la singularité d'un système mixte qui ne donnait plus vraiment satisfaction.

Désormais, le « patron » de la DCN disposera notamment de trois directeurs adjoints. Outre un adjoint chargé des questions administratives (ressources humaines, finances et marchés), deux autres auront des attributions bien distinctes. Le premier (qui sera en quelque sorte le responsable étatique) s'occupera des programmes et de la coopération internationale. Le second (qui assu-

ra essentiellement le service industriel) sera responsable du développement et de la fabrication des matériels pour la marine ou à l'exportation et, à ce titre, il gèrera les établissements (comme les arsenaux de Cherbourg, Brest, Toulon, Lorient, Indret, Ruelle ou Saint-Tropez).

Cette nouvelle organisation devrait permettre à la DCN d'acquiescer à une « mise à jour » - qui lui fera mieux maîtriser la définition d'un produit et établir des relations plus contractuelles avec ses différents clients.

En particulier, l'outil industriel devrait être davantage orienté vers la diversification, rendue nécessaire par la diminution des dépenses militaires, et vers l'exportation, grâce à une stratégie commerciale plus adaptée. Dans le premier cas, l'objectif fixé dès cette année est de pouvoir lancer des opérations de diversification à hauteur de 5 % du chiffre d'affaires, en remettant à l'honneur des « métiers » que les arsenaux avaient abandonnés. Dans le second

La fête des vieux gréements à Douarnenez

Pavel, galérien d'Odessa

C'est une armada de près de deux mille bateaux qui s'est déplacée de Brest à Douarnenez où s'est poursuivie, jusqu'à samedi 18 juillet, la fête des vieux gréements organisée par le Chasse-Mariné. Un spectacle suivi tout au long de la côte par des dizaines de milliers de spectateurs qui ont vu défiler plusieurs siècles d'histoire maritime. Tandis que biesquines, chaloupes, goélettes, drakars ou bricks, toutes voiles dehors, tentaient de capter un vent capricieux, une embarcation se frayait un chemin muet par la seule force des bras de ses trente-six équipiers : la galère livia.

DOUARNENEZ

de notre envoyé spécial

Comment croire que Pavel Goncharuk a trente ans ? Quelles passions impérieuses ou quelles craintes tenaces ont rongé son âme pour qu'il en paraisse dix de plus et que ses yeux noisettes, sous son front dégarni, ne puissent se départir d'une gravité angoissée ?

Assis sur un petit banc au cœur de cette galère antique dont il est capitaine, il raconte son histoire en regardant la mer. Cet homme est un rêveur, peut-être même un poète, mais c'est un laborieux obstiné, accrocheur, un lutteur né, lancé dans l'aventure parce qu'il est un rêve sans espoir n'est qu'une chimère absurde, qu'il faut se tester soi-même et « toujours se dépasser ». Alors, pourquoi pas construire une galère ?

L'histoire démarre à Odessa où il est né. M. Goncharuk père est mécanicien dans la marine marchande. Il fait le tour du monde, cela sera Pavel. M. Goncharuk est professeur d'histoire et d'anglais... autant dire du sésame pour qui souhaite voyager. Pavel le comprend vite qui aime l'ambiance du port et rêve d'embarquer. Ne se gave-t-il pas des récits d'aventuriers irlandais et norvégiens partis sur d'étranges embarcations ? Il obtient un diplôme d'ingénieur mécanicien.

« Dans la lignée familiale, c'est-à-dire modestement : davantage pour servir les gens qui naviguent que pour être le navigateur héros... »

Attaché à l'histoire de l'Ukraine, il se passionne pour la période de domination grecque, recherche avidement tout ce qui s'y rapporte, surprise et déçu du manque de curiosité pour cette époque. Un symbole le fascine qu'il retrouve sur des vases, sur des fresques, dans les livres : la galère, utilisée au cinquième siècle avant Jésus-Christ sur les rives de la mer Noire, pour le commerce et pour la guerre et « s'éclipsa » par des hommes libres, non par des forçats. « Elle fait partie de l'histoire d'Odessa, du patrimoine de mon pays. J'ai donc voulu la faire revivre ».

Il se bat comme un fou pour convaincre un bureau d'études de construire sa galère. Il invoque l'« Histoire », la « notion de patrimoine »... Il intéresse ses interlocuteurs à ses propres recherches sur les plans d'une galère. Il séduit, attire l'attention et les aides de l'Institut d'ingénieurs de la flotte, puis la coopération de la Compagnie de navigation de la mer Noire. L'arsenal militaire, qui a l'expérience de la construction en bois, travaillera au noir mais sur les heures normales de travail « il y a un bon élève ». Le projet mobilise même historiens, ethnologues, sociologues, etc. Pavel n'est pas loin de se sentir dépassé. Alors il va partir faire voguer la galère et devenir son maître à bord.

Le tour de la mer Noire, son premier projet, tourne court à cause d'un retard de livraison. Il file simplement à Istanbul avec soixante hommes à bord. C'est là qu'il entend parler du rendez-vous brestois. C'est là qu'il conçoit une organisation minutieuse pour s'y rendre en trois ans : la Pirée, l'île d'Elbe et Brest. Trois mois de galère par an (la galère est abandonnée à chaque étape), neuf mois de travail au pays. Le temps libre ? « On peut prendre des congés sabbatiques. Mais dans un pays socialiste, on peut toujours se débrouiller pour épuiser les vacances ».

Une soixantaine d'hommes le suivent, chaque année, heureux de quitter le pays, ravis de galérer. « Ils comprennent trop tard leur malheur », rit Pavel. Personne ne peut imaginer l'épreuve. « Un bon nombre remplissent pourtant l'année suivante. Le courage doit aller de soi. Mais ce que je recherche ce sont des personnalités sociables, communicantes, soixante personnes dans une seule pièce, vous n'avez pas idée de la difficulté ».

La « folie »
du canal du Midi

On en revient lié pour la vie. « Parfois on se sépare ennemis. Il y a les tempêtes dont Pavel ne veut même pas se souvenir tant elles lui ont fait peur au départ d'Odessa. Il y a les vents déferlants qui obligent à des efforts surhumains et les moments de calme plat où les bras doivent compenser l'inertie de la voile. Il y a les surprises inouïes comme ces baleines rencontrées en Méditerranée et dont les biologistes du bord ne s'expliquent toujours pas la présence. Et puis « cette folie absolue » de canal du Midi qui a stupéfié l'équipage par sa sophistication : « Du jamais vu : des tunnels, des ponts à saut à-coups d'une route, soixante-cinq dénivelés » - mais qui lui fera fatal à l'embarcation. « Un cauchemar ! En trois ans, livia avait connu trois ou quatre chocs. En deux semaines, elle en a eu deux cents ».

La proue a dû être sciée pour passer sous les ponts. L'étrave

est bien endommagée. Il y a eu enfin le remorquage organisé depuis Bordeaux par le Chasse-Mariné pour permettre à la galère d'arriver à temps dans la rade de Brest. « Privée de quille, la galère ne fend pas les lames, elle cogne à plat contre chaque vague, s'inonde. Le passage de la pointe du Raz fut un vrai désastre ».

Pavel, lui, ne rame pas. « Je suis le capitaine. Je ne le fais que lorsque je le veux, c'est-à-dire rarement ». Ce n'est pas lui non plus qui donne le rythme nécessaire pour lancer chaque matin le mouvement. « C'est le rôle du premier rameur. Moi je dirige les manœuvres et organise les rotations. Une heure de rame, deux heures de repos dans la journée. La nuit une heure et demie de rame et trois heures de repos ».

Discipline
d'équipage

Quand elle longe la côte le soir, la galère s'abrite près d'un port. Il faut refaire les provisions (le lait dans des pots en aluminium, l'eau dans de petites tonneaux glissés sous chaque banc de galérien), et puis se reposer. On chante alors volontiers à bord de l'livia. Une guitare rudimentaire passe de couchette en couchette ; les chants sont plutôt tristes. On joue beaucoup aux échecs, et l'on boit de la vodka. La politique ? « Ah non !, se récrie Pavel, ce sujet est proscrit si l'on ne veut pas se battre ».

Difficile de croire à une telle discipline d'équipage. Que s'est-il donc passé au moment du putsch raté de l'été 1981 ? « Nous étions en Grèce, raconte Pavel, et en signe de désobéissance mon second a revêtu l'uniforme militaire qu'il avait apporté pour le vendre aux touristes. C'est sûr, si les putschistes avaient gagné, aucun d'entre nous ne serait jamais rentré au pays ». Gorbatchev ? Et si ? Pavel n'en dira pas un mot. « Je pensais plus volontiers de de Gaulle ou de Pompidou » suggère-t-il en riant. Pourquoi pas ? Quels personnages français auraient-ils pu sur lui quelques ascendances ? Trois noms lui viennent d'emblée à l'esprit : Pierre Richard, Michel Platini... et le duc de Richelieu. « C'est à lui qu'on doit la restauration d'Odessa ».

Après quelques réparations urgentes sur leur bateau, les galériens d'Ukraine repartiront vers Odessa, laissant l'livia à Douarnenez jusqu'au printemps prochain. Alors, ils reviendront et remonteront la Manche afin d'atteindre le Rhin et ensuite le Danube et ce sera Odessa « juste à gauche en sortant du fleuve ». Et Pavel Goncharuk finira de mettre au point les deux embarcations qu'il aime tant voir symboliser deux autres pages de l'histoire de son pays : une galère à deux mâts du quinzième siècle pour marquer l'invasion italienne, et puis une frégate « dernière étape, dit-il, de la suprématie russe ».

ANNICK COJEAN

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

La vallée de la Clarée
classée
« site naturel protégé »

La vallée alpine de la Clarée, au nord-est de Briançon (Hautes-Alpes), a été classée, vendredi 17 juillet, « site naturel protégé ». Cette décision devrait mettre un terme à la menace de projets comme la construction d'une autoroute France-Italie, la percée d'un tunnel transalpin au bout de cette vallée ou l'exploitation d'une mine d'uranium qui ont été envisagés au cours des vingt dernières années. Une ancienne institutrice, Émile Carles, d'un petit village au bord de la Clarée, Val-des-Prés, s'était rendue célèbre en publiant, en 1978, *Une soupe aux herbes sauvages*, où elle décrivait sa vie dans la vallée et sa lutte pour empêcher sa destruction (le Monde daté 19-20 mars 1978).

ESPACE

Un cosmonaute russe
sur une navette américaine
en 1993

Un cosmonaute russe volera sur une navette américaine en octobre 1993. Cet échange devrait être suivi par un rendez-vous entre une navette américaine et la station spatiale Mir en 1994 ou 1995. Enfin, un astronaute américain sera entraîné spécialement à la Cité des étoiles, près de Moscou, en vue d'un séjour de trois à cinq mois en orbite sur Mir, où il pourrait être déposé par une navette américaine. Ces annonces ont été faites, jeudi 18 juillet, à Moscou, par MM. Daniel Goldin, administrateur de la NASA, et Youri Koptev, directeur de l'Agence spatiale russe (RKA). Les deux hommes ont précisé en outre qu'ils avaient signé un contrat d'un million de dollars pour l'étude détaillée de l'utilisation possible de technologie russe par la NASA. (JPL)

FAITS DIVERS

L'incendie du ferry-boat
« Quiberon » a fait un mort

L'incendie qui s'est déclenché, vendredi 17 juillet, dans la salle des machines du Quiberon, appartenant à la compagnie Brittany Ferries et qui effectuait la liaison Plymouth-Roscoff avec 1 124 passagers à bord, a pu être maîtrisé par l'équipage trois heures après le départ (le Monde daté 18 juillet). Mais il y a une victime, l'officier mécanicien, qui serait mort par asphyxie. Le ferry se trouvait au milieu de la Manche à 45 miles nautiques au large des côtes britanniques. Sûr, le signal de détresse capté et répété à tous les navires de passage par la station maritime du Conquet-Radio, les secours ont été organisés. Plusieurs navires marchands, tels que l'île de la Réunion et le Donington, se sont dévoués, tandis qu'apparaissent de Brest un remorqueur de haute mer et d'autres bâtiments de la marine nationale. Le Quiberon a été tracté vers Roscoff où le convoi est arrivé dans la nuit du vendredi au samedi 18 juillet. (Corresp.)

MÉDECINE

Le Comité national
d'éthique
a rendu son avis
sur le Centoxin

Dans un communiqué rendu public, vendredi 17 juillet, le Comité national d'éthique a estimé que l'autorisation de mise sur le marché du Centoxin, un anticancer monoclonaire utilisé dans le traitement des septémies sévères à bacille Gram négatif (BGN), n'aurait pas dû être accordée en France sur la base d'un seul essai thérapeutique insuffisamment convaincant. Le Comité a ajouté que l'efficacité de ce produit, très innovant et très coûteux (21 500 francs le dose), de la firme hollandaise Centocor, était plausible, mais non prouvée. Le Comité avait été saisi le 3 février 1992 par M. Bruno Durieux, alors ministre de la santé, sur la question de savoir si un nouvel essai thérapeutique avec le Centoxin - dont la commercialisation fut autorisée le 2 juillet 1991 sur une seule « présomption d'efficacité » - pouvait se dérouler, « compte tenu des aspects éthiques que soulève une nouvelle évaluation ». A la demande de la Food and Drug Administration (FDA) américaine, qui n'a pas autorisé la vente du médicament aux Etats-Unis, Centocor a entrepris un nouvel essai comparatif, dont les conclusions pourraient être obtenues rapidement.

L'honneur per

Bordeaux sans vélo

AGENDA

19-20 juillet : Fête de la musique à Paris. 20-21 juillet : Fête de la musique à Lyon. 21-22 juillet : Fête de la musique à Marseille. 22-23 juillet : Fête de la musique à Toulouse. 23-24 juillet : Fête de la musique à Nantes. 24-25 juillet : Fête de la musique à Bordeaux. 25-26 juillet : Fête de la musique à Lille. 26-27 juillet : Fête de la musique à Strasbourg. 27-28 juillet : Fête de la musique à Montpellier. 28-29 juillet : Fête de la musique à Clermont-Ferrand. 29-30 juillet : Fête de la musique à Dijon. 30 juillet-1^{er} août : Fête de la musique à Besançon. 1^{er}-2 août : Fête de la musique à Grenoble. 2-3 août : Fête de la musique à Annecy. 3-4 août : Fête de la musique à Lausanne. 4-5 août : Fête de la musique à Genève. 5-6 août : Fête de la musique à Zurich. 6-7 août : Fête de la musique à Berne. 7-8 août : Fête de la musique à Lucerne. 8-9 août : Fête de la musique à St-Gall. 9-10 août : Fête de la musique à Appenzel A. 10-11 août : Fête de la musique à Appenzel B. 11-12 août : Fête de la musique à Schwytz. 12-13 août : Fête de la musique à Glaris. 13-14 août : Fête de la musique à Uri. 14-15 août : Fête de la musique à Ob- u. 15-16 août : Fête de la musique à Nidwald. 16-17 août : Fête de la musique à Thurgovie. 17-18 août : Fête de la musique à Valais. 18-19 août : Fête de la musique à Vaud. 19-20 août : Fête de la musique à Fribourg. 20-21 août : Fête de la musique à Neuchâtel. 21-22 août : Fête de la musique à Jura. 22-23 août : Fête de la musique à Canton de Vaud. 23-24 août : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 24-25 août : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 25-26 août : Fête de la musique à Canton de Jura. 26-27 août : Fête de la musique à Canton de Vaud. 27-28 août : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 28-29 août : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 29-30 août : Fête de la musique à Canton de Jura. 30 août-1^{er} septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 1^{er}-2 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 2-3 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 3-4 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 4-5 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 5-6 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 6-7 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 7-8 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 8-9 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 9-10 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 10-11 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 11-12 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 12-13 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 13-14 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 14-15 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 15-16 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 16-17 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 17-18 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 18-19 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 19-20 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 20-21 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 21-22 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 22-23 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 23-24 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 24-25 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 25-26 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 26-27 septembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 27-28 septembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 28-29 septembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 29-30 septembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 30 septembre-1^{er} octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 1^{er}-2 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 2-3 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 3-4 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 4-5 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 5-6 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 6-7 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 7-8 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 8-9 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 9-10 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 10-11 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 11-12 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 12-13 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 13-14 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 14-15 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 15-16 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 16-17 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 17-18 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 18-19 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 19-20 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 20-21 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 21-22 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 22-23 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 23-24 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 24-25 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 25-26 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 26-27 octobre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 27-28 octobre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 28-29 octobre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 29-30 octobre : Fête de la musique à Canton de Jura. 30 octobre-1^{er} novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 1^{er}-2 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 2-3 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 3-4 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 4-5 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 5-6 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 6-7 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 7-8 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 8-9 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 9-10 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 10-11 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 11-12 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 12-13 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 13-14 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 14-15 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 15-16 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 16-17 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 17-18 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 18-19 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 19-20 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 20-21 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 21-22 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 22-23 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 23-24 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 24-25 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 25-26 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 26-27 novembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 27-28 novembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 28-29 novembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 29-30 novembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 30 novembre-1^{er} décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 1^{er}-2 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 2-3 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 3-4 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 4-5 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 5-6 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 6-7 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 7-8 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 8-9 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 9-10 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 10-11 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 11-12 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 12-13 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 13-14 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 14-15 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 15-16 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 16-17 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 17-18 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 18-19 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 19-20 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 20-21 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 21-22 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 22-23 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 23-24 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 24-25 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 25-26 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 26-27 décembre : Fête de la musique à Canton de Vaud. 27-28 décembre : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 28-29 décembre : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 29-30 décembre : Fête de la musique à Canton de Jura. 30 décembre-1^{er} janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 1^{er}-2 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 2-3 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 3-4 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 4-5 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 5-6 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 6-7 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 7-8 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 8-9 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 9-10 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 10-11 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 11-12 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 12-13 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 13-14 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 14-15 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 15-16 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 16-17 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 17-18 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 18-19 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 19-20 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 20-21 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 21-22 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 22-23 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 23-24 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 24-25 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 25-26 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 26-27 janvier : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 27-28 janvier : Fête de la musique à Canton de Jura. 28-29 janvier : Fête de la musique à Canton de Vaud. 29-30 janvier : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 30 janvier-1^{er} février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 1^{er}-2 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 2-3 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 3-4 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 4-5 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 5-6 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 6-7 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 7-8 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 8-9 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 9-10 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 10-11 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 11-12 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 12-13 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 13-14 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 14-15 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 15-16 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 16-17 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 17-18 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 18-19 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 19-20 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 20-21 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 21-22 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 22-23 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 23-24 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 24-25 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 25-26 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 26-27 février : Fête de la musique à Canton de Vaud. 27-28 février : Fête de la musique à Canton de Fribourg. 28-29 février : Fête de la musique à Canton de Neuchâtel. 29-30 février : Fête de la musique à Canton de Jura. 30 février-1^{er} mars : Fête de la musique à

150 000

HEURES LOCALES

L'honneur perdu de Veules-les-Roses

L'annonce officielle de la pollution de la plage du pays de Caux survient alors que la municipalité a engagé des travaux d'assainissement des eaux

VEULES-LES-ROSES
de notre envoyée spéciale

SUR la plage de galets, au creux des falaises d'albâtre, la nouvelle a produit l'effet d'un raz-de-marée. Veules-les-Roses, où alternent chaumières, demeures cossues et maisons blanches au style normand, est la quintessence des petites stations balnéaires du pays de Caux. Le village normand, où l'on compte sept cent cinquante habitants l'hiver et trois mille cinq cents au plus fort de l'été, se remet du choc mais ses résidents ne déçoilent pas.

Le verdict est tombé publiquement le 9 juin. Comme six autres communes côtières françaises, Veules-les-Roses est classée dans la pire des catégories, celle des « eaux de mauvaise qualité (fréquentement polluées) », sans que la baignade y soit interdite pour autant. Traité de « bonnet d'âne » par M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, qualifié de « point noir » par ses services et par ceux de la santé, l'affront est grave. Surtout il est injuste, estimant les Veulais, qui ne sont pas loin de crier au complot et dénoncent ce « coup dur » à quelques jours de la saison touristique.

La Veule, ce « fleuve » de 1 100 m de long qui traverse le village, est tenue pour coupable. Quelques fermes en amont pourraient prendre part à sa pollution, mais ce sont surtout les Veulais eux-mêmes qui en portent la

responsabilité. L'agence de l'eau de Seine-Maritime a détecté, ici, au moins soixante-quinze mauvais raccordements avec des rejets directs et des fissures dans les égouts. Ses conclusions sont fermes : les analyses bactériologiques ne respectent pas les normes européennes « impératives ».

Cette mise à l'index est particulièrement mal vécue par une population qui vient de subir tranchées et travaux durant des mois. En 1992, en effet, la municipalité a consacré plus de 800 000 francs à la réhabilitation de son réseau d'assainissement des eaux. Et même 1 million de francs, en comptant les efforts consentis par les particuliers pour raccorder leurs canalisations au tout-à-l'égout. Mais voilà, les prélèvements effectués par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales datent, eux, de 1991.

Impossible de corriger les statistiques

La municipalité a pourtant fait preuve de bonne volonté, en faisant pratiquer, cet hiver, une inspection complète des canalisations au moyen d'une caméra. Une opération qui a coûté 90 000 francs, avant même d'entreprendre la réhabilitation proprement dite. « L'agence de bassin du département de la Seine-Maritime ne pouvait pas l'ignorer, puisqu'elle nous soutient dans cette entreprise, avec l'aide du conseil général », se défend M. André Lemonnier, maire sans étiquette de

la cité. En juin, il a fait multiplier les prélèvements. Résultat : des courbes qui oscillent entre moyen et bon. Mais rien à faire pour corriger les statistiques officielles, collectées des mois auparavant. Le village devra attendre l'année prochaine pour retrouver son honneur perdu. La logique administrative aurait donc fait une victime de plus.

Mais le mal n'est-il pas très ancien ? L'édition du 5 janvier 1910 du journal local *Le Valenciennais* est là pour en témoigner. Cette « feuille hebdomadaire » consacre déjà une large place aux problèmes d'hygiène de la station balnéaire. M. Lemonnier, élu lors des dernières élections municipales, l'admet : les Veulais ont quelque peu tardé à réagir. En fait, les campagnes nationales sur la qualité des eaux de baignade de 1989 et de 1990, déjà critiquées à l'égard de la commune, ont permis à la municipalité de se saisir du problème. Quant à l'enquête de cette année, particulièrement sévère, elle pourrait se traduire par un choc salutaire chez les derniers récalcitrants.

Il n'est pas toujours facile de convaincre les propriétaires de résidences secondaires de l'urgence des investissements individuels nécessaires. Or ils sont nombreux à Veules-les-Roses et font la richesse d'une station qui compte deux campings, mais pas d'hôtel. C'est même ce qui rassure les commerçants : ces habitués qui passent l'été ici, parfois depuis des générations, vont-ils désertier leur

maison pour quelques bactéries ? Une sombre histoire à laquelle d'ailleurs la population ne croit pas.

« La Manche entière est polluée. Alors, pourquoi est-ce nous qui sommes montrés du doigt ? C'est une mauvaise plaisanterie », protestent en chœur une restauratrice et ses clients pêcheurs. D'apprendre que les plages du Havre ont reçu le Pavillon bleu, le trophée de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe, n'est pas fait pour adoucir leur amertume. A leurs yeux, le classement infamant ne peut résulter que d'une méchante rumeur. Comme celle qui prédisait le réchauffement de l'eau de mer, après l'installation de la centrale nucléaire de Paluel, toute proche. Et chacun de mesurer à sa façon l'incongruité de ces propos. Les poissons n'ont pas fui les parages, les baigneurs ne sont jamais sortis de l'eau couverts de boutons...

Et puis, en y réfléchissant bien, la contrepublicité faite par M^{me} Ségolène Royal se révélera-t-elle aussi négative que les commerçants locaux l'avaient cru de prime abord ? Devenue la vedette des journaux malgré elle, la plage de Veules-les-Roses suscite depuis un phénomène de curiosité plutôt encourageant pour sa courte saison.

MARTINE VALO

REPÈRES

BOURGOGNE

Un parc d'activités pour la ville d'Autun

SITUÉE au cœur de la Bourgogne, la ville d'Autun (Saône-et-Loire) vient d'aménager un parc d'activités de quarante-trois hectares, destiné aux entreprises industrielles, artisanales, commerciales et de services, et comprenant une pépinière d'entreprises.

Cet investissement s'élève à 22 millions de francs. La région et le département ont pris part au financement, à hauteur, respectivement, de 30 et 10 %.

ILE-DE-FRANCE

Torcy signe une charte de partenariat informatique

LA municipalité de Torcy, commune de 20 000 habitants située au cœur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), a signé le 17 juin une charte de partenariat avec IBM-France et avec la société de services et de conseils informatiques INFO 3D. La ville de Torcy doit devenir à terme la vitrine officielle de la société IBM en Ile-de-France ; en échange, elle va bénéficier d'une aide particulière pour la réalisation du plan informatique municipal.

Un comité de pilotage, comprenant des représentants des trois partenaires, devrait veiller à la bonne réalisation de trois objectifs : meilleure efficacité du personnel, amélioration de la qualité du service rendu à la population et mise au point de nouveaux logiciels. La ville de Torcy va investir 3,3 millions de francs dans ce plan informatique les trois prochaines années, sur un budget d'investissements de 12 millions de francs.

MIDI-PYRÉNÉES

Un nouvel appareil contre les incendies de forêt

LA direction départementale des services de secours et d'incendie des Hautes-Pyrénées vient de s'équiper d'un nouvel appareil, d'origine canadienne, pour lutter contre les incendies de forêt. Il s'agit du « Bambi Bucket », sorte de grand récipient, d'une capacité de 680 litres, adaptable sur un hélicoptère de type Lama.

Cet appareil est relié par des fils d'acier et commandé depuis la cabine de pilotage. Son utilisation permet une intervention rapide, avec de faibles contraintes. La prise d'eau peut être effectuée dans n'importe quel bassin, lac, mare, mais aussi piscine particulière.

Le prix du «seau» (30 000 F), le coût relativement peu élevé de l'heure d'hélicoptère (8 000 F en moyenne), ainsi que sa mobilité, font de ce moyen de lutte contre les feux de forêt à la fois l'un des plus efficaces et l'un des moins onéreux, selon les services du département.

POITOU-CHARENTES

Un tandem pour le Marais poitevin

LES députés du parc régional du Marais poitevin, qui s'étend aux portes de Niort, à cheval sur les Deux-Sèvres et la Vendée, ont élu à leur tête un nouveau président : il s'agit de M. Dominique de la Martinière, inspecteur des finances et depuis peu du RPR du Poitou-Charentes. Il fait équipe avec un élu charentais de Génération Ecologie, M. Francis Georget, qui est chargé de réfléchir à une nouvelle charte du Marais.

Un tandem un peu détonnant, mais seulement en apparence, car l'un et l'autre appartiennent à la majorité soutenant le président UDF-PR du conseil régional, M. Jean-Pierre Raffarin. Celui-ci a voulu donner plus de force à l'engagement de sa région en présentant son rapporteur du budget, M. de la Martinière.

Celui-ci va travailler avec un «ministre dominici» du ministère de l'environnement, M. André Manche, ingénieur du génie rural. Objectif : présenter avant la fin de l'année non seulement une nouvelle charte du parc, mais ses nouvelles limites (sans doute plus resserrées), de manière à obtenir le label qui lui a été retiré par le ministère de l'environnement il y a plus d'un an.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondants : Michel Leveque (Poitiers), Claudine Mettetal (Mâcon), Jean-Jacques Rollat (Lourdes).

Bordeaux sans vélo

Une conseillère municipale chargée des pistes cyclables est exclue de la majorité chaboniste

EN délicatesse avec la majorité de M. Jacques Chaban-Delmas, dont elle est issue, M^{me} Hélène Desplats (UDF, radical), conseillère municipale bordelaise, cheville ouvrière du projet « Vivre et circuler en ville », a été déchargée, début juillet, de cette délégation, qui a été confiée à un adjoint au maire, M. Hugues Martin (RPR).

M^{me} Desplats siège désormais en tant que conseillère « indépendante » dans la municipalité bordelaise.

Dans la foulée, elle a démissionné de son poste de secrétaire générale du Club des villes cyclables françaises, qu'elle avait contribué à créer en 1989. « Il y a, chaque année, à Bordeaux, deux cent trente morts et blessés graves dans des accidents de la circulation. Les cyclistes en sont les premières victimes. Depuis 1983, j'avais pour mission de faire prendre en compte les déplacements cyclables. Je n'ai toujours pas les moyens nécessaires », affirme M^{me} Desplats. Les villes cyclables de la communauté urbaine bordelaise disposent en 1992 d'un budget de 4 millions de francs. Pendant ce temps, on investit 150 millions de francs dans les parkings souterrains dont certains en banlieue se révèlent parfaitement inutiles.

En début d'année, la conseillère municipale s'était alarmée de la réduction des subventions communautaires en faveur de la circulation cycliste à Bordeaux. Ses protestations « intenses » sont restées lettre morte. Si bien que M^{me} Desplats, adversaire affichée du « tout-automobile », a rendu publiques ses inquiétudes. Et elle a poussé l'imprudence jusqu'à citer trois conseillers RPR particulièrement impertinents à ses arguments.

Un projet révolutionnaire

Elle fut alors accusée de « trahir sa majorité ». Ayant refusé de démissionner de ses fonctions de conseillère municipale malgré les demandes pressantes de l'exécutif, elle a été déchargée de ses fonctions. Elle gérera notamment les projets originaux de « Partage de la rue » dans le cadre de la mission « Vivre et circuler en ville » qui avait fait l'objet en 1991 d'un colloque international à Bordeaux (le Monde du 23 juillet 1989 et du 17 juin 1991).

Ce projet, présenté en 1989 aux élus bordelais par Jacques Chaban-Delmas et qualifié par lui de « révolutionnaire », tendait à instaurer un système de voie publique à trois vitesses. Dans le centre et l'épaisseur des quartiers, les automobiles, partageant la chaussée avec les piétons et les cyclistes, ne pourraient avancer qu'au pas. Dans les rues des distribu-

tion, elles seraient autorisées à pousser jusqu'à 30 km/h. Enfin, des voies rouges, où la vitesse serait portée à 50 km/h, leur seraient réservées, ainsi qu'aux transports en commun.

Une très mauvaise nouvelle

M^{me} Desplats a « tiré les conclusions » de son éviction et démission du secrétariat général du Club des villes cyclables de France auquel adhèrent une cinquantaine de communes. Elle avait contribué à créer cette association, qui a notamment fait entendre sa voix auprès de la mission de réflexion sur les infrastructures de communication et les moyens de transport confiée par le ministère de l'équipement au préfet Gilbert Carrère. Cette démission est « une très mauvaise nouvelle », estime M. Philippe Dufetelle, adjoint au maire de Toulouse, actuellement président du Club des villes cyclables françaises.

GINETTE DE MATHA

Guerre des gymnases à Montpellier

Le maire de la capitale de l'Hérault veut facturer la location des équipements sportifs utilisés par les collèges et les lycées

C'EST la guerre scolaire dans sa version montpelliéraine. Ici, point d'opposition publicitaire, mais un affrontement entre, d'un côté, la municipalité de M. Georges Frêche (PS) et, de l'autre, le conseil général (PS) de l'Hérault, et le conseil régional (UDF) du Languedoc-Roussillon. Au centre du conflit : l'utilisation, par les collèges et les lycées, des équipements sportifs appartenant à la ville de Montpellier.

Avant 1986, les établissements du second degré, alors sous la coupe de l'Etat, utilisaient stades et gymnases à volonté. Mais, depuis que la décentralisation est effective en matière d'éducation, les édiles montpelliérains réclament un loyer au département et à la région, chargés, respectivement, des collèges et des lycées. Pour M. Georges Frêche, « chacun doit désormais assumer la charge qui revient à son domaine de compétences ». Lorsqu'elles ne supportent pas la construction des équipements sportifs scolaires, les collectivités devraient donc payer la location de ceux

qu'elles utilisent. Le différend ne date pas d'hier.

Le 6 décembre 1989, le conseil municipal avait déjà pris une délibération fixant un tarif de location, qui ne fut jamais payé. La chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, vient de donner raison au maire de Montpellier.

Guerilla juridique

Désormais sûr de son bon droit, Georges Frêche leur fixe un ultimatum : « Si les collèges et les lycées n'ont pas payé au 31 août, les associations de Montpellier seront, à la rentrée prochaine, prioritaires pour l'utilisation de ces établissements ».

« Il s'agit d'une demande de rançon avec prise d'otages, s'insurge le président du conseil général, M. Gérard Saumade. Les otages, ce sont nos enfants, que le maire menace de priver de sport. En Haute-Garonne, la chambre régionale des comptes a rendu un avis diamétralement opposé. Il importe donc qu'il y ait un arbitrage national. Mais si un texte

nous obligeait de payer, nous nous retournerions vers l'Etat, en lui faisant valoir que toute charge nouvelle doit être compensée ». M. Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional, rappelle pour sa part que « tout se passe bien avec les autres villes du Languedoc-Roussillon. Seule Montpellier pose un problème ».

Les collectivités concernées ne sont pas, pour l'instant, condamnées à payer. La chambre régionale des comptes va recevoir leurs doléances, ainsi que celles des établissements scolaires. Ensuite seulement, le préfet leur imposera, éventuellement, l'inscription de ces nouvelles lignes budgétaires. S'il répondait au souhait de M. Frêche, le tribunal administratif puis le Conseil d'Etat auraient, le dernier mot, M. Jacques Blanc ayant fait savoir qu'il utiliserait tous les recours possibles.

L'enjeu de cette guérilla juridique est de taille : la ville réclame 2,4 millions de francs au conseil régional et 5,1 millions au département.

JACQUES MONIN

BLOC NOTES

AGENDA

- Villes sans tranchée. — Le Comité français pour les travaux sans tranchée, que préside M. Michel Marmet, directeur général adjoint des services du Val-de-Marne, organise le congrès international de l'International Society for Trenchless Technology, à Paris, du 12 au 14 octobre. Ce congrès, intitulé No-Dig 92, présentera l'état d'avancement des travaux sans tranchée, et notamment la technique des microtunneliers, ces robots qui creusent de petites canalisations souterraines.
- Renseignements au (16-1) 43-59-95-91 ou 40-74-05-50.

PUBLICATIONS

- Information sur la contraception en Ile-de-France. — La délégation régionale aux droits des femmes et l'observatoire régional de santé d'Ile-de-France viennent de publier, avec l'aide de la préfecture, un guide rassemblant plus de 300 adresses de centres de planification familiale et d'établissements d'information et de conseil familial. Pour chaque lieu figure le numéro de téléphone avec les horaires de permanence, l'adresse et les services offerts.
- Préfecture d'Ile-de-France, 29,

rue Barbet-de-Joury, 75700 Paris. Tél. : 47-53-34-20.

■ Observatoire régional de santé d'Ile-de-France, 21-23, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : 40-61-80-36.

CONTACTS

- Première communauté de communes. — M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a inauguré, jeudi 9 juillet, la première communauté de communes de France. Créée dans la Morbihan, elle réunit cinq communes rurales du val d'Oust (le Monde daté 24-25 mai). L'une d'elles, déjà engagée dans un syndicat à

vocations multiples exerçant la compétence économique, avait obtenu cette qualité de membre optionnelle. M. Sueur a indiqué qu'une seconde communauté de communes pourrait bientôt se créer en Côte-d'Or.

■ Prix de l'académie du Languedoc. — L'académie du Languedoc, qui groupe des personnalités originaires des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées vivant à Paris, a remis ses prix au mois de juin. Pour la première fois, deux de ces distinctions au rythme bi-annuel ont été attribuées à des publicistes. Ont été distingués, dans la catégorie audiovisuelle, M. Robert Tassinari, auteur de

nombreux courts-métrages, et, dans la catégorie presse écrite (prix Jean-Baylet), notre collaborateur Marc Ambroise-Rendu.

■ Troisième cycle universitaire. — L'université de Haute-Bretagne à Rennes propose un DESS Aménagement et collectivités locales préparant aux métiers des administrations territoriales. Cette formation de treize mois est assurée par des enseignants-chercheurs, aidés de professionnels et de responsables locaux.

■ Renseignements : DESS Aménagement et collectivités, UFR Sciences, 6 avenue Gaston-Berges, 35043 Rennes Cedex, tél. (16)

Une nouvelle péréquation de la taxe professionnelle à l'étude

M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a déposé au Parlement, mardi 7 juillet, un rapport « relatif aux voies de réforme possibles du Fonds national et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ». Il ne s'agit pas d'un projet de loi, mais seulement de propositions devant faire l'objet d'un large débat, sur les réformes éventuelles de mécanismes qui permettent de réduire les inégalités de richesse fiscale

entre communes. Le gouvernement propose de limiter le saupoudrage auquel donne lieu la répartition actuelle du Fonds national de péréquation en durcissant les critères d'éligibilité. Il souhaite rendre éligibles les groupements de communes à fiscalité propre. Il veut aussi renforcer la péréquation entre grandes villes. Selon certaines simulations, Nice, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg et Lyon se trouveraient exclues du bénéfice du Fonds national. Tandis que

Marseille, Montpellier, Nantes, Saint-Etienne, Rennes ou Le Havre verraient leur attribution augmenter sensiblement.

En ce qui concerne les fonds départementaux, le gouvernement souhaite instaurer un compromis entre une certaine incitation à l'intercommunalité et une redistribution indistincte de la richesse générée par les établissements tels que les barrages, les centrales nucléaires ou les entreprises importantes situées sur de petites communes.

CULTURE

L'Été festival/Avignon

Acanthes, pierres chantantes

Un lieu hors du temps, entièrement ouvert à la musique de notre siècle

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON

de notre envoyée spéciale

On voit encore dans l'une des cellules de la Chartreuse le billot sur lequel les moines pouvaient se casser leur tête entre deux oraisons. On rêve aux sons qui planaient dans cette retraite quand elle était encore vouée à la méditation. Mais Villeneuve est désormais, chaque été, une académie de musique contemporaine : le Centre Acanthes. Et voilà ce qu'il advenait quand on y balade l'oreille : une polyphonie de cigales, de clarinette, de piano, de percussions et de paillements d'hirondelles.

Quatorze des plus célèbres compositeurs de ce siècle ont été reçus ici en juillet depuis 1977, de Stockhausen à Boulez, de Ligeti et Berio à Messiaen et Nono. Une ses-

sion a été consacrée à la danse (Béjart, avec Pierre Henry en 1983), une autre au théâtre musical (1986) ; il fut composé sur place une journée de mini-opéras (opération « Opéra autrement » entre octobre 1988 et juillet 1989). Tant de glorieux maîtres mobilisés près d'un mois, tant d'heures de pédagogie appliquée à la création contemporaine, et maintenant des ambitions européennes : un échange hongrois, autour de Kurtág et György Ligeti, cela fait bien sur le papier. Mais qu'en est-il, vu de près ?

« Passé un certain âge, les compositeurs n'ont plus forcément d'intérêt à enseigner, explique Cécile Gili, responsable de la pédagogie au Centre Acanthes. On a donc fait venir des musicologues pour analyser leurs partitions, l'un d'eux a passé ses cours à lire l'ouvrage qu'il avait

publié. Reste dans tous les cas la fascination du contact direct : les stagiaires entourant le musicien, assis sur l'herbe, et posant leurs questions. »

Musique sur petit écran

Changement de cap cette année : le Centre a invité quatre compositeurs de moins de quarante ans, les Français Tristan Murail et Philippe Manoury, l'Anglais George Benjamin, le Finlandais Magnus Lindberg. « Les stagiaires n'ont jamais semblé aussi contents. Les cours d'analyse et de composition sont passionnants parce qu'ils sont assurés par les auteurs eux-mêmes. A cet âge-là, un créateur a encore envie de communiquer, de s'expliquer, de partager son expérience et sa pensée. »

Tristan Murail, que l'on dit pourtant de nature solitaire et secrète, s'embarque sans barguigner pour ses deux semaines successives de formation accélérée en informatique musicale, à partir du programme d'assistance à la composition « Patchwork » qu'il a initié à l'IRCAM. Les étudiants, servis autour du Macintosh, voient s'aligner sur petit écran des séries d'accords invraisemblables obtenus par exemple en intervenant arbitrairement sur les harmoniques naturelles du son. Mais la théorie n'est pas pour autant coupée de ses applications : le soir, Dominique My fait résonner dans l'acoustique idéalement réverbérante de l'église de la Chartreuse cette musique si physique et si cohérente pour l'oreille derrière ses apparences volontaristes et cérébrales.

Tantôt élèves attentifs, tantôt

auditeurs passifs, les stagiaires (une soixantaine cet été) en viennent insensiblement à l'application des connaissances grâce au passage obligé des ateliers instrumentaux. C'est par une œuvre de Tristan Murail que débute comme par hasard le cours d'interprétation de Pierre-Laurent Aimard. Michel, un amateur de bon niveau qui vient ici chaque été, s'est attaqué à *Estuaires*, pièce aux résonances brouillées, redoutablement subtile et difficile, qu'il doit jouer deux jours plus tard au concert des stagiaires. Aimard explique qu'il faut, pour respecter le style de cette musique, « laisser venir le son à soi, donner par l'harmonie l'illusion de timbres instrumentaux ». A cours de mot, il se met au piano et joue quelques mesures de Debussy : « Tu entends ? On ne doit même pas reconnaître la son-

rité d'un piano. » Message reçu cinq sur cinq : Michel trouve enfin le geste qui libère le son du piano.

Pierre-Laurent Aimard est le professeur de piano dont on rêve : capable d'expliquer à qui n'en a jamais joué le principe des variations chez Webern (« un objet abstrait, que l'on regarderait de très loin sous tous les angles ») comme de débloquent un problème technique chez une virtuose en herbe. Rattaché à l'IRCAM, d'une extrême exigence envers lui-même, cette « grosse tête » n'a pourtant jamais trouvé le temps d'enseigner. Sauf à Acanthes, en juillet.

ANNE REY

Prochains concerts : le 18 juillet, Lindberg, Carter ; le 21, Manoury ; le 22, Lindberg, Manoury par les stagiaires du Centre. La Chartreuse : à 19 h 30. Tél. : 90-82-67-08.

Un va-nu-pied du ciel

Octavio Paz tout simplement parmi nous

« Les rues du village étaient des torrents de sueur, et l'air se fit cassé en mille morceaux si seulement on eût crié : qui vive ? »

Dix mots suffisent à Octavio Paz pour faire apparaître une vue de chez lui, un rien de son Mexique. Si nous n'y sommes pas allés, ces deux lignes si belles racontent une image d'un film de Luis Buñuel, *Nazarin*, c'était une rue d'un village, en effet, déserte dans le soleil mais une toute petite fille, quand même, marchait vers nous, tirant un drap blanc.

Chaque mois de juillet, le Festival d'Avignon demande à un poète « contemporain capital » s'il aurait la gentillesse de donner un poème de France comme du monde entier. Cette fois, Octavio Paz est venu. Il est l'un des plus aimés, sur toutes les terres où l'on peut lire, et puis sur toutes les terres où, sans savoir lire, l'on peut entendre. Il y a une chose un peu bête, c'est que lorsqu'un poète a « vu » le pays Nobel, on se croit obligé de le dire : Octavio Paz l'a eu en 1990, bon voilà c'est dit.

Il a pas mal vécu en France. L'un de ses amis, Jean-Claude Lambert, son premier traducteur ici, a préparé l'accueil de l'auteur de *Liberté sur parole* et de tant d'autres trésors, traductions pour la plupart parues chez Gallimard. Et donc Jean-Claude Lambert, présentant l'œuvre de cet été, nous dit que d'accord avec lui il a privilégié cinq thèmes principaux : « La poésie et l'amour (il y a un nouvel art d'aimer chez Paz) ; le Mexique (depuis les précolombiens jusqu'au temps trouble d'aujourd'hui) ; l'Inde et la pensée non européenne ; le Voir et le Dire (les privilèges de la vue) ; le monde contemporain ».

Pas moyen de recopier ici les milliers de vers d'Octavio Paz, citons-en un mini-fagot, des riens pitoyables au hasard, « gouttes d'eau de lumière », comme il dit. Une miette de deux vers, c'est Octavio Paz, ou sa femme peut-être, qui tire de l'eau d'un puits : « L'eau descend jusqu'aux arbres / Le ciel monte jusqu'aux lèvres », mais il faut l'avoir tirée, l'eau du puits, avoir vu le ciel et les arbres, ensoleillés, danser dans l'eau sombre tout au fond du puits, et dans le miroir d'eau du seuil qui remonte. Ce court poème s'appelle *Concorde*, ça laisse songeur. Il y a cette attache de chanvre qui unit la source, tout au fond, à l'air libre.

Il y a aussi qu'Octavio Paz, souvent, laisse entendre qu'il faudrait plus d'eau, partout, que l'eau n'est

pas seulement la vie, mais la respiration, le sang, l'amour. Écoutons le encore trois secondes, sa voix ne ressemble à aucune autre : « Ton ombre est un pays d'oiseaux que le soleil disperse d'un geste ». Ou bien : « Les oiseaux, leurs ailes soulevées le jour ». Ou bien : « Dans la ramure, entre les trouées du ciel et l'entrelacs des verts, le soir se bat avec des épées transparentes ».

Un chantre plus céleste, il n'y a pas, mais c'est à mi-voix. « Écris ce que tu effaces », dit-il (à l'envers), et c'est vrai. Il est comme un va-nu-pied à l'aventure qui cherche son sentier entre les mots, entre les lignes, — sensation d'ailleurs qu'en lui tenant la main la page bouge, avance, fait des tournants, et c'est comme si ce mouvement entraînait, un petit peu si l'on veut comme la chaîne d'un vélo, les paroles, les visions, les éclairs de conscience. Mais mon Dieu quel charabia, comparé au sable si fin d'Octavio Paz.

Par chance, les pages se sont envolées, hirondelles aussitôt dissoutes dans la lumière, des lèvres de femmes et d'hommes qui n'ont fait aucun dégat, au contraire, comme Evelyn Iseria et Aurélien Recoing. Et c'était en un repli carrement féérique d'Avignon, comme si des arbres géants qui font bien plus jeunes que leur âge et des pierres restées debout s'étaient trouvés un coin tranquille pour se raconter des histoires loin des autos et des motos.

Et puis Octavio Paz lui-même est apparu. Il est très calme et très doux, ce Jupiter de l'écrivain. Le visage d'un dieu, en effet, sans pathos, on dirait l'absence éternelle d'un icône sur la pierre d'une idole aztèque. Il a commencé par dire d'autorité les noms des traducteurs des pages qui avaient été dites, Claude Esteban, Jean-Claude Lambert, Yves Amery, Jacques Rivaud, Carmen Figueroa. Puis il a dit une chose de lui, et ce fut comme si tous nos cœurs se brisaient sous « le très léger coup d'aile d'une image », comme il a écrit une fois.

Un détail : si vous lisez ou écoutez quelque chose d'Octavio Paz, vous êtes tout de suite Mexicain. Tous les Mexicains du monde souhaitent longue vie à Octavio Paz, ce qui nous permet de le quitter en citant ces deux lignes de lui : « La tête brisée du poète est une fontaine. La fontaine chante pour nous ».

MICHEL COUNOT

CINÉMA

de Martin Sheen

Après une méchante cuite, Bean (Charlie Sheen), soldat américain stationné en Allemagne se retrouve au trou. Il est le seul détenu blanc, au milieu d'une demi-douzaine de Noirs — l'action se passe au milieu des années 60, on ne dit pas encore « afro-américain ». L'idée centrale de *Cadence* est de filer une métaphore sur le rendez-vous manqué entre communautés vécues par les États-Unis entre la marche sur Washington et l'assassinat de Martin Luther King.

La caserne, avec ses rites et ses stéréotypes évite d'aller chercher trop loin des comparaisons chantonnées. Ici tout est simple : les hommes de bonne volonté sont faits pour s'en-

tendre, mais les institutions feront tout pour les en empêcher. Dans le rôle des institutions, on retrouvera Martin Sheen, réalisateur pataud, acteur décevant en sergent sadique, raciste et alcoolique.

La cadence du titre, c'est le pas de parade. Les détenus noirs qui marchent jusqu'au réfectoire en ont fait une chorégraphie funky sur l'air de *Working On a Chain Gang* (étrimant sur chaînes) grand classique de la soul pénitentiaire, signé Sam Cooke. Cette perversion, ce contre-temps infligé au pas cadencé, c'est sans doute la meilleure idée de ce film écrit à la fois par l'abondance de précédents de *Private Benjamin* au *Fou de guerre* en passant par *Full Metal Jacket* et la pureté naïve de ses intentions.

T. S.

Les grands écarts de Dominique My



MARC ENGELBERG

« Mon rêve serait d'être directrice artistique d'une grande maison d'Opéra. Diriger Puccini, Verdi, Debussy — Wagner n'est pas de mon monde, — ne pas excéder cinq productions par an ; par ailleurs, garder un ensemble spécialisé dans la musique contemporaine, rattaché à cette grande maison, que je dirigerais également ; enfin, mener un peu de temps pour mes récitals de piano, mais pas trop : le récital est toujours un peu narcissique. »

Le rêve de Dominique My, on y croirait plutôt après avoir vu cette jeune femme, bristol d'énergie à la tribune, petit bonnet concentré au piano, effectuer de la direction d'orchestre au clavier lors du même concert du Centre Acanthes, l'un de ses grands écarts favoris. Et rebondir magistralement sur ses pieds ! Après *Territoires de l'oubli*, elle a « flailé chialer ». On a les bras écartés entre le grave et l'aigu, on est sans cesse déséquilibré, presque à tomber.

Même lutte avec un instrument métamorphosé, monstre tonnant, résonnant de toutes ses cordes réveillées, dont elle est, de l'aveu du compositeur Tristan Murail, « l'un de mes interprètes qui s'en sort le mieux ». Avec la trentaine de musiciens de l'Orchestre philharmonique qui s'étaient portés volontaires pour les stages et concerts de Villeneuve-lès-Avignon (le clavieriste solo, Robert Fontaine, fait partie des enseignants, l'autre partie de la formation, à géométrie variable, prépare le Festival de Montpellier), elle avait répété dans l'après-midi *Désintégrations*, du même Tristan Murail ; la partie enregistrée sur bande de ce modèle de mixité entre instruments live et sonorisés préenregistrés, était restée dans

la matinée bloquée dans un TGV. Une répétition générale avait donc précédé in extremis, à l'issue de laquelle tractions syndicales, l'exécution publique. Tous firent à l'occasion une magistrale démonstration de professionnalisme.

« Servir au mieux »

« Il y a eu Philharmonique au moins dix musiciens que je

connais bien. J'ai accompagné leurs concours au Conservatoire. Il y a un clavieriste que j'ai croisé ainsi quand il avait quinze ans. Je ne l'avais pas revu depuis. Quand la symbiose se fait vraiment avec un orchestre, on se sent immédiatement, on a les poils qui se hérissent au même moment. Diriger quand on est une femme peut constituer un avantage : une fois qu'on est admise, les musiciens sont plus attentifs. Mais, bien sûr, il faut avoir passé l'épreuve avant. »

D'épreuves, Dominique My n'en

a pas connu vraiment. Dix ans, juste, qu'elle a quitté le Palais Garnier. Elle y était chef de chant. « Après, tout s'est fait en son temps. J'ai monté le *Carmen* de Peter Brook, j'ai fait travailler toutes les équipes de chanteurs, je jouais la partie de piano. Un jour, Marius Constant était un peu fatigué, je l'ai remplacé à la direction. Comme j'étais une femme, je n'osais pas trop imaginer que cette aubaine pourrait m'arriver. »

Une carrière démente au service de la musique contemporaine. Chez Barot à Colmar, à la Fénice Opéra chez Mireille Laroche, à Rome pour la reprise du *Racine* de Bussotti. En 1986, l'institut français de Brême songe à s'attacher une phalange spécialisée. Dominique My forme l'Ensemble Fa autour d'un noyau de fidèles qui ne se dispersent pas dans les ensembles équivalents. Le festival brémois connaissait sans le savoir sa dernière édition. Fa survit toujours, et mieux que ça. « Notre premier disque vient d'avoir le

prix de l'Académie Charles Cros (1). Nous ne jouons, à part de très rares commandes, que les musiciens auxquels nous croyons : Pesson, Tanguy, Murail évidemment, et Lenot dont je viens d'enregistrer les Douze études pour piano et dont je créais le Concerto l'an prochain à la radio. Nous nous engageons à les servir au mieux, nous les suivons, mais voulons pouvoir leur demander parfois de revoir tel ou tel détail de leur partition. Si cet échange n'existe pas, nous renonçons. »

« Pour être franche, je n'ai pas une passion pour la musique contemporaine en soi. Mais j'ai besoin en tant qu'interprète de parler à un être vivant, accessible, disponible. J'aime lui révéler à l'occasion qu'il est : un grand lyrique ou un grand sensible caché sous une carapace d'intellectuel. Oui, j'adore faire craquer les compositeurs. Composer elle-même ? Je serais incapable d'inventer un matériau. Et, quoi que je fasse, mon rapport au créateur se tairait de rivalité. Je tiens en revanche à garder ma double activité de pianiste et de direction d'orchestre, pour mon hygiène mentale et intellectuelle. L'angoisse que procure la pratique quotidienne d'un instrument en solitaire, je veux pouvoir m'en souvenir lorsque je me retrouve à la tête d'autres interprètes. Afin de mesurer jusqu'où je peux aller, en tant que chef. »

A. R.

(1) Tristan Murail : *Allégories, Vues aériennes, Territoires de l'oubli*, Ensemble Fa, Dominique My (piano et direction) : 1 CD Accord « Una Corda » 200842.

Le conflit des intermittents du spectacle

Une lettre de Mme Martine Aubry à M. Alain Crombecque

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a adressé le 16 juillet à M. Alain Crombecque, directeur du Festival d'Avignon, une lettre à propos du conflit des intermittents du spectacle.

« Les intermittents du spectacle, écrit-elle, doivent bénéficier de la solidarité interprofessionnelle » au sein du régime d'assurance-chômage, et « disposer de conditions d'indemnisation qui tiennent compte du caractère intermittent de leur activité et de la spécificité de leur métier dans le cadre de règles équitables et justes ». Elle promet que le gouvernement « sera attentif au respect scrupuleux de ces principes d'équité et de spécificité ». Elle ajoute que, « derrière les inquiétudes qui se manifestent aujourd'hui (...), il y a de vrais problèmes » (...), le statut social, les conditions de travail.

Pour le ministre du travail, il y a eu, dans cette affaire, « mauvaise information », voire désinformation dont le coupable serait la CGT, dont elle rappelle qu'elle n'a pas signé les fausses annexes 8 et 10 de la convention UNEDIC que le syndicat entend maintenant défen-

dre. M^{me} Aubry affirme que, « contrairement » aux rumeurs qui courent, les mesures en négociation « n'auraient pas pour effet d'exclure de toute indemnisation 50 % ou 80 % des intermittents ». « Aucune des propositions en discussion, écrit-elle, ne se fonde sur une déqualification pour ouvrir droit à indemnisation (507 heures) ni la durée totale de cette indemnisation. »

Corriger des défauts

Examinant le régime particulier d'indemnisation, M^{me} Aubry se dit sensible « aux risques de détournement ». Alors que, pour tous les autres salariés, « trois mois d'affiliation ouvrent droit à trois mois d'indemnisation », les annexes 8 et 10 offrent « une garantie importante aux intermittents du spectacle » qui ne pourraient pas, sinon, être pris en charge pendant leurs périodes de chômage. « Ce système, estime-t-elle, génère un certain nombre d'effets pervers. Chacun sait comment le système actuel vide progressivement certains établissements culturels de leurs emplois perma-

nents au profit d'emplois d'intermittents plus précaires. Chacun sait que les règles actuelles avantagent ceux qui ne déclarent pas correctement leur activité lorsqu'ils ont déjà atteint le seuil des 507 heures. Chacun sait qu'émargent aujourd'hui au régime des annexes 8 et 10 certains salariés qui ne sont ni des techniciens ni des artistes. Des officines payantes dont le seul but est de « tirer le maximum » des règles actuelles au détriment des ASSE-DIC se sont même créées. »

Pour M^{me} Aubry « la pérennité d'un système spécifique (...) suppose donc que soient corrigés certains défauts du système actuel ». « Trois modifications importantes » sont envisagées par les partenaires sociaux : l'adoption d'un seul et même coefficient de conversion des cachets en heures de travail pour le calcul de l'ouverture des droits ; la prise en compte du salaire journalier de référence, et non plus du seul salaire annuel pour établir le délai de franchise, alors que la disposition en vigueur « favorise ceux qui déclarent de gros gains sur de courtes périodes de travail » ; enfin, une dégressivité de

l'allocation à partir du quatre-vingt-douzième jour, ou plus tard si la durée de cotisation a été plus longue. « J'ai confiance, conclut le ministre, dans la capacité des partenaires sociaux à poursuivre (...), selon le calendrier qu'ils se sont eux-mêmes fixé, la recherche de solutions raisonnables. »

De son côté, le CNPF déclare qu'il est faux d'indiquer que [sa] proposition consiste à exclure de l'indemnisation du chômage les intermittents du spectacle : aucun d'entre eux ne se trouve exclu. Expliquant que son intention est de « corriger les anomalies », l'organisation patronale assure que, dans son projet, le nouveau système garantirait « le maintien des durées d'indemnisation », qui seraient même portées de 335 jours à 365 pour les salariés « justifiant régulièrement tous les ans de 507 heures (trois mois de travail) ». Le montant de l'allocation deviendrait dégressif, mais le CNPF rappelle que cette mesure est proposée « pour l'ensemble des demandeurs d'emploi ».

A. L.

surrealiste

« Les rêves sont des images qui se présentent à l'esprit pendant le sommeil. Ils sont souvent bizarres, étranges, et parfois très intéressants. Ils peuvent nous révéler des aspects cachés de notre personnalité, ou simplement nous divertir. Les surréalistes ont cherché à exploiter le potentiel créatif des rêves, et à les intégrer dans leur art. Ils ont utilisé des techniques comme le cadavre exquis, ou le jeu de l'association libre, pour créer des œuvres qui défient la logique et la raison. Les surréalistes ont également exploré le monde de l'inconscient, et ont cherché à révéler les secrets de notre âme. Ils ont utilisé des techniques comme l'écriture automatique, ou le dessin automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l'inconscient. Les surréalistes ont également exploré le monde de la magie, et ont cherché à révéler les secrets de l'univers. Ils ont utilisé des techniques comme le jeu de l'association libre, ou le jeu de l'écriture automatique, pour créer des œuvres qui sont le fruit de l

L'Été festival

*Loin des grandes messes festivières
une manifestation qui tient la dragée haute aux stars du genre*

medo, de Lope de Vega, sera donnée dans la Chapelle Penitents blancs la nuit du 14 au 15 juillet à 1 heure du matin, à la suite de la représentation normale de 22 heures. Le *Livre des furies*, de J.-M. G. Le Clézio, sera donné le dimanche 15 juillet à 18 heures en chapelle des Pénitents-blancs.

V. Mo.

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Courteline... Guitry : 20 h. Le Journal intime : 20 h 30. L'Amour est aveugle : 22 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Fille : la banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30.

ARTISTIC - ATHÉNAÏS (46-06-36). L'Eloge : 18 h et 21 h.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). La... : 20 h 30, dim. 17 h, 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Sans mentir : 18 h et 21 h, dim. 17 h 30.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-61). Thé à la menthe ou l'es citron : 20 h. La Grippe de Boacop : 22 h, dim. 17 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Service : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (43-21-22-22). L'Amour : 20 h 30, dim. 17 h 30.

COLLEGE NÉERLANDAIS (47-23-37-21). Marcheur : 18 h, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Esprit : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). L'Amour : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le Malade imaginaire : 20 h 30, dim. 14 h 30. Le Malade imaginaire : 20 h 30, dim. 14 h 30.

CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Livre d'heures : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

HEBERTOT (43-73-23-23). Le... : 21 h.

HOTEL DES MONNAIES (46-33-39-58). Christophe Colomb : 20 h 30, dim. 18 h.

HOTEL DE SULLY (44-81-21-50). Coup de chance : 18 h 15.

HUCHETTE (43-28-98-98). La Cantatrice : 19 h 30, 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Hortense : 21 h.

LE FORUM (45-44-57-34). Le... : 20 h.

LE PASTORAL (45-44-57-34). Le... : 20 h.

MARIE STUART (46-08-10-02). In... : 19 h 30.

MATHURIN (42-85-90-00). Les Palmes : 20 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Marchand : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

MICHEL (42-85-35-02). 21 h.

MICHOUDIER (47-42-95-22). La Puce : 18 h 30, 19 h, 20 h 30.

POCHE MONT-PARNASSE (46-48-92-97). Salle I : 18 h 30.

PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE (45-71-14-28). 28 degrés : 18 h 30.

REINOLD SAINT-MARTIN (42-08-21-83). 21 h.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (46-08-10-07). 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (46-08-67-88). Une petite douce : 21 h.

THÉÂTRE MAURICE MICHEL (42-23-15-85). Gérard David : 20 h 30.

THÉÂTRE DE NISLE (46-34-61-04). Le Bel indifférent : 19 h.

THÉÂTRE DU TAMPON (46-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 18 h.

TOURTOUR (48-82-48). L'Homme du pont : 20 h. Feu la mère de... : 20 h 30. L'Amour est aveugle : 22 h.

RÉGION PARISIENNE

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE)

CINÉMA

LE CINÉMATHEQUE

SAMEDI

DIMANCHE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

SAMEDI

DIMANCHE

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.)

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.)

THÉÂTRE DE DIX-HEURES

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI

THÉÂTRE MAURICE MICHEL

THÉÂTRE DE NISLE

THÉÂTRE DU TAMPON

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 JUILLET

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.)

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.)

THÉÂTRE DE DIX-HEURES

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI

THÉÂTRE MAURICE MICHEL

THÉÂTRE DE NISLE

THÉÂTRE DU TAMPON

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 JUILLET

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.)

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.)

THÉÂTRE DE DIX-HEURES

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI

THÉÂTRE MAURICE MICHEL

THÉÂTRE DE NISLE

THÉÂTRE DU TAMPON

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 JUILLET

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.)

BAR DES

BARTON PINK (A., v.o.)

BASIC INSTINCT (A., v.o.)

BEETHOVEN (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

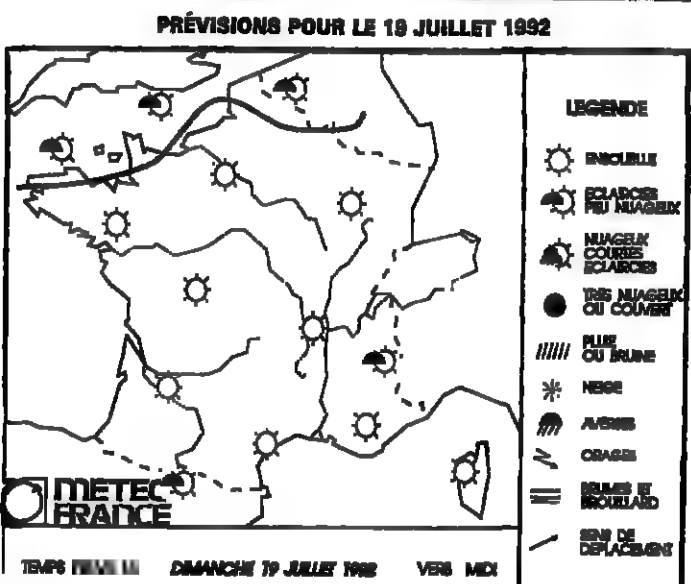
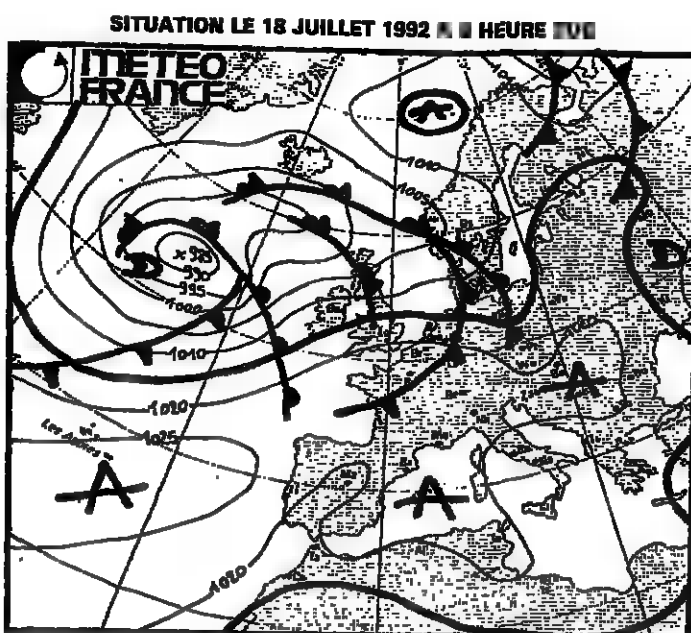
BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

BETWEEN THE FINGERS (A., v.o.)

150

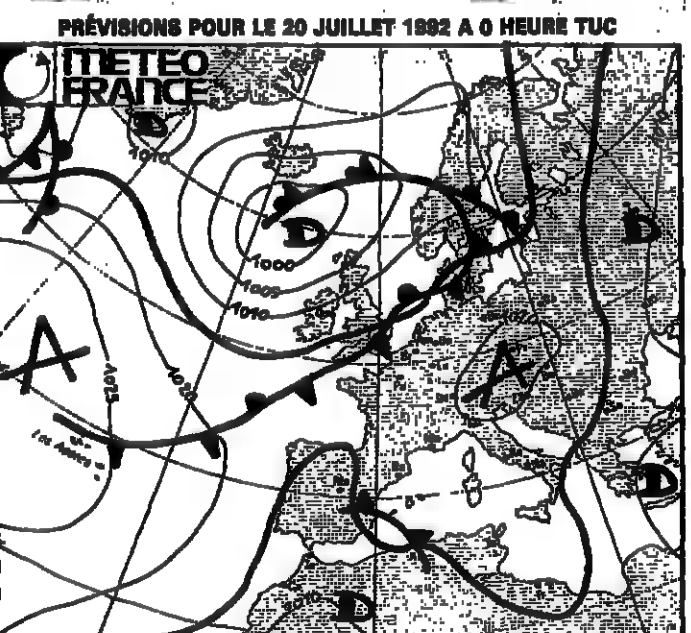
MÉTÉOROLOGIE



Soleil et chaleur caniculaire. - Malgré quelques nuages près de la Méditerranée, le soleil sera dominé par le soleil. Quelques cumulus se développeront sur le littoral et les Alpes. Les températures seront douces au lever du jour, entre 18 degrés et 18 degrés en général, localement 20 degrés près de la Méditerranée.

Elles grimpent rapidement en matinée pour atteindre l'apogée des valeurs : 35 degrés à 35 degrés du nord au sud.

On pourra cependant trouver une fraîcheur relative près de la Méditerranée avec 23 degrés à 23 degrés. Le vent sera faible et soufflera à 20 km/h près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 17-7-1992 à 18 heures TUC et le 18-7-1992 à 12 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
ALGER 28 18 D	23 15 D	21 13 C
BARCELONE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
BORDEAUX 28 18 D	23 16 C	21 13 D
BREST 28 18 D	23 16 C	21 13 D
CAEN 28 18 D	23 16 C	21 13 D
CHERBOURG 28 18 D	23 16 C	21 13 D
CLEMONT-FERRAND 28 18 D	23 16 C	21 13 D
DIJON 28 18 D	23 16 C	21 13 D
GENÈVE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
LILLE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
LIMOGES 28 18 D	23 16 C	21 13 D
LYON 28 18 D	23 16 C	21 13 D
MARSEILLE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
NANTES 28 18 D	23 16 C	21 13 D
NICE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PARIS-MONTY 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PAU 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PERPIGNAN 28 18 D	23 16 C	21 13 D
RENNES 28 18 D	23 16 C	21 13 D
STRASBOURG 28 18 D	23 16 C	21 13 D
TOULOUSE 28 18 D	23 16 C	21 13 D
LYON 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PARIS-MONTY 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PAU 28 18 D	23 16 C	21 13 D
PERPIGNAN 28 18 D	23 16 C	21 13 D
RENNES 28 18 D	23 16 C	21 13 D
STRASBOURG 28 18 D	23 16 C	21 13 D
TOULOUSE 28 18 D	23 16 C	21 13 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique de la météorologie nationale.)

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75001 PARIS - Tél. 01-40-91-11

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans le Monda radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 18 juillet

- TF 1**
- 22.25 Variétés : Sardou en concert.
 - 22.25 Feuilleton : Le Secret du Sahara.
 - 22.25 Magazine : Formule sport.
 - 1.10 Journal et Météo.
- A 2**
- 10.50 Météo : Tartot.
 - 12.15 Magazine : Le Bar de la plage.
 - 12.15 Journal et Météo.
 - 0.00 Magazine : Les Ailes au soleil.
 - 0.01 Météo : Un privé sous les tropiques.
- FR 3**
- 20.45 Météo : Le Petit Docteur.
 - 21.45 Journal et Météo.
 - 21.45 Magazine : Allélu.
 - 21.45 Météo : Les Incorruptibles.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Téléfilm : Pour l'amour de Jésus.
 - 21.10 Sport : Pétaques.
- M 6**
- 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Fritz The Cat.
 - 0.20 Cinéma : Toto le héros.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Au bon beurre.
 - 22.10 Téléfilm : Les Disparus de la dictature.
 - 22.10 Musique : Flashback.
 - 1.00 Six minutes d'informations.
 - 1.10 Musique : Dance Machine.
- ARTE**
- 19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 20.00 Musique : Hongkong Song.
 - 20.25 Microcosme.
 - 20.30 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : Chronique de la Gruyère.
 - 22.10 Cinéma d'animation : Le Champ.
 - 22.20 Cinéma d'animation : La Papillon.
 - 22.30 Documentaire : Les Déeses noires.
 - 23.20 J'ai Masters.

Dimanche 19 juillet

- TF 1**
- 13.20 Série : Rick Hunter.
 - 14.15 Feuilleton : Tom Bell.
 - 15.10 Série : Le Triple Gagnant.
 - 15.40 Disney Parade.
 - 16.00 Magazine : Ushuaia.
 - 16.00 La Colombe britannique.
 - 19.05 Série : Tonnerre de feu.
 - 20.00 Journal, Météo, Météo et Tapis vert.
 - 20.40 Cinéma : Le Joli Cœur.
 - 22.20 Cinéma : Les Gueulets du Louvre.
 - 22.20 Cinéma : Les Gueulets du Louvre.
 - 0.00 Cinéma : Le Joli Cœur.
 - 1.00 Documentaire : Paroles de survivants.
 - 2.05 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.35 Aux marches du palais.
 - 14.25 Sport : Cyclisme. Tour de France, 14^e étape (11 km).
 - 17.35 Magazine : Stade 2.
 - 18.20 Magazine : Stade 2.
 - 18.20 Sport : Le Journal du Tour.
 - 18.20 Journal et Météo.
 - 20.45 Série : Taggart.
 - 22.40 Magazine : Étoiles.
 - 23.45 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.00 Magazine : Sports 3 dimanche.
 - 15.15 Téléfilm : Le Dernier Combat.
 - 16.45 Cinéma : Les Gueulets du Louvre.
 - 18.45 Cinéma : Les Gueulets du Louvre.
 - 17.00 Les Vacances.
 - 19.00 Cinéma : Le Bossu.
 - 20.05 Diversité : Benny Hill.
 - 20.45 Spectacle : Opéra Festival international du cirque de Monte-Carlo.
 - 22.00 Magazine : Le Divan.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.45 Cinéma : Le Bossu.
 - 0.25 Magazine : Estivages.
 - 1.10 Musique : Mélo-manut.
- CANAL PLUS**
- 14.30 Documentaire : Histoire masquée de la nuit.
 - 15.05 Téléfilm : Souviens-toi de l'été.
 - 16.30 Cascadors.
 - 16.30 Cascadors.
 - 17.10 Sport : Pétaques.
 - 18.00 Cinéma : Dany.
 - 18.00 Cinéma : Dany.
 - 18.35 Flash d'informations.
 - 19.40 Les Superstars du catch.
 - 20.30 Le Journal des J.O.
 - 20.35 Cinéma : Les Gueulets du Louvre.
 - 22.20 Flash d'informations.
 - 22.30 Sport : Corrida.
 - 23.50 Sport : Golf.
 - 1.20 Cinéma : Tremors.
 - 13.50 Série : Le Joker.
 - 14.40 Variétés : Multitop.
 - 18.10 Météo : L'Heure du crime.
 - 17.05 Série : Le Joker.
 - 18.00 Cinéma : Espion modèle.
 - 19.00 Cinéma : Les Routes du paradis.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Madame est servie.
 - 20.35 Magazine : Sport 6.
 - 20.38 Météo des plages.
 - 20.40 Téléfilm : Au bon beurre.
 - 22.25 Magazine : Culture pub.
 - 23.00 Cinéma : Fantaisies amoureuses.
 - 0.40 Magazine : Météo express.
 - 1.10 Six minutes d'informations.
- ARTE**
- 19.00 8 1/2 Journal.
 - 19.10 Soirée thématique.
 - 19.11 Introduction.
 - 19.15 Les Grands Moments sportifs.
 - 19.30 Documentaire : Le Réve olympique.
 - 19.55 Documentaire : Le Réve olympique.
 - 20.20 Marie-José Péron en préparation pour les jeux de Barcelone.
 - 20.35 Cinéma : Continental Circus.
 - 22.20 Le Sport.
 - 22.35 Court métrage : Vite la Tour.
 - 22.55 Documentaire : Destins qui basculent.
 - 23.50 Reportage : Un supplément de vie.

CARNET DU Monde

- Décès**
- M. et M^{me} Benjamin Urbah, petits-enfants.
 - M^{me} Adrien Bornstein, leurs enfants.
 - M^{me} Marius Lubetzi, et son fils.
 - M^{me} Louba Schirman-Lubetzi, M^{me} Michel Bornstein, et son fils.
 - Les familles Lubetzi, Orbeck, Kaplan, Vuilleumoz et Struman, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri BORNSTEIN, née Rachel Lubetzi, le 16 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-douzième année.
 - Ses obsèques auront lieu le lundi 20 juillet, à 10 h 30, au cimetière de Bagneux.
 - Cet avis tient lieu de faire-part.
 - M^{me} Louis COLOMBIER, M. et M^{me} Henri Colombier, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Louis COLOMBIER, docteur en sciences physiques, ancien directeur des services de recherche de la Compagnie des Ateliers et de la Loire (Creusot-Loire), président d'honneur du Cercle d'études de métaux, survenu le 12 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-seizième année.
 - Suivant la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
 - Les Palatines, 19, square Amoureux, 42100 Saint-Etienne.
 - M. et M^{me} Roger Blumet, M. et M^{me} Philippe Lévi, M. et M^{me} Toriel Ericson, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère, M^{me} Dora GALULA, née Coen, survenue le 10 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-seizième année.
 - Le président de l'AFAC du Val-de-Marne, Le conseil d'administration, Le directeur général, Le service de travail, témoignent de leur estime et attachement à M^{me} Dora GALULA.
 - Bravo d'INGUIMBERT, ingénieur TPE, directeur de l'aménagement, décédé accidentellement, le 8 juillet 1992, et assurément son épouse, ses enfants, ses parents et amis, de leur profonde sympathie.
 - 81, rue du Pont-de-Créteil, 94107 Saint-Maur-des-Fossés.
 - M. René LADRETT de LACHARRIÈRE, professeur à la faculté de droit de l'université Paris-V (René-Descartes), Le service de l'Université aura lieu le 21 juillet, à 8 h 45, au funérarium de Pères-Lachaise.
 - Cet avis tient lieu de faire-part.
 - 8, rue de Rémusat, 75015 Paris.
- Remerciements**
- M^{me} Van Der, sa belle-mère, Jean-Marie Van Der, son époux, Eric, Bruno et ses enfants, Hugues de Barbaud, son frère.
 - Ainsi que sa belle-sœur, ses belles-filles, son gendre et ses petits-enfants, témoignent de leur affection que vous leur avez témoignée.
 - Sabine VAN DEINSE, née de Barbaud Duplessis, Elle repose au cimetière de Thélou-sur-Mer, le 20 juillet.
 - Didier Daurat, pionnier de la Poste. - La revue *Leur* du Syndicat national des pilotes de ligne consacre son dernier numéro à la vie et à l'œuvre de Didier Daurat, qui a créé l'Aéropostale et le ligne d'Amérique du Sud. Ce meneur d'hommes et organisateur a été le centre de l'une des grandes aventures mondiales. Il a été le « père » de quelques héros, auxquels il a permis d'atteindre le meilleur d'eux-mêmes : Saint-Exupéry, Mermoz, Guillaumet et ses compagnons. Ses photos d'archives nous racontent avec bonheur et des gaudes Philippe Mitschke.
- CARNET DU MONDE**
- Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-96
- Tarif : la ligne H.T.
- Toutes rubriques : 95 F
- Abonnés et actionnaires : 85 F
- Commandes : 100 F
- Thèses étudiants : 65 F
- Les lignes en capitales sont facturées sur la base de 100 F. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ÉCONOMIE

Le compromis de l'urgence

Suite de la première page
Celle situation nouvelle n'est pas sans rapport avec le contenu final du protocole envisagé pour sauver le régime d'assurance-chômage d'un déficit cumulé de 20 milliards prévu d'ici à 1992. Après les tentatives de décembre 1991, qui se sont révélées insuffisantes, il fallait trouver encore 15 milliards, en recettes et économies, et donc prendre des décisions énergiques. Et ce d'autant que le temps pressait : en septembre, et à coup sûr en octobre, l'UNEDIC risquait de se trouver en cessation de paiement, et donc dans l'incapacité de rémunérer les chômeurs...

Sur le papier, comme dans la réalité, les mesures retenues sont drastiques, et les experts de l'UNEDIC en attendent 18,3 milliards en 1993. Inégalement certes, tout le monde devra consentir un effort, les employeurs et les salariés, mais aussi les chômeurs. A titre temporaire et dégressif, la cotisation pour l'assurance-chômage sera augmentée de 0,8 % jusqu'à la fin de l'année, et progressivement ramenée à 0,4 % au premier semestre, puis à 0,2 % au second semestre de 1993. Cet afflux soudain permettra au régime de tout juste franchir un cap difficile.

Une allocation unique dégressive

Pour la suite, les négociateurs espèrent que les mesures arrêtées commenceront par produire leurs effets sur les finances. A commencer par l'allocation unique dégressive qui se substituera dans le temps aux anciennes indemnités et dont il a été estimé qu'elle fournirait un peu plus de 2 milliards la

première année et pas loin de 9 milliards la troisième. D'autres dispositions, tel le différé d'indemnisation, porté de trois à sept jours, puis peu à peu ramené à 5 jours, devaient rapporter quelques centaines de millions, à côté d'autres restrictions tout aussi sévères pour les chômeurs.

Comme dans tout compromis, et vu l'urgence, était-il possible de faire autrement? Les futurs signataires prétendaient que non, qui se satisfait au passage d'améliorations et se plaignait de souligner leur volonté de remise en ordre d'un dispositif malmené par la croissance du chômage. FO et bien entendu la CGT sont d'un avis exactement contraire. Elles vilipendent un schéma dont les chômeurs seraient les premières victimes, avant les salariés, et qui épargnerait par trop les « patrons ». M. Alphonse Bernard proposait une augmentation de cotisation de 1 %, qui ramènerait rapidement 17 milliards, et assure que « c'est tout le régime d'assurance-chômage qui est remis en cause, et à terme sa pérennité ».

A vrai dire, et pour courtoisie qu'il soit, le plan retenu, très pragmatique, ne correspond que fort peu aux intentions d'origine quand le patronat, mais aussi la CFDT, imaginait utiliser la crise pour entreprendre une vaste réforme s'attaquant aux problèmes de fond. Hormis quelques principes affichés dans la nouvelle loi, la restructuration ne sera que de caractère économique, ses conséquences sur le fonctionnement du régime ne se produisant à terme que par défaut. Par exemple, on affirme que les chômeurs ne seront pas lésés par l'instauration de l'allocation unique



dégressive, en gains global, pour un chômeur moyen qui irait jusqu'au bout de ses droits à indemnisation. Mais, pour obtenir les économies souhaitées, on table sur sa sortie plus rapide du système. Et ce alors que l'emploi se raréfie.

De même, on affirme que les cadres ne seront pas avantagés par la nouvelle règle parce que, présentement, ils obtiennent déjà plus facilement des prolongations d'indemnité en raison de leur plus grande capacité à présenter de bons dossiers aux commissions paritaires, qui seront par ailleurs supprimées au nom de l'égalité de traitement.

Mais il y a aussi des renoncements qui éloignent de la moralisation. Sous prétexte que la contribu-

tion pour frais de 1 500 francs par licenciement réclamée aux employeurs ne « rentrait pas » beaucoup et qu'elle indisposait des chefs d'entreprise, elle a été supprimée. Ainsi, on revient sur une règle, admise par le patronat en décembre, selon laquelle ceux qui multipliaient les plans de réduction d'effectifs devaient prendre financièrement leurs responsabilités, afin d'épargner les employeurs au comportement le plus civique. Résultat : on a fait une croix sur 1,1 milliard de francs qu'il a fallu trouver ailleurs...

ALAIN LEBEAUBE

Un programme de « valorisation » des déchets

La Commission européenne adopte un projet de directive sur le recyclage des emballages

La Commission européenne a adopté, mercredi 15 juillet, une proposition de directive sur le recyclage des déchets d'emballage (« le Monde de l'économie » du 19 mai). Le texte qui doit encore être soumis au gouvernement des Douze, prévoit, dans dix ans, la « valorisation » (recyclage, compostage, régénération, récupération de l'énergie...) de 90 % des emballages produits dans la Communauté, 60 % des matériaux entrant dans la composition de ces déchets devant, obligatoirement, être recyclés.

« Objectif très ambitieux »

Par ce texte, la Commission espère réduire l'impact sur l'environnement des quelque 50 millions de tonnes de déchets d'emballage produits chaque année dans la Communauté. Mais elle espère aussi faciliter la libre circulation des marchandises. Le Danemark, qui interdit les boîtes

métalliques pour les boissons, devra lever cette interdiction si les Etats membres s'engagent à respecter le calendrier proposé.

« C'est un objectif très ambitieux », a déclaré le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Karel Van Miert, mais il est tenable. Pour y parvenir, les Etats membres devront mettre en place des systèmes d'information des consommateurs et des collecteurs de déchets : la Commission suggère que tout emballage soit muni d'une marque harmonisée indiquant son caractère réutilisable ou valorisable.

Les Pays-Bas qui recyclent 55 % des papiers et cartons usagés, 70 % du verre et 46 % de l'acier, apparaissent comme le pays le plus proche des objectifs de la proposition de directive, devant l'Allemagne (50 %, 63 % et 34 %). La France recycle 36 % du papier et du carton, 41 % du verre et 23 % des emballages en acier. — (AFP, Reuters.)

Les principales dispositions

« Allocation unique dégressive » et « contribution d'équilibre »

La dégressivité est le terme qui revient le plus souvent dans le protocole de l'UNEDIC. A la place des nombreuses formules d'indemnisation, il est institué une « allocation unique dégressive », qui constitue la principale innovation. Par rapport à l'ancien système, les durées de versement sont maintenues et même améliorées pour les

tion qui vise à freiner les licenciements des plus de cinquante ans vers, elle, progressive. Elle est conçue dans l'esprit de l'amendement Delalande, appliqué jusqu'ici aux seuls salariés de plus de cinquante-cinq ans, et dont le taux avait été récemment doublé par M^{me} Martine Aubry (six mois de salaire versés à l'UNEDIC). L'en-

Durée d'affiliation	Durée d'indemnisation	
	Taux Normal	Taux dégressif (par période de 4 mois)
4 mois au cours des 8 derniers mois	4 mois	- 25 %
6 mois au cours des 12 derniers mois	4 mois	- 15 %
8 mois au cours des 12 derniers mois	5 mois	- 17 %
- Moins de 50 ans	8 mois	- 15 %
- 50 ans et plus	8 mois	- 15 %
14 mois au cours des 24 derniers mois	9 mois	- 17 %
- Moins de 25 ans	12 mois	- 17 %
- 25-49 ans	17 mois	- 15 %
- 50 ans et plus	17 mois	- 15 %
27 mois au cours des 36 derniers mois	20 mois	- 15 %
- 50-54 ans	27 mois	- 8 %
- 55 ans et plus	27 mois	- 8 %

A titre d'exemple, ce tableau se lit de la façon suivante : pour une durée de 14 mois d'affiliation (cotisation) un chômeur âgé de 25 à 49 ans sera indemnisé au taux normal pendant 12 mois, au niveau de l'ancienne allocation de base (soit au minimum 87,4 % de l'ancien salaire). Ensuite, pendant 18 mois, le montant versé sera dégressif et diminuera de 17 % tous les quatre mois.

temps de cotisation les plus courts. De même, l'évolution du montant versé évolue entre le taux plein, qui correspond à l'allocation de base (soit 57,4 % du salaire), et l'ancienne allocation de fin de droits, soit 2 439 francs par mois pour le cas général (le taux est majoré pour les plus de cinquante-deux ans). Après une période fixe, l'allocation diminue par paliers tous les quatre mois. Dégressif, aussi, le différé d'indemnisation pour tout nouveau chômeur, qui est porté de trois à sept jours, mais ramené à six jours le 1^{er} janvier 1993 puis à cinq jours du 1^{er} juillet au 31 décembre 1993.

La cotisation temporaire qui est instaurée, appelée « contribution d'équilibre », est également dégressive parce qu'elle doit répondre aux besoins de trésorerie, dans l'attente de la montée en puissance des mesures d'économies. L'augmentation sera de 0,8 %, à partir du 1^{er} août et jusqu'à la fin 1992, à la charge des employeurs et des salariés, par moitié. Elle sera ensuite ramenée à 0,50 % pendant le premier semestre de 1993 et enfin à 0,40 % pendant le second semestre. En revanche, la contribu-

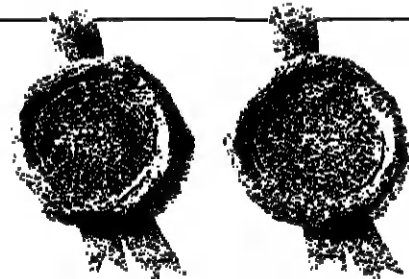
tion qui vise à freiner les licenciements des plus de cinquante ans vers, elle, progressive. Elle est conçue dans l'esprit de l'amendement Delalande, appliqué jusqu'ici aux seuls salariés de plus de cinquante-cinq ans, et dont le taux avait été récemment doublé par M^{me} Martine Aubry (six mois de salaire versés à l'UNEDIC). L'en-

A la demande de FO, une majoration pour retard de 10 % sera appliquée en cas de non-paiement des cotisations d'assurance-chômage. Et il faudra une loi pour que l'UNEDIC dispose, comme le réclament les partenaires sociaux, des mêmes moyens et droits de recouvrement que l'URSSAF pour la Sécurité sociale. Enfin, le protocole, qui prend effet au 1^{er} août, courra jusqu'au 31 décembre 1993. Formellement, il constituera d'abord un avenant, puis, à partir du 1^{er} janvier 1993, date d'extinction de la présente convention, il sera intégré à la nouvelle convention, signée alors pour un an.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

QUANTOR.

POUR VOTRE P.E.A., UNE GAMME DE PLACEMENTS QUI VOUS PERMET DE DOSER PERFORMANCE ET PROTECTION DU CAPITAL. DE TOUTE FAÇON, NOUS NOUS ENGAGEONS SUR LES DEUX.



Demain, avec le lancement du Plan d'Epargne en Actions (P.E.A.), vous pourrez investir en actions françaises dans un cadre fiscal très avantageux.

Dès aujourd'hui, la Société Générale lance Quantor, pour vous permettre de construire un P.E.A. répondant à vos objectifs de performance et de sécurité.

Avec la gamme Quantor, votre P.E.A. comptera davantage :

• D'avantage parce qu'avec les placements Quantor, la Société Générale s'engage doublement : sur une performance indexée sur la hausse de la Bourse (mesurée par l'indice CAC 40) et sur la protection de votre capital en cas de baisse.

• D'avantage aussi puisque c'est vous qui dosez le dynamisme de votre P.E.A. en choisissant ou en panachant, selon vos objectifs, Quantor Sécurité, Quantor Equilibre et Quantor Performance.

Vous bénéficiez des avantages liés à ces fonds sur votre capital d'origine, hors droits d'entrée, dès la fin de la 5^e année, puis à tout moment et à votre convenance jusqu'à la fin de la 8^e année.

Votre P.E.A. peut aussi accueillir des investissements directs en actions françaises, en Sicav et FCP actions... Renseignez-vous auprès de l'un de nos conseillers.

Pour être sûr de profiter des conditions actuelles de la gamme Quantor, réservez dès maintenant votre P.E.A. dans l'une de nos agences.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 JUILLET 1992

Un sondage imaginaire
sur MaastrichtCurieuse rumeur
à la Bourse

Vendredi 17 juillet, en début d'après-midi, une rumeur commença à courir sur les marchés financiers de Paris : selon laquelle le *Figaro* du lendemain publierait un sondage montrant une forte progression du « non » au référendum de septembre prochain sur la ratification du traité de Maastricht, avec même, selon certains, la possibilité d'un vote négatif. Aussitôt, sur des marchés déjà déprimés par le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, la baisse s'accéléra, tant à la Bourse des valeurs que sur le MATIF (taux d'intérêt), tandis que le franc s'affaiblissait vis-à-vis du mark. Le standard du *Figaro* fut pris d'assaut. Des dizaines d'opérateurs financiers et de journalistes voulurent vérifier. « Je passe maintenant après-midi à démentir », déclara Jean-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction. Le *Figaro* n'avait commandé aucun sondage. Six instituts spécialisés dans cette discipline, BVA, SOFRES, Louis-Harris, IPSOS, IFOP et CSA, ont précisé, de leur côté, qu'ils n'avaient aucun sondage sur Maastricht à diffuser dans l'immédiat. Fausse rumeur, donc, qui aurait pu profiter à des spéculateurs jouant à la baisse pour racheter plus bas. Mais, après qu'un démenti eut circulé, les cours ne se redressèrent pas.

Forte baisse
des cours de Philips

Un mois, jour pour jour, après avoir traversé de fortes turbulences, le cours de l'action Philips a de nouveau fortement baissé, vendredi 17 juillet, sur la plupart des places européennes. Le 17 juin, le titre s'était effondré de 18 % à la Bourse d'Amsterdam (le *Monde* du 17 juin). Vendredi, il a reculé de 11 % à Amsterdam, 15 % à Bruxelles et 11,6 % à Paris. De mauvaises prévisions financières expliquent le précédent séisme. C'est, cette fois, l'annonce par le quotidien néerlandais *Het Financieel Dagblad* du départ de leurs fonctions de deux hauts responsables de la multinationale néerlandaise qui a mis le feu aux poudres.

Numéro deux de la division électronique grand public chargé notamment de la télévision haute définition (TVHD), M. Pieter Goenboom a, en effet, été nommé « conseiller » du groupe. Président de Philips Interactive Media System - qui développe le nouveau produit-phare du groupe, le « compact disc interactif » (CDI), - M. Gaston Bastiaens a rejoint, de son côté, Apple Computer. Le groupe a précisé que ces changements n'avaient rien à voir avec la stratégie de Philips pour l'introduction de la TVHD et du CDI.

Ces crises financières à répétition témoignent de l'incertitude grandissante des milieux financiers sur l'avenir de la branche grand public de Philips - qui représente 45 % du chiffre d'affaires du groupe et qui a déjà enregistré 300 millions de francs de pertes au premier trimestre. La Bourse redoute tout particulièrement l'échec de la stratégie de Philips - et de son allié français Thomson - dans la télévision par la revue professionnelle britannique *Advanced Television Markets (ATM)* d'un entretien avec M. Jacques Caumont, un ancien responsable de la branche composants du groupe Thomson écarté par le PDG, M. Alain Gomez, entretenant maintenant en cause la stratégie de ces deux groupes européens dans le développement de la nouvelle norme de télévision D2 Mac, a encore ajouté à la confusion.

P.-A. G.

PARIS

L'étai européen

INDICE CAC 40

-3,10%

La Bourse vit mal ou plutôt subit les aléas européens depuis la mi-mai sans pouvoir reprendre le dessus. Et, cette semaine, la hausse des taux allemands a un peu plus enflé le marché. Devenu méfiant à l'annonce d'un référendum sur l'Union européenne en France en septembre, puis craintifs à l'issue du « non » Danco à Maastricht, les investisseurs sont désormais sur la défensive. Plus question pour l'instant de prendre d'initiative après la décision de la Bundesbank, jeudi 16 juillet, de durcir sa politique monétaire. Les investisseurs institutionnels et les particuliers déjà peu actifs depuis quinze jours ont préféré rester en retrait, laissant toute la place aux arbitragistes, ces intervenants qui achètent et vendent simultanément sur deux marchés différents pour profiter des écarts de cours. Et, dans ce contexte, cette nouvelle baisse hebdomadaire (-3,10 %) lamine un peu plus les gains de l'indice CAC 40 depuis le début de l'année. La progression, qui était de 15 % au plus haut en mai, est quasiment effacée. Elle vient d'être ramenée à 2,05 %. Le retour à la case départ approche.

Peu avant le long week-end du 14 juillet, les Cassandre annonçaient une politique de resserrement du crédit outre-Rhin. Décision qui devait être prise par la Banque centrale lors de sa réunion du 16 juillet pour lutter contre toute reprise de l'inflation. Ces rumeurs revenaient avec suffisamment d'insistance pour décourager les plus optimistes. Et la retour devant les écrans informatiques, mercredi 15, ne se fit pas dans l'allégresse. Le moral était pareil à celui d'un lendemain de fête où, dégrisé, il faut renouer avec la réalité, aussi morose soit-elle.

S'est ensuivi alors un accablant de faiblesse des valeurs (-0,33 %) qui devait se poursuivre le lendemain. La séance de jeudi fut celle de l'indécision. Après un recul à l'ouverture (-0,43 %), une

timide hausse ramenait à +0,8 % les gains de l'indice CAC 40 à 14 h 15, heure à laquelle déboutait la conférence de presse de la Bundesbank. Il était alors encore permis de rêver et d'espérer un geste « européen » des Allemands de ne pas toucher à leurs taux d'intérêt pour ne pas pénaliser les autres pays. L'annonce du relèvement de trois quarts de point du taux d'intervention à 8,75 % eut pour conséquence immédiate de tirer un trait sur les gains de la séance en moins de deux minutes. L'indice CAC 40 devenait alors très légèrement négatif (-0,08 %) avant d'afficher un quart d'heure plus tard un gain de 0,75 %. Les intervenants considéraient alors cette mesure comme avant tout technique et ne devant pas trop affecter les partenaires de la Communauté. En effet, dans la fourchette des taux, seul a été relevé celui de l'escompte, qui est la limite inférieure du taux de l'argent sur le marché monétaire. Le Lombard, qui en est la borne supérieure, a été maintenu à 9,75 %. Le sursaut sur le marché boursier sera néanmoins de courte durée puisque la journée s'achevait sur une note quasi stable (-0,11 %).

Oilier, Métrologie
et la BAC

Vendredi, l'impact psychologique négatif que suit toujours une hausse des taux d'intérêt l'emportait alors, les investisseurs voyant s'éloigner à grands pas tout espoir de détente monétaire. D'entrée de jeu, l'indice CAC 40 « enfonce » son niveau des 1 850 points, un seuil de régression technique qu'il approchait depuis plusieurs semaines. Il poursuivait son dérapage pour aller tester son nouveau plancher qui, pour les analystes, se situe à 1 800 points. L'indicateur de la place terminait sur une baisse de 2,67 %, à 1 801,78.

Du côté des valeurs, peu de mouvements importants ont été recensés. Les cotations de Métrologie International ont été suspendues mercredi et jeudi. Ce distributeur de matériel infor-

matique sauvé in extremis de la faillite par ses banquiers actionnaires, après 809 millions de pertes en 1991, poursuit sa réorganisation. Il vient ainsi de céder sa filiale SMO Bureauquip au japonais Ricoh pour 202,5 millions de francs. Vendredi, à la reprise des échanges, l'action enregistrait la meilleure performance du règlement mensuel en s'appréciant de 4,7 %.

Parmi la quinzaine de plus fortes hausses, figurait le titre Oilpar (+2 %), qui tentait de se ressaisir après une chute de 6,3 % jeudi. Ce jour-là, 9 % du holding immobilier du groupe Polierm changeait de mains. Le célèbre promoteur a réduit sa position dans son groupe en la ramenant à 46 %. A première vue, il en perd la majorité, mais il convient cependant d'y ajouter les 4,6 % d'autocontrôle. L'opération de cession à une douzaine d'institutionnels s'est faite à 102 francs l'action pour 767 000 titres, soit une transaction globale de 78,2 millions de francs. Ce désengagement n'est pas étonnant à la crise immobilière actuelle, tout comme sans doute la suspension de cotation de la BAC. Cet établissement spécialisé dans les activités de marché et de gestion et l'ingénierie immobilière a perdu 417 millions de francs l'an dernier.

En novembre, la BAC était reprise en main par ses actionnaires qui sont la BNP, via la BAIL, Groupama et la MAAF, mais les nouveaux dirigeants à l'époque se montraient extrêmement discrets sur leur stratégie future. Un conseil d'administration de cette banque devait se tenir jeudi 23 juillet, à l'issue duquel une assemblée générale devrait être convoquée afin d'évaluer des « décisions importantes ». Sur le marché, des bruits évoquaient plusieurs possibilités allant d'un renforcement de cet établissement jusqu'à une éventuelle cessation d'activité. Une pierre de plus dans ce chemin boursier où les embûches s'accumulent depuis plusieurs semaines.

DOMINIQUE GALLOIS

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 juillet 1992
Nombre de contrats : 208 794 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier.....	106,86	107,14	107,54	
+ haut.....	106,88	107,14	107,54	
+ bas.....	106,08	106,44	106,82	
Dernier.....	106,08	106,46	106,84	
Compensation.....	106,08	106,40	106,78	107,02

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	10-7-92	13-7-92	14-7-92	15-7-92	16-7-92
RM.....	1 243 355			1 481 741	1 875 478
Comptant R. et obl.	16 238 258			13 176 127	10 482 761
Actions.....	176 849			549 678	99 041
Total.....	17 658 462			15 207 546	12 457 280

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	10-7-92	13-7-92	14-7-92	15-7-92	16-7-92
Françaises.....	107,2			106,7	106,3
Etrangères.....	96,4			95,6	96,4

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	10-7-92	13-7-92	14-7-92	15-7-92	16-7-92
Indice gén.....			306,2	302,2	300,9
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40.....			1 853,36	1 851,21	1 801,78

o L'action Equitable sera offerte à 9 dollars. - La compagnie d'assurances américaine Equitable Life introduit en Bourse 43,5 millions d'actions ordinaires au cours unitaire de 9 dollars, a annoncé mercredi 15 juillet la firme dans un communiqué. La mise sur le marché de ces titres - 35 millions seront offerts aux Etats-Unis et 8,5 millions à l'étranger - devrait être close le 22 juillet prochain. Après la clôture de cette introduction, The Equitable Life Assurance Society sera démantelée pour être convertie en une société par actions et devenir une filiale à 100 % d'Equitable Companies Incorporated, détenue à 49 % par le groupe français d'assurances AXA.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

NEW-YORK

Une semaine pour rien

INDICE DOW JONES

+0,03%

Wall Street, d'abord orienté à la hausse cette semaine, a perdu ensuite tous ses gains durant la séance de vendredi pour terminer pratiquement inchangé. An terme des transactions de la dernière séance, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 331,64 en hausse de 1,08 point (0,03 %) par rapport à la semaine précédente.

La Bourse new-yorkaise a été soutenue par une chasse aux bonnes affaires et, en fin de semaine, par l'annonce du militaire texan Ross Perot selon laquelle il renoncera à se porter candidat aux élections présidentielles américaines. Ce retrait a été interprété par les investisseurs comme une aide à la réélection de George Bush en novembre. Les places financières favorisent traditionnellement une administration républicaine.

La décision de la Bundesbank d'augmenter son taux d'escompte jeudi a toutefois pesé sur Wall Street. La baisse des Bourses européennes et japonaises en réaction à la décision allemande a également contribué à décourager les détenteurs de capitaux à New-York.

Les principaux protagonistes de la semaine à Wall Street ont été les titres pétroliers, bancaires et aérospatiaux.

Les valeurs des compagnies pétrolières avaient progressé dans le courant de la semaine, soutenues par la hausse des prix du pétrole. Le prix du brut a augmenté en raison de l'aggravation de la confrontation entre l'Irak et les Nations unies après le refus du gouvernement irakien de permettre l'accès du ministère de l'Agriculture aux inspecteurs de l'ONU. L'activité durant la période sous revue a porté sur 941 690 000 titres contre 977 909 000 la semaine passée. L'indice Dow Jones du 17 juillet : 3 331,64 (c.3 330,56).

	Cours 10 juil.	Cours 17 juil.
Alcoa.....	73	72 3/4
AT&T.....	43 3/4	44 1/2
Biochem.....	39	40 1/4
Chase Man. Bank.....	29 1/8	28 3/8
Du Pont de Nemours.....	48 3/4	49 5/8
Eastman Kodak.....	41 1/2	42 1/8
Exxon.....	61 1/2	62 1/8
Ford.....	44 7/8	44 3/4
General Electric.....	76 3/8	77 1/2
General Motors.....	41	40 3/4
Goodyear.....	56 1/4	56 3/4
IBM.....	97 5/8	98
ITT.....	66 1/8	64 3/4
Mobil Oil.....	62	63 7/8
Pfizer.....	77 3/8	76 3/4
Schlumberger.....	62	62 5/8
Tesco.....	63 1/2	63 1/8
UAI Corp. (ex-Allegis).....	114	116 1/8
Union Carbide.....	12 1/4	12 7/8
United Tech.....	51 1/4	51
Westinghouse.....	17 3/4	17 1/8
Xerox Corp.....	71 1/4	71 3/8

TOKYO

INDICE NIKKEI

-1,4%

La Bourse de Tokyo était orientée à la baisse cette semaine, alors que les investisseurs restaient en retrait du marché, dans un climat d'incertitude consécutif à la

hausse, jeudi 16 juillet, du taux d'escompte allemand. Le Nikkei a terminé à 16 548,07 points vendredi 17 juillet, perdant 235,65 points soit 1,4 % par rapport à la semaine précédente. Le volume quotidien moyen des transactions s'est sensiblement contracté passant à 203,6 millions d'actions contre 237,7 millions la semaine précédente.

Les valeurs ont été irrégulières cette semaine, dans un marché étroit, le marché au comptant subissant l'influence des transactions à terme liées à l'indice. Après avoir progressé de 2,49 % lundi jusqu'au niveau des 17 000 points, le Nikkei s'est inscrit à la baisse des mardi (-0,80 %), après les déclarations du premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, écartant l'idée d'une prochaine baisse des taux d'intérêt. Le lendemain, il

regainait 0,31 %, ce qui lui permettait de se maintenir au niveau des 17 000 yens. Après un recul de 0,76 % l'ayant fait repasser jeudi sous la barre psychologique des 17 000 yens, le Nikkei enregistrait une véritable chute de 2,59 % vendredi.

Certains experts estiment que le Nikkei devrait évoluer autour des 17 000 points « en l'état actuel des choses », tandis que d'autres envisagent une remontée jusqu'à 18 000 points si l'on constate une amélioration des résultats des sociétés japonaises.

Indices du 17 juillet : Nikkei, 16 548,07 (c.16 783,72) ; Topix, 1 271,10 (1 283,58).

	Cours 10 juil.	Cours 17 juil.
Ajinomoto.....	1 240	1 270
Bridgeport.....	1 400	1 420
Casum.....	1 340	1 350
Fuji Bank.....	1 400	1 370
Honda Motors.....	1 240	1 200
Mitsubishi Electric.....	1 300	1 300
Mitsubishi Heavy.....	545	540
Sony Corp.....	4 180	4 100
Toyota Motors.....	1 480	1 500

LONDRES

Net recul
-2,36%

La Bourse de Londres a nettement reculé pendant la semaine écoulée, affectée par des statistiques confirmant l'absence de reprise économique et secouée par le relèvement, jeudi, du taux d'escompte allemand. Pour la huitième semaine consécutive, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu du terrain, cédant 58,9 points (-2,36 %) par rapport au vendredi précédent. La majorité des pertes a été enregistrée vendredi, quand le marché s'est effondré de 51,50 points, et le Footsie a terminé à 2 431,90 points, son plus bas niveau depuis le 8 avril, la veille des élections.

L'initiative de la Bundesbank a dissipé les espoirs de réduction des taux en Grande-Bretagne, affaibli la livre et laissé craindre un retardement de la reprise économique. La Banque d'Angleterre a de son côté signalé vendredi, lors de ses opérations sur le marché monétaire, qu'elle était prête à relever les taux d'intérêt si la défense de la livre le nécessitait.

Indices des cent grandes valeurs à la clôture du 17 juillet : 100 valeurs, 2 431,90 (c.2490,80) ; 30 valeurs, 1 852,10 (c.1 903,70) ; mines d'or, 94,00 (c.94,00) ; fonds d'Etat, 89,33 (c.89,66).

	Cours 10 juil.	Cours 17 juil.
Allied Lyons.....	6,31	6,15
BP.....	2,03	1,99
BTB.....	4,43	4,44
Cadbury.....	4,67	4,68
De Beers.....	11,15	11,12
Glaxo.....	7,12	6,89
GRS.....	19,38	19,63
ICI.....	11,64	11,57
Reckitt.....	11,37	11,65
RTZ.....	5,60	5,45
Shell.....	4,82	4,71
Unilever.....	9,45	9,48

FRANCFORT

Forte baisse
-2,95%

A l'image des autres places européennes, la Bourse de Francfort a également connu une mauvaise semaine, les regards des opérateurs étant tous tournés vers la Bundesbank, dans la crainte d'un relèvement des taux directeurs. Le relèvement attendu a provoqué vendredi une chute de l'indice DAX de 2,8 %, soit la plus forte baisse depuis le début de l'année. Ainsi, d'un vendredi à l'autre, l'indicateur de la place a perdu 2,95 % en s'inscrivant à la cote 1 702,66 points.

Pour la Compensbank, le relèvement du taux d'escompte a au moins le mérite de clarifier la situation, le marché traversant depuis plusieurs semaines une phase d'expectative, nuisible au climat des affaires. La Deutsche Bank recommande pour sa part aux investisseurs une attitude plutôt défensive la semaine prochaine, en attendant des jours meilleurs.

Le volume des transactions sur les marchés des actions des huit places boursières allemandes, en totalisant 24,968 milliards de deutschemarks, est resté faible.

Indice DAX du 17 juillet : 1 702,66 (c.1 754,48).

	Cours 10 juil.	Cours 17 juil.
Adi.....	182,10	184,50
BASF.....	278,20	271,50
Bayer.....	278,80	273,70
Chemiebank.....	259,60	251
Deutschebank.....	705	683
Hoechst.....	279	248
Karstadt.....	639,70	613
Mannesmann.....	305,50	282,30
Siemens.....	641,50	649,10
Volkswagen.....	381,90	371

السبيل إلى النجاح

150

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les Italiens se méfient de leur monnaie

Deux énormes euro-emprunts viennent d'être émis pour le compte de la Banque européenne d'investissement, l'un de 1 milliard de marks, l'autre de 500 milliards de lire, qui illustrent bien la situation actuelle du marché international des capitaux. Aucun des deux n'a encore été entièrement placé, mais, alors que la confiance est de mise quant à l'opération libellée en marks, celle en lire est vraiment très difficile. La comparaison est instructive car l'une et l'autre sont destinées à trouver preneurs en Italie, presque exclusivement. Leur sort reflète à l'évidence les craintes qu'éprouvent les investisseurs italiens à l'égard de leur propre monnaie.

Ces deux affaires ont vu le jour à des conditions beaucoup trop sévères pour susciter l'intérêt des prêteurs dans d'autres pays. Cela s'explique par des raisons d'ordre fiscal. Les investisseurs italiens n'ont aucun impôt à payer sur le revenu des titres internationaux de la Banque européenne d'investissement, qui profite de ce privilège pour offrir le rendement le plus faible possible.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, le climat s'est fortement détérioré. Le marché, surchargé d'emprunts durant la première décennie de juillet, souffre à présent d'un engorgement certain. Il n'y avait, ces derniers jours, guère de place pour de nouvelles transactions de type classique. La seule opération euro-obligataire émise depuis l'interruption du 14 juillet, est d'un caractère particulier. D'un point de vue technique, elle ressemble beaucoup à un emprunt convertible dont les obligations pourraient être échangées contre des actions. Son débiteur, le Crédit agricole, entend lever pour environ 300 millions de francs pour une durée de six ans. A l'échéance, il remboursera les obligations aux investisseurs qui les auront conservées, à un prix nettement supérieur à celui auquel ils

les auront acquises à l'émission de façon à procurer un rapport équivalent à 6 % l'an. C'est une assurance non négligeable, mais l'attrait de la transaction réside surtout dans le fait qu'elle pourra faire bénéficier les porteurs d'une hausse des cours de la Bourse de Paris. Les conditions de l'emprunt seront arrêtées lundi 20 juillet. Le prix d'émission des obligations dépendra du niveau de l'indice CAC 40, la prime étant de 15 %. Dans un an environ et jusqu'à l'échéance, les investisseurs pourront à tout moment exiger le remboursement anticipé de leurs titres à un prix qui correspondra au niveau qu'atteindra alors l'indice. Aucun plafond n'est prévu.

Pour ce qui est des warrants en euros, l'attention se porte principalement sur une émission du Crédit lyonnais qui se réfère au cours de l'action Bouygues. L'affaire a ceci d'intéressant que pour la première fois, une société française a autorisé une banque à émettre des bons qui permettront à leurs détenteurs de bénéficier d'une baisse du titre. Offrir sur le marché une des transactions ne signifie pas qu'on est d'un avis négatif sur les perspectives de l'action. Trop de sociétés craignent pourtant que ce ne soit perçu comme tel par le public, et s'opposent au lancement de ces opérations.

La CEE et ses prêts à l'Est

La Communauté économique européenne cherche à obtenir un crédit bancaire d'une durée qui pourra aller jusqu'à trois ans et dont le produit sera prêté à plusieurs des Républiques qui ont accédé à l'Union soviétique. On ignore encore le montant précis de l'emprunt. Au minimum, si on limite le nombre des bénéficiaires aux seuls pays avec lesquels des contrats de prêts ont déjà été signés, il s'agira de 270 millions d'écus. Ce volume ira jusqu'à 550 millions, si on y ajoute les

candidats qui ont apparemment accepté les conditions posées par la Communauté mais qui ne se sont pas encore engagés formellement. Cela porterait à neuf les destinataires des prêts. Tout semble indiquer qu'il y aura au moins trois absents, dont la Russie, qui se montre plus intransigente que d'autres dans les négociations menées avec le créancier. Deux prêts dépasseront les 100 millions d'écus, ceux consentis à l'Ukraine (130 millions) et à la Biélorussie (102 millions).

Le chef de file de l'opération sera une des six banques internationales qui ont jusqu'à mercredi pour répondre à un appel d'offre fait par les services de la CEE. Le tout s'inscrit dans le cadre d'un programme d'aide financière de 1,25 milliard, décidé par la Communauté en faveur de l'ex-Union soviétique et dont Moscou devait profiter au premier chef puisque l'État prévu de réserver à la seule Russie quelque 300 millions d'écus. Ce programme n'a pas encore été entamé.

Des contraintes d'ordre technique expliquent pourquoi la Communauté a retenu une formule de crédit bancaire de préférence à un emprunt obligataire. La mise à disposition des fonds aux différents pays, par exemple, s'étalerait sur une période de huit mois. Il serait difficile de satisfaire à une telle exigence si les ressources nécessaires étaient obtenues par l'émission d'obligations dont normalement le règlement aurait dû s'effectuer à une seule date. La décision de ne pas faire directement appel au marché avait été prise voici plus de deux mois (le Monde daté 10-11 mai). Il faut en tout cas se garder d'y voir une conséquence des grandes difficultés que connaît le marché des obligations libellées en écus depuis qu'au début de juin les Danois ont refusé de ratifier le traité de Maastricht.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar sous les 5 francs

« A la dérive », « très secoué », les épithètes vont commencer à manquer pour qualifier le glissement du dollar, que le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, annoncé jeudi, a encore un peu plus déprimé. Ce relèvement, en effet, éloigne le moment où l'écart de taux entre New-York et Francfort, actuellement de six points et demi (6,5 %) sur le court terme, commencera à se rétrécir, très probablement par diminution des taux allemands.

Vendredi, la publication des chiffres du commerce extérieur des États-Unis n'a rien arrangé : le déficit commercial américain s'est creusé de 4,5 %, passant de 7,06 milliards de dollars en avril à 7,38 milliards en mai, venant de 5,38 milliards en mars et de 4,98 milliards en mai 1991. Les économistes de Wall Street prévoyaient un déficit d'environ 5,6 milliards de dollars en mai 1992. Cette dégradation a été provoquée par la faiblesse des exportations et la hausse du coût des importations de pétrole. Elle ne laisse pas d'inquiéter, surtout en ce qui concerne les exportations qu'un dollar faible devrait favoriser.

En tout cas, ces deux nouvelles ont un peu plus déprimé la devise américaine qu'à la veille du week-end, était retombée à moins de

1,46 DM, à 2 pfennigs de son plus bas cours historique de 1,4430 DM, touché le 11 février 1991. A Paris, le billet vert revenait à 4,93 F, son niveau de la fin 1990.

Le franc sera défendu

Beaucoup d'opérateurs le voient battre ses records de baisse la semaine prochaine. Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact des élections présidentielles américaines. Si le retrait de Ross Perot augmente les chances du président Bush, comme certains le pensent, et peut doper le dollar, l'avancée du démocrate Bill Clinton est diversement appréciée par les milieux financiers, traditionnellement républicains. On y redoute une augmentation des impôts sur les revenus élevés, mais on y note la modération du programme de M. Clinton, avec la possibilité d'une relance de l'économie par stimulation de l'investissement, susceptible de déboucher à terme sur un relèvement des taux d'intérêt, donc une remontée du dollar.

En Europe, la hausse du taux d'escompte allemand a encore renforcé le mark par rapport aux autres devises du système monétaire

européen (SME), motivant une augmentation des taux en Italie et en Espagne destinée à renforcer la lire et la peseta, en condition assez médiocre. A Paris, le cours de la devise allemande est passé au-dessus de 3,38 francs. Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a réaffirmé sans surprise, que, « au sein du SME, des baisses unilatérales des taux d'intérêt au-delà d'un certain point sont difficiles à envisager sans risques pour le terme des monnaies. En particulier, le passage au-dessous du niveau des taux allemands ne peut être envisagé qu'avec la plus grande prudence et n'est concevable que si les marchés cautionnent une telle évolution. De ce point de vue, il est apparu que l'affermissement du franc constituait un indicateur essentiel pour les autorités monétaires, qui restent très vigilantes ».

Voilà qui est clair : le franc sera défendu, et les taux d'intérêt à court terme ne baisseront pas à Paris.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 JUILLET AU 17 JUILLET 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc suisse	Franc belge	D.marc	Franc néerlandais	Florin	Lire italienne
New-York...	1,4598	-	20,2224	76,4536	66,3995	3,3190	66,6428	0,00901
Paris...	1,4595	-	19,6812	72,2654	66,4319	3,2237	66,6408	0,00877
Bruxelles...	9,5428	4,9420	-	376,8281	338,2353	16,4122	299,3787	4,6570
Zurich...	9,7022	5,0810	-	371,9619	337,5497	16,3798	298,9703	4,4541
Frankfurt...	2,5296	1,3000	26,4510	-	89,4665	4,3412	79,3285	1,1780
Amsterdam...	2,6884	1,3640	26,8945	-	90,7468	4,4836	80,3766	1,1975
Munich...	2,8309	1,4630	29,5652	111,7377	-	4,8523	88,6980	1,3177
Bonn...	2,8744	1,5053	29,8361	110,1971	-	4,8527	88,5731	1,3196
Bruxelles...	28,235	30,13	6,8939	23,052	26,6888	-	18,2171	2,7155
Bruxelles...	29,1227	31,87	6,1851	22,7085	26,6872	-	18,2524	2,7193
Amsterdam...	32,156	34,495	33,6815	12,8878	112,79078	5,47285	-	8,862531
Amsterdam...	32,492	34,695	33,6814	12,8414	112,91008	5,47872	-	8,860993
Milan...	2163,53	1109,50	224,3488	848,2416	758,8919	36,2376	672,8220	-
Milan...	2178,26	1140,75	224,5129	835,1025	757,8224	36,77466	671,2268	-
Tokyo...	242,97	124,60	25,19717	95,25994	85,2572	4,13541	75,56095	0,112303
Tokyo...	239,93	125,45	24,72838	91,98389	83,47173	4,08061	73,93551	0,101047

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 17 juillet, 3,9686 F contre 4,0437 F le vendredi 10 juillet 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Très mauvaise météo

Oui, la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a relevé son taux d'escompte, le portant de 8 % à 8,75 %, comme on le craignait. Non, elle n'a pas majoré son taux Lombard (véritable taux directeur qui régit le marché interbancaire et qui est resté maintenu aux 9,75 % atteints en décembre 1991) comme on le redoutait. Sa décision revêt donc un caractère limité, puisque, sur 211 milliards de marks de concours octroyés par la Banque centrale aux établissements bancaires, 72 milliards seulement (un tiers) sont fournis au taux d'escompte, l'essentiel - soit 139 milliards de marks - étant facturé au taux du marché interbancaire, entre 9,60 % et 9,70 %. Le coût des ressources des banques sera majoré d'environ 300 millions de marks (1,7 milliard de francs), ce qui rebâtit, dans des proportions variables, parfois jusqu'à 1 %, le taux des crédits à court terme pour les entreprises (découverts par caisse) et les particuliers (crédits à la consommation).

Sans doute, ce relèvement, aux répercussions limitées, n'affecte-t-il pas le Lombard. Cette décision représente le minimum de ce que pouvait faire la Bundesbank et le maximum de ce qu'elle avait fait accepter à ses partenaires du groupe des Sept, réunis à Munich il y a à peine huit jours. Mais ce relèvement sonne le glas des timides espoirs d'une baisse des taux en Europe et en France, nourris, semble-t-il, par notre ministre des finances, M. Michel Sapin, peu de temps avant la réunion du groupe des Sept. C'était mal connaître les administrateurs de la Bundesbank, surtout les présidents des banques centrales des Länder, d'une farouche orthodoxie : pour eux, l'inflation, c'est le Diable (der Teufel). Sans doute, le conseil de la Banque centrale était très perplexe comme l'a révélé M. Juergen Moellmann, ministre allemand de l'économie, qui y assistait. Mais la priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation, avec le maintien à 3,5 %, 3,5 % de la fourchette de croissance de la masse monétaire M3 en 1992, ce qui est très draconien si on pense que cette masse augmente actuellement de 9 % en rythme annuel.

L'OPÉ géante du Trésor

Sans doute, le gouvernement allemand et le chancelier Kohl désapprouvent-ils l'attitude de la Banque centrale qui, selon eux, aurait dû « attendre » que la surchauffe se ralentisse. Les autorités monétaires, soucieuses de leur crédibilité, en ont jugé autrement : ce n'est pas la Wacht am Rhein, c'est la « garde sur le mark ». Personne ne peut leur en vouloir vraiment, même à Paris, où on trouve la facture de la réunification de plus en plus lourde et de plus en plus amère.

Le signal très clair donné par Francfort - durcissement et vigilance - a été reçu cinq sur cinq à Paris, où l'on sait maintenant que, sauf miracle, les taux d'intérêt allemands pourront ne pas baisser, au mieux, avant le printemps 1993. Du coup, les cours du MATIF ont plongé à la verticale, surtout vendredi, revenant de 107,46 à 106,08, au plus bas depuis le début de l'année et les 105,72 du 10 décembre 1991. Le rendement de l'OTAT 10 ans remontait de 8,78 % à 8,97 % et les taux à court

terme passaient au-dessus de 10 %. L'étranger, qui ne compte pas sur une diminution des rendements et donc sur une hausse des cours, a vendu. Ajoutons-y une rumeur, celle de la publication par le Figaro du samedi d'un sondage révélant un vote négatif au référendum de septembre sur la ratification du traité de Maastricht, rumeur démentie en fin d'après-midi du vendredi, et on aura une idée de l'état de déliquescence où se trouvait le marché à la veille du week-end sur le MATIF ou à la Bourse des valeurs (lire page 16).

Pour ne rien arranger, ajoutons une crainte, celle de voir la Bundesbank relever son taux directeur. Le Lombard, d'ici la fin de l'année, si la masse monétaire ne ralentit pas sa croissance. Conjugée avec les appréhensions sur le référendum de septembre, cette crainte introduit un élément d'incertitude de plus dans un climat qui s'assombrirait nettement : avis de coup de vent pour les navigateurs.

Sur le marché obligataire, c'est la trêve estivale des émissions jusqu'au 15 août. En attendant, le Trésor a fait connaître les résultats de son offre d'échange géante, lancée le 19 juin, et qui portait sur 140 milliards de francs d'obligations d'Etat assimilées : les gestionnaires institutionnels ont apporté 45 milliards de francs de titres en nominal, sur les 83 milliards offerts, soit un taux d'échange de 54 %, surprise très agréable pour les services du Trésor, qui tablaient sur un taux de 35 % à 35 %.

En revanche, et comme prévu, les particuliers, qui se voyaient offrir 57 milliards de francs en emprunts d'Etat pour être échangés, n'ont apporté que 2,55 milliards de francs, plus 2,5 milliards de francs de titres nouveaux souscrits directement auprès des intermédiaires financiers (surtout les banques) qui, pour la première fois depuis 1984, pouvaient mettre de tels titres directement à la disposition de leurs clients, personnes physiques. Au total donc, sans les souscriptions nouvelles, l'OPÉ aurait porté effectivement sur 48 milliards de francs, un peu plus de 34 % des titres présentés, ce qui est un grand succès.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Austérité pour le café de Colombie

Second producteur mondial de café après le Brésil, la Colombie a convaincu ses planteurs, réunis cette semaine à Bogota, d'accepter un plan d'austérité visant principalement à réduire les prix intérieurs. Une mesure qui, trois ans tout juste après l'écroulement de l'accord international (juillet 1989) et la levée des quotas d'exportation, traduit la grave déprime de ce marché. Réunis en congrès à Bogota, les producteurs ont accepté de voir le prix d'achat des sacs de 125 kilos d'arabica (tomber à 85 000 pesos, soit 700 francs (contre 95 000 pesos auparavant). Le manque à gagner est d'ores et déjà estimé à 450 millions de dollars pour les deux prochaines campagnes.

Venu soutenir les planteurs le 16 juillet, le président de la République colombienne, M. César Gaviria, a indiqué que le Fonds national du café, organisme public en quasi faillite - son déficit est de l'ordre de 500 millions de dollars - recevrait 200 millions de dollars. Il cessera en revanche les prêts et les aides à l'amélioration des cultures et devrait licencier 20 % de son personnel d'ici à 1993.

Un aspect important du plan d'austérité est la proposition faite aux planteurs d'arracher 30 000 hectares de caféiers, l'objectif ultime étant de reconverter au total 100 000 hectares. Le gouvernement n'a pas précisé quelle culture de substitution viendrait remplacer l'arabica, dans un pays réputé pour faire une place non

négligeable à la coca et à sa transformation en cocaïne. Seul pays d'Amérique du Sud à n'avoir jamais demandé un rééchelonnement de sa dette, la Colombie doit cette performance aux recettes des cultures illicites d'avantage qu'au café, dont les cours mondiaux sont au plus bas, autour de 760 dollars la tonne.

Vingt millions de planteurs

« L'année qui vient de s'écouler - depuis juin 1991 - restera l'une des plus sombres de son histoire », écrit la revue *Marchés tropicaux* dans son numéro spécial consacré aux produits de base (1). Rappelant que ce produit agricole fait encore vivre quelque vingt millions de planteurs et a rapporté chaque année environ 10 milliards de dollars entre 1987 et 1989, la revue résume depuis la question de l'accord international, les recettes annuelles provenant des exportations de café sont tombées « à environ 6,8 milliards de dollars ».

Pour les pays producteurs du tiers-monde, l'addition est lourde. Dès octobre 1991, le directeur exécutif de l'Organisation internationale du café (OIC), M. Alexandre Beltrao, estimait le manque à gagner à plus de 7 milliards de dollars. Un chiffre porté depuis à 10 milliards de dollars. « En trente-trois mois, estimait en avril 1992 le ministre ivoirien chargé des matières premières, M. Alain Gauze, les cours mondiaux ont connu une chute sans précédent dans une proportion de 30 à 40 %, voire 50 %, entraînant une contraction de 30 % en moyenne des recettes totales d'exportation des 51 pays membres de l'OIC. Les producteurs d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie ont subi une perte annuelle de 3 à 4 milliards de dollars sur leurs revenus, en dépit d'une intensification de 3 % des exportations de café sur un marché non contingent. » Gagner moins en vendant plus, voilà l'illustration de la fuite en avant à laquelle sont forcés les producteurs, même si la stratégie de chacun pour soi contribue à détériorer encore plus la situation du marché.

Mais de quoi souffre le café ? Au vu des statistiques d'offre et de demande, le déséquilibre n'est pas flagrant. Le courtier allemand F.O. Licht prévoit pour 1991/1992 une production globale de 97,3 millions de sacs de 60 kilos, dont 70,44 millions de sacs d'arabica et 26,86 millions de sacs de robusta. Quant à la consommation mondiale, elle s'établirait d'après

M. Beltrao à 96 millions de sacs, un chiffre incluant les 21 millions de sacs de consommation interne des pays producteurs.

Mais il s'agit là d'un équilibre de façade puisque les stocks mondiaux représentent au moins 38 millions de sacs chez les producteurs et 15 à 18 millions de sacs chez les importateurs. « Si le marché international ne peut être objectivement qualifié de sur-approvisionné, il est sans aucun doute trop chargé en stocks de tous types, de toutes qualités et origines », écrit Laurent Jacquet dans *Marchés tropicaux*. Fière des solutions - toutes les autres exceptées, pour produire une formule célèbre, « un nouvel accord international devrait permettre de contingentier l'offre et de rétablir une équité entre quotas d'arabica (latino-américain) et robusta (à dominante africaine et asiatique). De nouvelles (énormes !) discussions sont prévues pour la fin du mois, mais le ciment ne prend guère entre producteurs, tant leurs intérêts divergent.

ÉRIC FOTTORINO

(1) *Produits tropicaux 1991-1992*, 15^e édition, 120 francs.

Atteignant 36,5 milliards de francs en mai

Le déficit commercial américain continue de se creuser

Le déficit commercial des États-Unis a atteint 7,38 milliards de dollars en mai (36,5 milliards de francs) contre 7 milliards de dollars (35 milliards de francs) en avril, a annoncé, vendredi 17 juillet, le département du commerce. Pour le troisième mois consécutif, le solde de la balance commerciale américaine se dégrade, alors qu'il n'avait pratiquement pas cessé de s'améliorer de janvier 1991 à février 1992. En février 1992, le déficit commercial (3,4 milliards de dollars) avait même atteint son plus bas niveau depuis 1983.

Le résultat de mai est le plus mauvais enregistré depuis novembre 1990, où le déficit avait atteint 9,5 milliards de dollars. Il a surpris les économistes de Wall Street, qui tablaient sur un déficit d'environ 5,6 milliards de dollars, et a provoqué une nouvelle chute du dollar sur les marchés des changes. Cette aggravation de 4,5 % par rapport

au mois d'avril est due à un recul plus rapide des exportations (qui ont chuté de 2,5 % en mai par rapport à avril, à 35,4 milliards) que des importations, en baisse de 1,4 %, à 42,8 milliards. Les exportations américaines ont été pénalisées par la faiblesse des partenaires commerciaux des États-Unis et notamment du Japon. L'aéronautique et les produits agricoles ont ainsi réalisé des performances particulièrement mauvaises. D'autre part, l'augmentation du prix du pétrole a contribué à alourdir le coût des importations.

Pour les cinq premiers mois de l'année, le déficit commercial s'établit à 69,89 milliards, en rythme annuel, contre 65,39 milliards en 1991. Les experts projettent un déficit d'environ 75 milliards de dollars pour 1992 et d'environ 100 milliards en 1993.

PRODUITS	COURS DU 17/7
Cuivre h. g. (London) Trois mois	1 338 (+ 30) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 334 (+ 12) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	7 600 (+ 10) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	273,5 (- 16,5) Dollars/tonne
Café (London) Septembre	782 (+ 6) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Septembre	961 (- 65) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Septembre	346 (+ 11) Cents/bushels
Mais (Chicago) Septembre	229 (- 12) Cents/bushels
Soy (Chicago) Septembre	175,5 (- 0,6) Dollars/bushels

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Après l'Irlande et le Luxembourg

La Chambre belge des députés vote la ratification du traité de Maastricht

La Chambre belge des députés a voté le projet de loi de ratification du traité de Maastricht, vendredi 17 juillet, par 146 voix contre 33 et 3 abstentions. Les sénateurs se prononceront à la rentrée parlementaire de septembre. La Belgique est le troisième pays européen, après l'Irlande et le Luxembourg, à approuver ces accords.

BRUXELLES

de notre correspondant

Le consensus en faveur de l'Union européenne est tel en Belgique (*le Monde* daté 21-22 juin) qu'il n'y avait pas de suspense et que les débats, avec seulement quelques dizaines de présents avant le vote, n'ont suscité aucun intérêt dans les médias nationaux. Comme prévu, les partis de la majorité, socialistes et sociaux-chrétiens, ont voté pour, avec le soutien plus ou moins enthousiaste de l'opposition libérale. Les voix hostiles proviennent des partis nationalistes flamands : Volksunie et, surtout, Vlaams Blok, résolument hostile au vote des étrangers. Une telle mesure risque de faire perdre certaines majorités locales au néerlandophone et « est un coin, avec le temps, pour ouvrir des privilèges aux non-Européens ». Sans tenir compte de l'avis consultatif du Conseil d'Etat, le gouvernement a repoussé à

plus tard le débat, qui risque d'être beaucoup plus passionné, sur la réforme constitutionnelle nécessaire pour l'octroi de ce droit.

L'ultime incertitude résidait dans l'attitude des écologistes (dix élus chez les francophones et sept chez les Flamands). Finalement, ils ont voté contre, en invoquant le « déficit démocratique » perpétué, selon eux, par le traité. Cela n'est pas allé sans discussions ni échos d'âme. Une des principales personnalités chez les Verts, le sénateur flamand Ludo Dieckx, nous a annoncé son intention de voter « oui » lors du débat au Sénat.

Fiers d'abriter le conseil des ministres européens, la Commission et une partie des services du Parlement à Bruxelles, les Belges ont aussi conscience de l'atout que constitue l'ouverture des frontières pour leur pays tourné vers l'exportation. Afin de satisfaire aux critères permettant de figurer parmi les premiers Etats membres aptes à adopter la monnaie unique, ils devront, cependant, remettre de l'ordre dans leurs finances publiques et réduire considérablement la dette de l'Etat. Le gouvernement discutera la semaine prochaine d'un projet de budget d'austérité qui risque de mobiliser les syndicats à la rentrée, mais pour l'adoption duquel il fera valoir que les Belges, militants de l'Europe communautaire, doivent être logiques avec eux-mêmes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Ancien chef de la diplomatie américaine

M. Cyrus Vance représentera le secrétaire général de l'ONU en Afrique du Sud

L'ancien chef de la diplomatie américaine Cyrus Vance a été nommé représentant spécial pour l'Afrique du Sud du secrétaire général des Nations unies, vendredi 17 juillet, après le vote, par le Conseil de sécurité, de la résolution appelant à la reprise du dialogue (*le Monde* du 18 juillet).

Dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a déclaré que M. Vance partirait en début de semaine prochaine pour l'Afrique du Sud. L'ancien secrétaire d'Etat aura pour mission de recommander des mesures de nature à mettre fin aux violences et créer les conditions propices à la reprise de négociations.

D'autre part, le chef de la police sud-africaine, le général Johan van der Merwe, a annoncé vendredi à Pretoria que soixante-dix-huit personnes seront inculpées lundi de meurtre, de violence publique ou de ces deux délits, à la suite du massacre le 17 juin dernier de quatre-vingt-cinq Noirs dans le ghetto de Boipatong. Dans un premier temps, la police avait annoncé que ces soixante-dix-huit personnes seraient inculpées de violence publique, sans mentionner le délit de meurtre. — (AFP, Reuters)

Le litige entre les ASSEDIC du Rhône et un élu des Verts

Les milieux politiques lyonnais critiquent la mise en détention de M. Tête

La mise en détention de M. Etienne Tête, conseiller régional (Verts) du Rhône-Alpes (*le Monde* du 18 juillet), suscite une certaine émotion dans les milieux politiques et judiciaires lyonnais, ainsi que des interrogations sur la procédure utilisée dans son cas. A la suite d'une plainte pour « escroquerie » des ASSEDIC du Rhône, M. Etienne Tête avait été détenu en comparution immédiate par le parquet du tribunal de Lyon.

LYON

de notre bureau régional

De fond de sa cellule de la prison Saint-Paul, à Lyon, M. Etienne Tête a fait savoir, vendredi 17 juillet, par l'intermédiaire d'un de ses avocats, qu'il demandait à être jugé le plus rapidement possible. Tout en demandant son innocence, M. Tête se proposait de verser la somme de 131 000 francs, objet du litige qui l'oppose aux ASSEDIC du Rhône. Cette mise en détention jusqu'à l'audience prévue le 23 juillet, où l'affaire sera jugée sur le fond, a suscité l'étonnement des milieux politiques lyonnais. Comme leurs responsables nationaux, les Verts du Rhône, qui estiment qu'il y a « visiblement une distorsion entre le motif invoqué et l'ampleur des mesures prises » contre M. Tête, exigent sa

libération immédiate. Des élus aussi différents que M. Gérard Colomb, secrétaire national du PS, ou M. Jean Besson, député (RPR) du Rhône, se sont eux aussi émus de la « disproportion » entre la nature des faits reprochés à M. Tête et son traitement judiciaire. Les photographies publiées dans la presse locale où l'on voit M. Tête menotté, le visage épuisé à la suite de trente heures de garde à vue, ont également suscité des interrogations sur les conditions offertes aux photographes dans l'enceinte du tribunal.

« Je suis perplexé au sujet des conditions d'exposition publique faite à M. Tête », explique M. André Soulier, membre du bureau national du Parti républicain, qui assume la défense, aux côtés de M. Jean-Marc Bazy, de « ce garçon sans sou ni maille ». « Je note, a-t-il ajouté, une asymétrie dans le traitement réservé aux hommes politiques qui, depuis quelques semaines, ont à répondre de faits devant la justice ».

La vague d'émotion suscitée par la parution des photographies a également touché le palais de justice. Au parquet, on avait même ressenti un malaise devant ce qu'un magistrat qualifie de « assassinat médiatique ». On défend toutefois la procédure de comparution immédiate utilisée à l'encontre de M. Tête en relevant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique définie en début d'année par le procureur de la République, M. Jean-Amédée

Lathoud. Cette politique a pour but de traiter les affaires financières de la même manière que celles qui relèvent du droit commun.

Depuis le début de l'année, on a ainsi vu au tribunal correctionnel des personnes jugées en comparution immédiate pour fraude, banqueroute, ou escroquerie. Leur affaire, qui n'avait pas été instruite par un juge d'instruction, avait été traitée en enquête préliminaire par la section financière de la police judiciaire sous le contrôle du parquet. « C'est une façon de désengorger les bureaux des juges d'instruction, note un magistrat, lorsque les faits, aussi graves soient-ils, sont simples ».

Quant à l'argument selon lequel cette procédure de comparution immédiate peut léser les droits de la défense, il est vite repoussé. « L'accusé dispose de davantage de temps que lorsqu'il doit défendre son client avant la mise sous mandat de dépôt d'un juge d'instruction. En confiant la décision d'incarcération à trois juges au lieu d'un seul, on applique ainsi une réforme qui est demandée ». Lorsque l'on fait remarquer que, dans l'attente du jugement, la condamnation déjà subie par M. Tête paraît administrée bien rapidement, la réponse revient, échoant : « Personne ne réagit lorsque le même phénomène touche des petits délinquants anonymes ».

BRUNO CAUSSE et ROBERT MARMOZ

La réunion à Paris du consortium de la Banque mondiale

La France redevient le deuxième fournisseur d'aide à l'Indonésie

La première réunion du Groupe consultatif pour l'Indonésie (CGI) a eu lieu à Paris, les jeudi 16 et vendredi 17 juillet, sous la présidence de la Banque mondiale, avec la participation de M. Radoslaw Pawlowski, ministre indonésien de la coordination des affaires économiques, financières et industrielles. Le Groupe - qui comprend les principaux bailleurs de fonds occidentaux, auxquels s'ajoutent des organisations internationales, des fonds de développement de pays arabes, la Corée du Sud... - a décidé d'accroître les crédits promis pour l'année 1992-1993, qui passent de 4,75 à 4,94 milliards de dollars. Le

CGI remplace le Groupe intergouvernemental pour l'Indonésie (IGGI), dont Djakarta avait demandé la dissolution. Il était présidé par les Pays-Bas dont les Indonésiens avaient mal apprécié les critiques après le massacre de civils par l'armée à Timor-Orientale, en novembre dernier.

La participation française à la CGI dépassera cette année les 800 millions de francs. Une augmentation sensible par rapport à 1991-1992 (685 millions de francs), qui fait à nouveau de la France le deuxième pays donateurs, après le Japon mais devant les Etats-Unis. M. Pawlowski a d'ailleurs profité de son passage à

Paris pour s'entretenir avec M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, qui se trouvait à Djakarta il y a un mois.

Recevant mercredi à déjeuner M. Pawlowski, M. Kiejman avait exprimé sa « satisfaction » devant les « parfaites relations bilatérales et multilatérales » entre les deux pays soulignant le rôle régional de l'Indonésie, qui « mérite l'ensemble des aides économiques que lui apportent les pays du CGI ». Il avait toutefois mis un bémol à ce satisfecit en ajoutant qu'il était « dommage que ce grand pays, dont l'image économique est si positive, voit son image politique altérée ».

Le drame de Timor, ex-territoire portugais que l'Indonésie n'a toujours pas réussi à intégrer malgré plus de onze années d'occupation musclée, colle au régime du général Suharto. Il était donc inévitable que M. Kiejman évoque, déclarant que « l'Indonésie n'a pas encore réussi à maîtriser complètement son développement démocratique ». Surpris, non tant par la critique - attendue - que par son ampleur, M. Pawlowski répliqua que son gouvernement était « très désolé » de cet incident regrettable, et promit d'envoyer à son hôte un document expliquant le point de vue officiel de Djakarta. Les choses semblent en être restées là, la France, contrairement à d'autres donateurs, dissociant clairement son aide de la question des droits de l'homme.

P. de B.

M. Buchmann estime que « la procédure vise à discréditer les Verts »

M. André Buchmann, porte-parole national des Verts, a réagi au placement en détention de M. Etienne Tête en nous déclarant : « Cette volonté de salir l'image d'un homme public pose trois questions. S'il est juste de garantir tous ses droits à tout prix, qu'il soit incriminé ou qu'il s'appelle Emmanuel. Tape en Lénard, pourquoi révoquer un traitement infligé à Etienne Tête ? Pourquoi la décision du tribunal remet-elle une fois de plus en cause la présomption d'innocence dont doit bénéficier tout prévenu ? En quoi le fait d'être élu constitue-t-il une charge supplémentaire permettant d'exposer Etienne Tête à un véritable lynchage médiatique ? ». « La vérité est que dans cette affaire, au-delà d'une personne, ce sont les principes de la procédure pénale qui sont en jeu, la procédure pénale, les Verts », a estimé M. Buchmann.

Selon le quotidien japonais « Asahi Shimbun »

Honda abandonnerait la Formule 1

Selon le quotidien japonais *Asahi Shimbun* du samedi 18 juillet, le constructeur automobile Honda abandonnerait la Formule 1 au terme de la saison 1992. Le journal souligne que, face à la baisse des ventes des voitures particulières aux Etats-Unis et au Japon, Honda risque d'avoir des difficultés à justifier les investissements importants (10 milliards de yens chaque année soit 80 millions de dollars) qu'elle consacre à la Formule 1. La firme s'inquiéterait aussi des limitations imposées aux moteurs de Formule 1. Les résultats de Honda au cours de la saison actuelle avec les deux McLaren qu'elle équipe de ses moteurs, ne sont pas à la hauteur de ses ambitions. Ayrton Senna et Gerhard Berger n'ont gagné que deux Grands Prix, en tout et pour tout à eux deux.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ENSAE - INT GESTION

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Le Monde EN VENTE

EN PROVINCE

LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

Pour connaître la liste des villes servies et des points de vente, vous pouvez consulter notre service minitel

3615 LEMONDE

SOMMAIRE

DATES

Il y a trois cent cinquante ans, la drôle de guerre entre le roi et le Parlement d'Angleterre... 2

ÉTRANGER

Les Musulmans, les Serbes et les Croates ont signé un accord de cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine... 3
Deux « casques bleus » français ont été tués en Croatie... 3
La Slovaquie proclame sa souveraineté... 3
Grande-Bretagne : M. John Smith, nouveau chef du Labour... 4
Russie : le Soviet suprême reprend le contrôle des livraisons... 4
Liban : le scrutin législatif pourrait avoir lieu en août... 5
En Cisjordanie : le siège de l'université de Naplouse a été levé... 5
L'enquête sur l'assassinat d'un « béret bleu » au Kurdistan... 5
Loin des capitales : « Shanghai renoue avec son passé de métropole »... 5

POLITIQUE

Le débat sur le rôle de Vichy dans les déportations... 6
Point de vue : « Un certain fanatisme », par Jack Lang... 6
Livres politiques : « S'abreuver à la source », par André Laurens... 6

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine... 7
La lutte contre les fillets dérivants en Méditerranée... 7
Inauguration du Musée de Tauzeville 7
Le 79° Tour de France : le baroud des ex-rois... 8
La fête des vieux grémements à Douarnenez... 8
Défense : la nouvelle organisation des arsenaux... 8

HEURES LOCALES

« L'honneur perdu de Vaules-les-Roses » Bordeaux sans vélo
« Guerre des gymnases à Montpellier »... 9

CULTURE

Le Festival d'Avignon : Acanthes, pierres chantantes ; Octavio Paz en visite ; Les suites du conflit des intermittents du spectacle... 10 et 11
Musiques : dans la Somme, le Festival de Saint-Riquier ; la fin des Francofolies de La Rochelle... 11

ÉCONOMIE

La réforme du statut des dockers : vingt-sept accords paritaires sur la mensualisation ont été signés... 14
EDF prévoit de commander une nouvelle tranche nucléaire... 14
La Russie adopte un programme favorable aux capitaux étrangers... 14
Les principales dispositions de la réforme de l'UNEDIC... 15
Forte baisse des cours de Philips... 16
Revue des valeurs... 16
Crédits, changes, grands marchés... 17

Services

Abonnements... 2
Cartes... 13
Météorologie... 13
Mots croisés... 11
Télévision... 13
Spectacles... 12

Le téléphone du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro de « Monde » daté 18 juillet 1992 a été tiré à 480 418 exemplaires.

RADIO



Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992

Le Monde du 18 juillet 1992